

Sommet arabe au Caire et condamnation unanime de Bagdad par le Conseil de sécurité des Nations unies

Des milliers d'étrangers sont retenus en Irak La France renforce sa présence militaire dans le Golfe

Amende honorable

« La France pourrait être amenée à revoir ses positions dans la région », avait déclaré M. Roland Dumas au lendemain de l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes. Voilà qui est fait : M. François Mitterrand, apparemment désireux de jouer cartes sur table, a expliqué jeudi 9 août pourquoi Saddam Hussein fut l'ami des dirigeants français et pourquoi il ne l'est plus.

En soutenant l'Irak pendant la guerre du Golfe, la France - ou en tout cas lui-même - entendait se ranger du côté du monde arabe, qu'elle jugeait menacé par l'intégrisme du régime iranien de l'époque, a expliqué en substance M. Mitterrand. Ce n'est bien évidemment qu'une explication partielle, mais c'est une explication nécessaire pour faire comprendre aux peuples arabes que la décision de la France de se doter aujourd'hui des moyens d'une intervention militaire dans la région n'est pas dirigée globalement contre eux et ne participe pas d'une croisade occidentale de type post-colonial, comme le prétend Saddam Hussein.

Le droit a été violé et risque de l'être à nouveau : c'est pour son respect que la France se dispose éventuellement à intervenir, tout en souhaitant n'avoir pas à le faire et que la crise puisse se régler entre Arabes. Elle le fait en son nom propre et non pour obéir aux consignes américaines, a souligné M. Mitterrand. Elle entend poursuivre enfin ses contacts diplomatiques, y compris avec certains représentants du monde arabe tentés de se laisser séduire par le coup de force de Saddam Hussein.

Ce renversement de la diplomatie française par rapport à l'Irak, qui était clair depuis le début de la crise mais qui est aujourd'hui explicite, est une petite victoire pour M. Roland Dumas. Il avait engagé depuis deux ans un réajustement de la diplomatie française au profit de l'Irak et, ces derniers mois, discrètement marqué quelques distances par rapport à Bagdad.

C'est lui qui a mené tambour battant les réactions françaises depuis le début de la crise koweïtienne. C'est grâce à lui aussi que la France donne l'impression depuis dix jours de jouer la carte de la clarté et de n'avoir rien à cacher.

LES décisions annoncées jeudi ne sont pas un alignement pur et simple sur les positions américaines qui privent la France de ses moyens diplomatiques propres dans la région. C'est pourtant l'analyse faite par Washington : des menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'Arabie saoudite, demain sur d'autres peut-être, dont Israël, qui s'est imposée à Paris.

La lucidité a ainsi triomphé de ceux qui, y compris dans l'administration que dirige M. Dumas, estimaient encore que la France n'avait pas à « explorer » son soutien passé à Saddam Hussein, qu'elle devait avant tout tenir compte de la popularité du chef de l'Etat irakien en tant que « dirigeant nationaliste arabe » et qu'il ne fallait surtout pas se laisser entraîner dans une logique militaire à l'américaine. Souhaitons que cette lucidité ait définitivement triomphé des thèses de ce que l'on appelle « le lobby pro-irakien » français.

M 8147 - 810 - 5,00 F



Tandis que les pays arabes entament vendredi 10 août au Caire, sans trop d'illusions, des discussions pour tenter de désamorcer la crise du Golfe, les Etats-Unis poursuivent « avec succès » le déploiement de leur dispositif militaire.

Le président Mitterrand, pour sa part, a évoqué jeudi 9 août l'éventualité d'une intervention militaire française, « si cela était nécessaire », cependant que la décision était prise d'envoyer dans le Golfe le porte-avions « Clemenceau ».

● Fermeture des frontières. - L'Irak, où des milliers d'étrangers sont retenus, a décidé, jeudi 9 août, de fermer ses frontières ainsi que celles du Koweït. La soixantaine de pays étrangers représentés dans l'émirat ont été priés de retirer leurs ambassades et légations et d'évacuer les personnels diplomatiques. Vendredi matin, seule la frontière avec la Jordanie restait ouverte, mais de manière « sélective ». Les ressortissants américains et européens ne pouvaient apparemment pas la franchir.

● Aux Nations unies, le Conseil de sécurité a déclaré « nulle et non avenue », à l'unanimité de ses

quinze membres (Cuba et la République yéménite) l'annexion du Koweït par l'Irak.

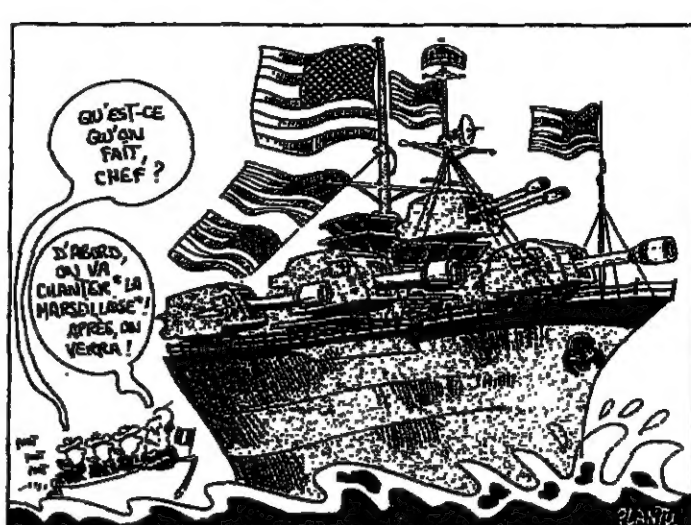
● A Washington, le Pentagone s'est déclaré prêt à envisager, à long terme, l'envoi de 250 000 hommes dans la région du Golfe. Selon plusieurs sondages, l'action du président George Bush est approuvée à une écrasante majorité par l'opinion américaine. Le secrétaire britannique à la Défense a annoncé jeudi à Londres l'envoi de deux escadrons de chasseurs, respectivement en Arabie saoudite et dans le Golfe « à titre purement défensif ». Par ailleurs, le Pentagone a observé un mouvement de quelque 50 000 soldats irakiens en direction du Koweït.

● A Bruxelles, les ministres des affaires étrangères des douze pays de la CEE, réunis vendredi matin, ont souligné l'importance de ne pas donner, dans le conflit actuel, « l'impression d'une croisade anti-arabe » des Occidentaux. Ils ont souhaité qu'il soit fait référence, dans la communication que devait publier l'OTAN, aux « efforts arabes pour trouver une solution à un problème arabe ».

● Au Caire, le sommet extraordinaire des pays arabes, retardé en raison de profondes divisions internes, s'est finalement ouvert vendredi matin.

● A Paris, après la réunion, jeudi 9 août, d'un conseil ministériel restreint sous la présidence de M. François Mitterrand, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a approuvé, vendredi matin, les décisions prises par le président de la République et le gouvernement. M. Roland Dumas devait rendre compte de la situation à la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, convoquée pour vendredi en fin d'après-midi.

M. Michel Rocard a reçu, en fin de matinée, le président de cette commission, M. Michel Vauzelle (PS), puis M. Jean Lecanuet, président de la commission sénatoriale des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.



Israël sur le qui-vive

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Il ne faut pas paniquer, mais le moment n'est-il pas venu d'ouvrir les dépôts de matériel de lutte contre la guerre chimique et de commencer, tranquillement, la distribution au public ? » D'une phrase, le Yediot Aharonot, le plus gros tirage du pays, a résumé l'humeur.

La tension est très vite montée en Israël depuis que l'Irak a

menacé d'impliquer l'Etat hébreu dans la crise du Golfe (le Monde du 10 août) et la presse évoque ouvertement la possibilité d'une attaque aux missiles sur les villes du pays.

La menace irakienne de s'en prendre à Israël si l'armée américaine entrait en confrontation avec les forces de Bagdad n'a pas surpris les analystes.

Mais, répercutée à la « une » de la presse, accompagnée de scénarios détaillant les possibilités de

guerre à venir, elle a provoqué de vives réactions dans le public. L'impression que le conflit s'est dangereusement rapproché est ressentie par beaucoup ; le sentiment que la situation a rarement été aussi « chaude, perméable à tous les dérapages, est omniprésent. Rien n'a changé dans la vie courante : cafés, restaurants bon-dés, embouteillages « noirs ».

ALAIN FRACHON
Lire la suite page 4

Percée sanglante vers Monrovia

Tandis que les massacres continuent, les rebelles de Charles Taylor s'efforcent d'enlever la capitale du Libéria avant l'arrivée des « casques bleus » africains

CONGOTOWN (Faubourgs de Monrovia)

de notre envoyée spéciale

Seule au milieu de la route, le regard fixe, une vieille femme avance comme un automate. Un parapluie en guise de canne, elle marche comme si elle ne sentait pas la pluie, comme si plus rien n'avait d'importance, comme si elle ne voyait pas la trentaine d'hommes armés qui la croisent,

en file indienne, de chaque côté de la chaussée. Mercredi 8 août, elle est partie de chez elle, les mains vides, sans savoir où elle allait, quittant Congotown, une zone jusqu'à ce jour aux mains des soldats gouvernementaux.

Drôle de guerre. Depuis une quinzaine de jours, les soldats du Front national patriotique du Libéria (NPLF) pénétraient à une quinzaine de kilomètres de Monrovia. Avancées et retraites se

succédaient quotidiennement autour des locaux de « FM Radio », à Paynesville. Et voilà que mercredi, le champ se libère : la route en direction de la ville appartient aux rebelles. Les hommes de Charles Taylor avancent vers le palais présidentiel, vers celui que chacun rêve de tuer de ses propres mains, Samuel Doe, le tyran déchu qui refuse de quitter le pays.

« On a attaqué à 4 heures du

matin », explique, très fier, « Rebelle 99 ». On était trente-six au total. Une camionnette revient du point le plus avancé. Debout à l'arrière, une vingtaine d'hommes chantent, le poing de la victoire levé. A leurs pieds, le butin : deux motos. Déjà, on batise le terrain. Une corde est tendue en travers de la route tous les 200 ou 300 mètres, marquant le territoire pris sur l'ennemi.

MARIE-PIERRE SUBTIL
Lire la suite page 7

Les paraboles d'Alger

Les islamistes n'aiment pas les images qui viennent du ciel page 12

La Bulgarie en effervescence

Le débat est descendu dans la rue page 7

Frissons fin de siècle

Le feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX
20. - Confessions d'un maître de forges page 2
Le sommaire complet se trouve page 20

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

NUMÉRO SPÉCIAL - 24 PAGES

JUILLET-AOÛT 1990

LES GUERRES DU VIETNAM

Des guerres d'indépendance aux luttes armées avec les pays voisins, le Vietnam n'a cessé d'être, depuis 1945, une terre de guerres.

Le Monde Dossiers et Documents retrace l'histoire de ces années de conflits : la guerre d'Indochine, l'engagement américain, l'affrontement khméro-vietnamien.

Un numéro événement avec des chronologies détaillées, des reportages et des envois spéciaux du Monde de l'époque et de nombreuses illustrations.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

L'été zoulou

Les bandes de jeunes Noirs sont de plus en plus nombreuses en région parisienne

Rambo est mort. Cela devait bien arriver. On a beau avoir dix-neuf ans, se croire bûni des dieux et aimé des filles, on finit toujours par tomber quand on joue sa vie entre asphalte et ciel gris. Une histoire de vengeance, une affaire d'hommes, des coups de pieds, de poings et de baïonnette... Omar Touré, Malien d'origine et banlieusard d'adoption, est mort comme meurent les gosses d'aujourd'hui, sur ce bitume de la Défense qu'il croyait sien, entre une station de RER et une boîte de nuit, à deux pas d'un McDonald's.

Omar était un « Mendy ». Il aurait été tué par des « Black units » (BU). C'est du moins l'une des versions qui circulent dans le Paris des bandes à propos de cette bagarre. D'autres assurent qu'il était CKK, un « Criminal Killer Crew ». Certains s'étonnent que les « Black units » soient dans le

coup, ils avaient quitté le macadam à force d'être pourchassés par les « Black dragons » (BD). Mais cet après-midi-là, dimanche 29 juillet, des « Requins juniors » (RJ) et des « Black Fists » (BF) étaient également présents.

Dragons, criminels, requins, mais aussi « Derniers Saluts » ou encore « GI Joe » ? Depuis 1988, les bandes se multiplient en banlieue parisienne. Peu importent les noms de codes : pour les usagers du métro et du RER comme pour les policiers, ce sont simplement des « zoulous », des jeunes gens en majorité originaires d'Afrique noire (à 90 %, selon la police) et de la Guadeloupe, qui sévissent surtout dans les centres commerciaux, dans les halls de gare ou encore à la sortie des collèges.

Agressions, règlements de compte, vols collectifs... Le phénomène inquiète. Paris imiterait-il New-York où les gangs se dispu-

tent le macadam et le marché de la drogue à coups de 357 magnum ? Le cliché est trop facile. La comparaison tient du fantasme. Mais le risque existe car ces gamins de plus en plus nombreux vivent sur une étrange planète, quelque part entre Manhattan, Dakar et Argenteuil. Ils jouent les guerriers de Harlem à Cergy-Pontoise, s'inventent des Central Park à Evry.

PHILIPPE BROUSSARD
Lire la suite page 8

SANS VISA

Zanzibar à l'horizon

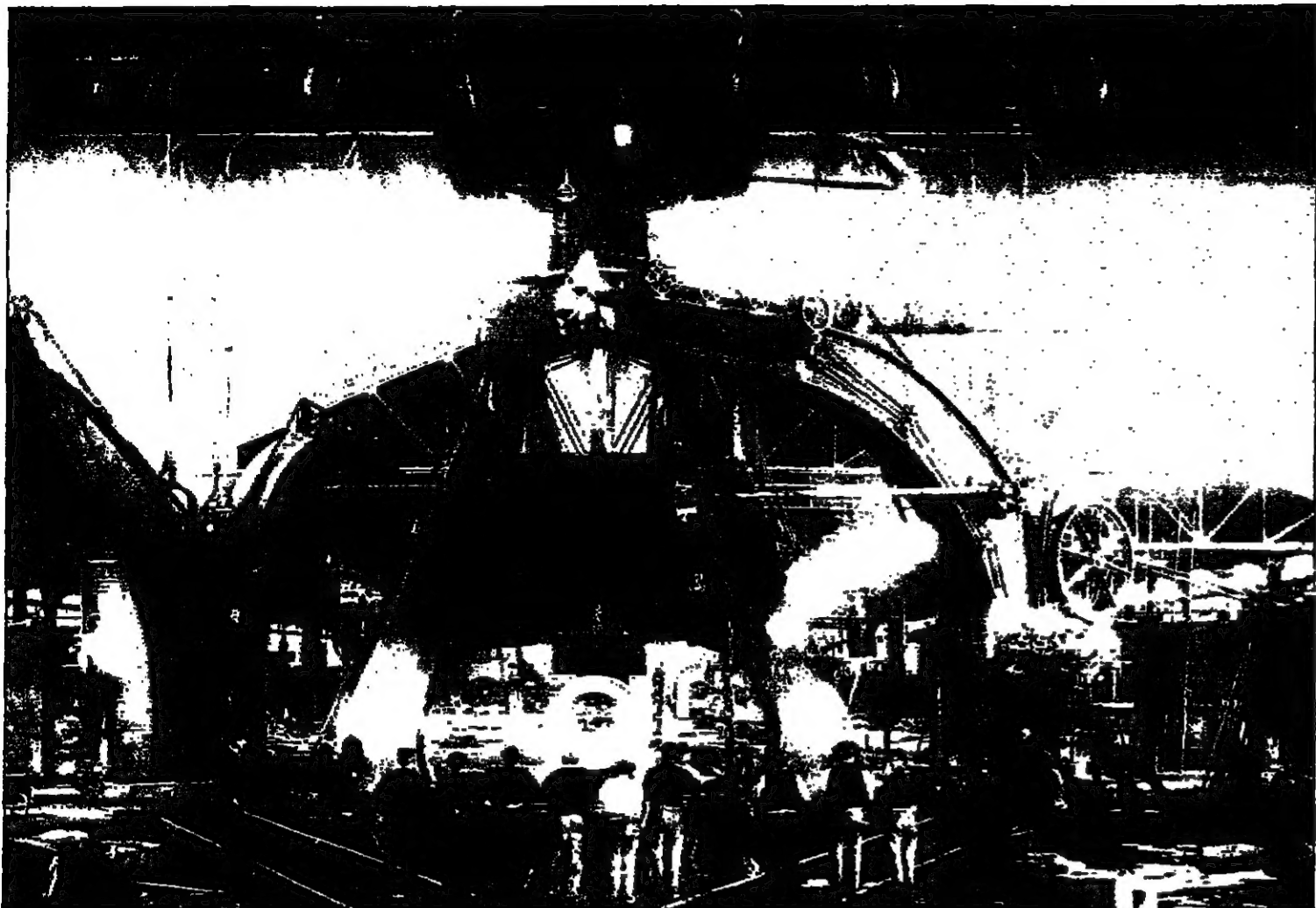
■ La table. ■ Les jeux.

pages 9 à 11

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux



Le marteau-pilon à vapeur pèse cinq tonnes. Mais il est capable de reboucher une bouteille au ras du goulot.

Et la journée de huit heures? « Oh! Je veux bien, si tout le monde est d'accord; je serai le premier à en profiter, car je travaille souvent moi-même plus de dix heures par jour. Seulement, les salaires diminueront ou le prix des produits augmentera; c'est tout comme! Au fond, voyez-vous, la journée de huit heures, c'est encore un dada, un boulangisme. Dans cinq ou six ans, on n'y pensera plus, on aura inventé autre chose. Pour moi, la vérité, c'est qu'un ouvrier bien portant peut très bien faire ses dix heures par jour et qu'on doit le laisser libre de travailler davantage si cela lui fait plaisir. » Jules Huret remercie, et sort.

Cette rude franchise du maître du Creusot est-elle représentative d'une opinion moyenne des patrons français face aux difficultés et aux espoirs de l'heure? Assurément pas de celle des 580 000 petits entrepreneurs employant moins de 50 salariés que décompte le recensement de 1901, et qui peuplent pour l'essentiel encore le textile, l'alimentation, le bâtiment ou le commerce. Pour eux, la sortie du long marasme économique, à partir de 1895, signifie gêne, endettement, besoin d'équipements renouvelés et alarmes contre les « féodalités financières », contre ces banques suptiles desquelles il faut désormais se lier les mains. Compétents et épris, inquiets pour l'avenir, plus rentiers qu'industriels, détestant toute agitation sociale et toute intervention de l'Etat, ils vont une fois encore entrer à reculons dans un nouveau temps de belle croissance.

Mais pour les 20 000 autres, en comptant large, ceux qui ont plus de 50 salariés, qui tiennent les rênes des anciennes industries de la mine et du fer, qui lancent les industries nouvelles et motrices de la chimie, de l'électricité ou de la

20. Confessions d'un maître de forges

Capitalisme et paternalisme. Henri Schneider, maire du Creusot, règne sur la plus grosse usine du pays. Seize mille ouvriers, des mines aux hauts fourneaux. Seize mille sujets.

AVEC sa « tête de grand jans prêt à siffler », son air de « vilain singe qui alimenterait faire battre les gens », Jules Huret est un grand, un très grand reporter de la fin du siècle : « Il a perfectionné son appareil d'inspiration », dit-il convenir cette méchante langue d'Edmond de Goncourt, qui eut, lui aussi, à subir les assauts pressants du prince de l'enquête journalistique. Cet Huret est partout, au bon endroit et à la meilleure heure, dans les coulisses des théâtres et les cabinets des grands, au fond des provinces, dans les pampas d'Argentine, à San-Francisco comme à Berlin, son carnet à la main, pour dire la gâsine d'un monde tout neuf aux lecteurs de l'*Echo de Paris* ou du *Figaro*. En 1891, son *Enquête sur l'évolution littéraire* a fait du bruit en sonnant la fin du naturalisme. En 1896, le voici sur la piste des bouleversements de la production et du travail, par temps d'après concurrence après la crise, de grèves violentes et de poussées des révolutionnaires, interrogeant pied à pied patrons et ouvriers.

Pour cette *Enquête sur la situation sociale en Europe*, qui sera reprise en volume en 1897, il débarque au cœur de la plus ancienne région industrielle française, dans la plus grosse usine du pays. Seize mille salariés, des produits lourds vendus dans le monde entier, un maître de forges connu comme le loup blanc par toute l'Europe du pouvoir et des affaires : M. Huret, trente-deux ans et l'esprit vif, va délier les langues au Creusot et notamment, avec un plaisir particulier, celle de M. Henri Schneider.

Le voici près du but à la nuit tombée, du haut des collines avoisinantes : « Un gouffre immense est sous nos pieds, borné, au fond, par une rangée de feux sombres; au centre, dans le trou, un flamboiement extraordinaire illumine les façades vitrées de halls gigantesques, les pignons des hangars, les bras rigides des grues, des amoncellements de métaux; sur le ciel bleu profond saut de tourbillons de fumée, toutes les choses prennent des développements surhumains; c'est un chaos inouï de formes inattendues, heu-

tées, rudes, disproportionnées, sur lesquelles se projettent, démesurées, les ombres d'hommes gesticulant follement devant la gueule des fours, enjambant des ruisseaux de feu liquide qui serpentent dans la terre noire; de temps en temps, des guichets de braser s'ouvrent sur des constructions basses d'où s'échappent, par vingtaines, des flammes ardentes, et c'est, par ces portes d'enfer, une dégringolade continue de gros blocs rouges qu'un plancher roulant entraîne sous les jets d'eau. »

Il visite tout, les puits de mine d'où l'on hisse la houille, les fonderies aux hauts fourneaux chauffés à blanc, les ateliers de construction où la fonte et l'acier sont de nouveau triturés pour devenir rails et poutrelles, blindages, hélices de navires, canons, grues, corps de pompes, tabliers de ponts, locomotives et même la bande plaque de cheminée ou la marmite. Il s'élève des sanglots de la « Machine soufflante qui boit au ciel, avec sa grande gueule, l'air nécessaire au fonctionnement du monstrueux organisme », admire le marteau-pilon à vapeur de 5 tonnes qui façonne au rythme de cinq cents coups à la minute les blocs de fer rouge, avec une délicatesse qui lui permettrait de reboucher une bouteille au ras du goulot.

PUIS, au détour des kilomètres d'ateliers, au fond des jardins et des cabarets, sur les pas de portes, il aborde les contremaîtres et les derniers puddleurs. Il voit la sueur qui colle à l'âme et les miches qui se chamaillent. On lui dit la hiérarchie vétilleuse qui commande tous les gestes quotidiens, les dix heures de travail par jour pour trois francs, l'aumône d'une retraite de dix à trente francs mensuels pour les survivants, l'impeccable aide sociale aussi, qui suit l'homme et sa famille de l'école à la tombe avec une vigilance toute militaire. Il parcourt l'alignement des maisonnettes remboursées à M. Schneider pour quarante francs par mois. Il soupçonne que là, dans le « grand bruit continu de métaux remués qui emplissent la ville », toute grève est vouée à l'échec, l'appât est perdu et

l'évasion impensable. « Est-ce juste? », songe Huret : « Je fis le projet de le demander au patron. »

Il chemine, contournant sur la place un groupe de bronze dominé par la statue d'Eugène Schneider, le père d'Henri, le fondateur de la dynastie venue de Lorraine pour couler là son empire, le premier maître de la ville, devenu président du Corps législatif sous Napoléon III, mort en 1875 : « Une femme du peuple indigne, de son bras levé, le Bienfaiteur à un jeune forgeron d'une dizaine d'années ». A sa gauche, l'église et, au fond, en surplomb, un grand rideau d'arbres couronnant l'interminable mur qu'il longe pendant vingt-cinq minutes. Un parc immense, les tours des premiers verriers du lieu pieusement restaurés dans le cœur du château, un alignement des modèles de canons vendus par la firme à tant d'armées du globe, une terrasse, des salons gris aux stucs Louis XV.

M. Schneider paraît, rentrant de villégiature : « Un homme de haute taille, au cou court et sanguin, blond, grisonnant, à la tête énergique et brutale, la moustache tombante poivre et sel, les yeux clairs, le teint rouge; beaucoup d'entrain avec un peu d'affection dans son aisance bon enfant ». A cinquante-six ans, roi de l'armement et de la métallurgie, haute figure du Comité des forges, fier de l'œuvre sociale accomplie ici de père en fils, député, conseiller général et maire du Creusot, il est prêt à mourir à la tâche, en grand seigneur d'Ancien Régime, pour l'honneur de la France, de l'industrie et de ses gens. Il sera terrassé dix-huit mois plus tard, et son fils Eugène prendra le relais.

On bavarde, d'abord, des crimes de Ravachol et de ces socialistes qui veulent supprimer les patrons. Henri tranche : « Aujourd'hui, où tout est aux sciences et aux arts, révé-t-on un Pasteur sans tête qui trouverait, avec ses mains ou ses pieds, le moyen de guérir la rage? Voit-on un artiste décapité peindre un tableau avec ses seuls doigts? De même, comment admet-on une usine, même un simple atelier sans une tête qui pense pour tous les autres, sans patron? C'est de la folie, de la folie pure. » Le patron absorbe à lui tout seul tous les bénéfices? La belle affaire : « Pensez-vous qu'il ne faut pas d'argent pour faire marcher une boîte comme celle-ci? A côté du directeur, de la tête, il y a le capitaliste qui aboule la forte somme. Le capital qui alimente tous les jours les usines des outillages perfectionnés, le capital sans lequel rien n'est possible, qui nourrit l'ouvrier lui-même, ne représente-t-il pas une force qui doit avoir sa part de bénéfices. n'est-il pas une collaboration indispensable qu'il faut intéresser? Si vous supprimez au capital son intérêt, vous n'en trouverez plus quand vous en aurez besoin! Ceux qui l'auront le conserveront, c'est tout simple. »

D'ailleurs, tout ouvrier qui sait mettre de côté vingt sous par jour à l'espoir d'être lui-même son patron et peut laisser à son fils l'amorce d'une gentille fortune. Mais si l'ouvrier économe a femme et enfants à nourrir, objecte Huret, ne risque-t-il pas plutôt d'avoir faim? Schneider lève les bras au ciel : « Ça, c'est une loi fatale! On tâche, ici, de corriger, le plus qu'on peut, cette inégalité. Nous faisons tout ce que nous pouvons. Mais sous ce rapport nous sommes un peu comme la douce violette, nous n'aimons pas beaucoup en parler. Mes ouvriers me montrent bien qu'ils sont contents de moi, puisqu'à chaque occasion qui s'offre à eux ils témoignent de leur confiance. »

ROIT-IL que les crises de surproduction sont fatales et que les patrons doivent s'entendre pour lutter contre le chômage qui en découle? « Pas du tout! C'est un mal nécessaire, on n'y peut absolument rien! La production dépend de la mode, ou d'un courant dont on ne peut prévoir ni la durée ni le développement. Un exemple : sous l'Empire, on portait des crinolines. Eh bien, les usines qui s'installèrent pour fabriquer des cercles d'acier se sont vus, le jour où la mode a changé, surchargées de produits et avec un outillage tout à fait inutile. [...] De même, il y a quelques années, lorsque M. Freycinet voulait créer partout des chemins de fer, une foule de métallurgistes se sont mis à produire et à surproduire des rails et tout ce qui est du matériel de traction. M. Freycinet a disparu, et tous les travaux faits à l'avance sont restés pour compte aux producteurs! Aujourd'hui, tout est au « militaire », on ne fait que des canons en acier et des plaques de blindage; demain, ce mouvement peut s'arrêter pour une cause ou une autre, qu'aujourd'hui nous ne connaissons pas prévoir. Donc : pléthore sur le marché, arrêt dans le travail, chômage, chômage forcé, fatal! »

Dès lors, le ton monte et M. Schneider, échauffé, répond plus brutalement pour couper court. N'est-il pas inquiet parfois d'avoir à usiner tant d'engins de mort? « Oh! je ne suis pas psychologue, moi! Je suis maître de forges. Je fais des sculptures, c'est tout! ». La concentration des capitaux et des moyens de production, comme disent les marxistes, a-t-elle atteint son maximum ou doit-elle encore se développer? « Il n'y a pas de maximum! Ça marche toujours, ça n'a pas de bornes, ça!... » L'intervention de l'Etat? « Très mauvaise! Très mauvaise! Je n'admets pas un préfet dans les grèves. C'est comme la réglementation du travail des femmes et des enfants : on met des entraves inutiles, trop étroites, nuisibles surtout aux intéressés qu'on veut défendre, on décourage les patrons de les employer, et ça porte presque toujours à côté. »

mécanique, qui assurent le grand commerce et les transports; fléchissent leurs fournisseurs en capitaux et de leurs ingénieurs dynamiques? Ceux qui, loin de tout mathématisme, jouent le jeu de la concurrence et de la conquête des marchés extérieurs, innovent, modernisent leurs usines et acceptent la nouvelle législation du travail qui s'élabore? Qui entreprennent au sens plein?

Tels ou tels nuanceraient sans doute la brutalité des propos d'Henri Schneider, accepteraient mieux l'arbitrage des conflits ou gèreraient moins paternellement les œuvres sociales de leurs maisons, accueilleraient chez eux sans haut-le-cœur les premiers vrais inspecteurs du travail, signifieraient quelques-unes de ces combinaisons financières qui ruinent peu à peu le modèle familial et autoritaire de la gestion, écouterait un peu plus leurs cadres supérieurs et les premiers délégués d'atelier. Mais ils ne transigeraient pas, eux non plus, sur l'autorité inébranlable du chef d'entreprise et les vertus du capital, sur la terrible discipline de la production, sur le cynisme et la dureté sociale nécessaires à toute modernisation d'après-crise. A eux les taux de croissance en flèche, les profits à l'avenant et les joies de la compétition dans un monde meilleur. Tous ces Schneider-là vivent déjà la Belle Époque.

Prochain épisode La grève des naissances

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

• Vendredi 10 août : Confessions d'un maître de forges.

• Lundi 13 août : La grève des naissances.

Pour en savoir plus

► La Croissance économique de la France (1815-1914), d'Alain Beltran et Pascal Griset, A. Colin, 1988.
► Les Capitalistes en France (1780-1914), Louis Bergeron, Gallimard-Julliard, 1978.
► Histoire économique et sociale de la France, t. 4-1 (1880-1914), Fernand Braudel et Ernest Labrousse dir., PUF, 1979.
► Histoire des Français (XX-XXI siècles), t. 2, Yves Lequin dir., A. Colin, 1983.
► L'Évolution économique de la France du milieu du XIX^e siècle à 1914, d'Anthony Rowley, SEDES, 1982.
► Histoire de la famille Schneider et du Creusot, de Joseph-Antoine Roy, Rivière, 1967.

هكذا من زلزل

La crise du Golfe

L'Irak ferme ses frontières aux étrangers

- Des dizaines de milliers d'Occidentaux pris au piège
- Scènes de pillages dans la capitale du Koweït

Les missions diplomatiques en poste au Koweït ont reçu l'ordre de déménager à Bagdad dans les deux semaines, a confirmé jeudi soir 9 août le ministre irakien des affaires étrangères. Ces ambassades, au nombre d'une soixantaine, ont jusqu'au 24 août pour «prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux activités de leurs missions au Koweït et de les transférer à Bagdad». Le ministre irakien a par ailleurs ajouté que les ambassades koweïtiennes à l'étranger «n'avaient plus de statut officiel et étaient devenues illégales depuis la proclamation (mercredi) de la fusion totale» de l'émirat avec l'Irak.

D'autre part, le Foreign Office britannique a indiqué jeudi que l'Irak avait fermé pour une durée indéterminée ses frontières aux étrangers, qui ne peuvent plus entrer ou sortir, à l'exception des diplomates. Ils se trouvent ainsi à la merci du régime de Bagdad. Par contre, la frontière avec la Jordanie demeure ouverte pour les ressortissants des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, ainsi que de l'URSS et des anciens pays socialistes européens, indique-t-on à Amman.

L'Irak avait pourtant annoncé il y a quelques jours que ses frontières restaient ouvertes pour tous les étrangers porteurs de visas de sortie, notamment les touristes et hommes d'affaires munis de visas de courte durée. Plus de quatre cents Occidentaux ont réussi à quitter l'Irak via la Jordanie depuis mercredi, après avoir roulé pendant

950 kilomètres dans le désert. L'ambassadeur britannique a regagné jeudi la capitale irakienne pour tenter d'obtenir des garanties sur la sécurité de ses ressortissants, au nombre d'environ deux mille en Irak et trois mille au Koweït.

A la suite de cette décision de Bagdad, et du refus de laisser passer la frontière irakienne à dix diplomates américains, l'ambassadeur irakien à Washington a été convoqué au département d'Etat. Ces dix personnes avaient pourtant reçu l'autorisation du ministre irakien des affaires étrangères de quitter le pays; elles devaient tenter à nouveau de gagner Amman ce vendredi. Il y a actuellement 3 000 Américains au Koweït et 580 en Irak.

Quatre catégories

Selon le porte-parole du département d'Etat, le régime de M. Saddam Hussein aurait divisé les étrangers se trouvant sur son territoire en quatre catégories: 38 Américains et 130 autres étrangers retenus dans des hôtels de Bagdad sous surveillance armée et qui ne peuvent en sortir; les étrangers résidant en Irak depuis plus de trente jours et qui ont besoin d'un visa de sortie mais qui ne peuvent en obtenir; les étrangers avec des visas de touristes; enfin les diplomates et leur famille, qui ont besoin d'un délai de sept jours pour obtenir un permis de voyage pour partir. Cependant la Pologne et la Yougoslavie ont annoncé avoir reçu la permission d'évacuer leurs res-

sortissants, respectivement au nombre de 4 000 et de 12 000. Plusieurs ambassades occidentales ont entrepris des démarches communes pour tenter d'obtenir pour leurs ressortissants l'autorisation de quitter l'Irak et le Koweït, a indiqué un porte-parole du ministère suédois des affaires étrangères.

Des diplomates de la CEE, des pays nordiques, du Canada et des États-Unis travaillent par l'intermédiaire d'émissaires communs pour discuter avec les responsables locaux et s'informer mutuellement, a-t-il précisé. Le Brésil a demandé l'autorisation de faire sortir ses trois cents ressortissants. L'Inde a demandé l'aide de la Croix-Rouge internationale pour aider à l'évacuation de ses 170 000 ressortissants au Koweït. Cependant, l'ambassadeur irakien aux Nations unies a affirmé que le départ des étrangers de son pays n'était qu'une question de jours.

Pendant ce temps, certains audacieux ont réussi à déjouer la surveillance policière. Ainsi 3 Américains et 3 hommes d'affaires espagnols ont passé jeudi la frontière jordanienne. Ils ont eu plus de chance que les 109 passagers de Swissair en provenance de Bagdad et qui ont été refoulés à la frontière irako-jordanienne.

Dans le reste du Golfe, l'exode des étrangers s'accroît. Le Japon a demandé à tous ses nationaux de quitter la région. La compagnie pétrolière Saudi Aramco procède à l'évacuation des familles de son personnel dans les installations situées sur la côte

orientale du royaume. Près de 400 proches d'employés britanniques sont arrivés à Londres.

La tension dans la région, mais aussi les récits de ceux qui ont réussi à quitter le Koweït pour les pays voisins du Golfe ou pour l'Occident après l'invasion irakienne, expliquent cette fuite qui s'apparente parfois à un vent de panique. Ainsi des Koweïtiens qui ont fui vers l'Arabie saoudite avant de se réfugier en Suisse ont déclaré que les forces d'occupation irakiennes se livraient à des pillages, des viols et des arrestations massives.

«Donnez-nous vos bonnes!»

Il y avait encore des poches de résistance dans l'émirat avant leur départ (l'agence Chine nouvelle parle de coups de feu entendus mercredi dans la capitale). La plupart des gens ont refusé les ordres du gouvernement irakien leur demandant de reprendre le travail et les banques, de même que la plupart des magasins, étaient fermés. Selon ces réfugiés, un mouvement baptisé Organisation de libération du Koweït a été formé et des tracts circulent clandestinement. Sur les murs de la capitale, des slogans proclamant «Mort à Saddam» ou «Dieu bénisse l'émir» sont apparus.

«Un de nos cousins nous a dit qu'ils l'avaient arrêté dans la rue. Ils lui ont pris sa montre, son argent, ses stylos, ses lunettes de soleil, tout ce qu'il avait de la valeur. Ensuite, ils l'ont giflé et ils lui ont donné des coups de

poing, a déclaré un homme d'affaires. Ils l'ont interrogé pendant longtemps, en pleine chaleur, et quand il a demandé à boire, ils lui ont dit: «Va à la mer, et bois.»

L'homme d'affaires a raconté un autre incident, survenu au domicile de l'un de ses proches. Trois soldats ont fait irruption dans la maison pour demander à manger. «Après avoir mangé, ils ont dit: «Donnez-nous vos bonnes!» Quand nos proches ont demandé pourquoi, ils ont répondu: «Nous allons vous faire sauter la tête.» Les servantes philippines ont été violées. D'autres réfugiés ont fait des récits similaires et ont rapporté des scènes de pillages dans des bijouxeries, des bureaux de change, des magasins d'automobiles et de matériel audiovisuel.

Les soldats ont fait irruption dans des maisons, en cherchant des hommes et des armes, avant de repartir avec tous les objets de valeur, a poursuivi l'homme d'affaires. «Ils avaient des listes de gens qu'ils voulaient emmener. Ils ont pris beaucoup de gens, des gens importants.» De nombreux Koweïtiens ont été conduits en Irak par convois et des familles irakiennes ont été acheminées au Koweït. Ces familles ont commencé à arriver lundi et ont rallié les commissariats de police dans l'attente d'instructions leur disant où aller. La nourriture, rare, a été rationnée, de même que le carburant. — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

Les Etats-Unis se déclarent prêts à envoyer jusqu'à 250 000 hommes dans la région

Les forces américaines «ont été déployées avec succès pour aider la défense de l'Arabie saoudite», a annoncé jeudi 9 août la Maison Blanche. Alors que les concentrations de forces, tant occidentales qu'irakiennes, se poursuivent dans le Golfe, les Etats-Unis se sont déclarés prêts à engager jusqu'à 250 000 hommes dans la région. Voici l'état, jeudi, des derniers mouvements de troupes et renforts:

● Forces américaines. Elles constituent le contingent le plus important envoyé à l'étranger par les Etats-Unis depuis la guerre du Vietnam.

— En mer: selon le Pentagone, neuf navires se trouvent dans le Golfe; onze navires de combat et six navires auxiliaires en Méditerranée; le porte-avions Eisenhower, escorté de cinq navires se trouve en mer Rouge, et fait route vers la mer d'Arabie; dans l'Atlantique le porte-avions Saratoga et un groupe de

bataille de neuf navires: le porte-avions Independence et six navires d'accompagnement dans le Golfe d'Oman.

— En Arabie saoudite: toujours selon le Pentagone, des éléments de la 101^e division aéroportée; des éléments de la 24^e division d'infanterie mécanisée; des éléments de la 82^e division aéroportée; des chasseurs F-15 et des avions d'attaque A-10, réputés la meilleure arme anti-char du monde; cinq avions-radar Awacs qui vont compléter ceux que possède l'Arabie Saoudite; enfin, quatre torpilleurs F-111 basés en Grande-Bretagne ont été envoyés sur une base de Turquie, à 680 km de la frontière irakienne.

Le Pentagone a refusé de préciser le nombre d'hommes engagés, dont le déploiement devrait prendre plusieurs jours. Selon la presse américaine, l'opération «Desert Shield» (Bouclier du désert) pourrait concerner 50 000 soldats américains.

● Forces britanniques. Le secrétaire à la défense, M. Tom

King, a annoncé jeudi l'envoi d'un escadron de chasseurs-bombardiers Tornado en Arabie saoudite et d'un escadron de chasseurs Jaguar dans le Golfe, soulignant leur caractère «purement défensif». Les Tornado, actuellement stationnés à Chypre, seront déployés «très rapidement». Les deux escadrons, ainsi que des avions de patrouille maritime Nimrod, seront protégés par des batteries de missiles anti-aériens Rapier.

Trois dragueurs de mines de la Royal Navy vont être déplacés en Méditerranée orientale, et deux frégates doivent rejoindre le destroyer York pendant le week-end dans le Golfe.

Le premier ministre, M. Margaret Thatcher, a demandé jeudi à l'Italie, au cours d'une conversation téléphonique avec son homologue Giulio Andreotti, d'envoyer également des forces navales dans le Golfe.

● Australie. Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a annoncé vendredi l'envoi lundi dans le Golfe de deux des quatre frégates lance-missiles

du pays et d'un bâtiment de soutien, à la suite d'une entretient téléphonique avec M. Bush, nous informe notre correspondant à Sydney Frédéric Bobin.

● URSS. Deux navires de guerre soviétiques ont franchi jeudi le canal de Suez et se dirigeaient vers le Golfe, où se trouvaient déjà d'autres bâtiments soviétiques.

● Forces irakiennes. Pendant ce temps, le Pentagone a observé un mouvement d'environ 50 000 soldats irakiens vers le sud de l'Irak, en direction du Koweït. Washington estime à 120 000 hommes les effectifs irakiens déjà déployés dans l'émirat. Ceux-ci sont désormais en position défensive et consolident leurs positions, a indiqué jeudi le porte-parole du Pentagone. Selon le correspondant à Koweït de l'agence Chine-Nouvelle, les forces irakiennes d'occupation ont reçu des renforts et «semblent se mettre en position pour un combat à mort». — (AFP, Reuters, AP, UPI.)

Les ventes d'armes chiliennes

Carlos Cardoen, fournisseur privilégié de Saddam Hussein

Banquier, premier exportateur national de livrés, propriétaire d'un grand hôtel de la capitale, fournisseur en explosifs de l'industrie minière, le très entrepreneur Carlos Cardoen est l'un des hommes les plus riches du Chili. L'origine de sa fortune? La fabrication de «bombes-paniers» (des engins anti-personnel et anti-blindés largués à basse altitude), vendues à un prix défiant toute concurrence à l'Irak, alors aux prises avec l'Iran.

SANTIAGO

de notre correspondant

Il est des amitiés solides: celle par exemple qui lie le riche Carlos Cardoen à Bagdad. Il est vrai que durant la guerre du Golfe, le régime irakien aurait déboursé plus de cent millions de dollars pour s'approvisionner auprès du marchand de canons chiliens. Une fois la guerre du Golfe finie, M. Cardoen s'employa à diversifier ses activités, à tel point que ses ventes de matériel militaire ne représentent plus que 9 % de son chiffre d'affaires. Mais il ne se fit pas faute d'installer des usines d'armement au Guatemala, en Espagne, en Grèce... et en Irak. Sachant aussi prendre le vent des changements politiques, il s'éloigna peu à peu du régime militaire, qui lui avait pourtant prodigué aide financière, contrats, et un conseiller aussi précieux que le général Foraster, l'ancien responsable de la région militaire dont dépendait le camp de prisonniers de Pisagua, où un charnier a été découvert il y a deux mois.

A l'occasion de l'élection présidentielle de décembre dernier, l'homme d'affaires se déclara partisan de M. Patricio Aylwin, dont il contribua à financer la campagne.

Silence embarrassé

Mais ses fraîches convictions démocratiques n'ont pas mis Carlos Cardoen à l'abri d'une «infame calomnie» copartagée par une chaîne de télévision (Chanel 4) et plusieurs journaux britanniques, qui le soupçonnent d'avoir commandité l'assassinat d'un journaliste britannique, Jonathan Moyle, retrouvé pendu dans la chambre d'un hôtel de Santiago le 31 mars dernier. Rédacteur de la *Defense Helicopter Review*, Moyle était arrivé au Chili une semaine plus tôt pour couvrir la foire internationale de l'air. En

vingt-quatre heures, la police conclut à un suicide, sans toutefois en convaincre le juge d'instruction. Arguant de la présence d'une substance toxique dans les viscères du mort, celui-ci se refuse toujours à classer l'affaire.

La presse d'outre-Manche s'en empara quelques semaines plus tard. Bien en peine de prouver son accusation, elle écrivit son dossier de révélations sur les liens tissés entre le régime de Saddam Hussein et Cardoen, qui observe sur ce sujet un silence embarrassé. Des services de renseignements occidentaux, ainsi que le Mossad israélien, auraient opportunément souflet des informations aux journalistes. Moyle est mort pour s'être trop intéressé à la filière chilienne de l'approvisionnement militaire irakien?

Même si la campagne de presse déclenchée au Royaume-Uni prend l'allure d'un règlement de comptes international, elle est éditée à plus d'un titre. Ainsi le groupe chilien achèterait du pétrole irakien, par l'intermédiaire d'une société opérant à Miami, pour le vendre à l'Afrique du Sud. Pretoria, à son tour, faciliterait son fournisseur de brut l'acquisition de composants électroniques «sensibles», qui prennent ensuite le chemin de Bagdad.

Selon la revue spécialisée *Jane's Defense Weekly*, le régime irakien cherche à acquérir une centaine d'hélicoptères Bell 206L-III, construits sous licence par la firme chilienne. Une commande à laquelle il sera très difficile de donner suite, puisque la société Bell est américaine... D'autres sources signalent que la filiale espagnole du groupe Cardoen, IMECSA (Industria Mecanica de Cantabria), est soupçonnée d'avoir fabriqué des pièces pour le «super-canon» destiné à Bagdad, dont les principaux éléments ont été saisis par les douanes de plusieurs pays européens.

D'après Chanel 4, l'homme de Saddam à Santiago aurait acquis en Europe, pour le compte de son oriental client, un oscilloscope permettant de mesurer les effets d'une explosion nucléaire. De là à suspecter le bressard d'affaires d'avoir pris part au trafic des kyryns, composants électroniques servant à la mise à feu des bombes atomiques, dont quarante furent saisis à Londres, au mois de mars, avant leur embarquement pour l'Irak, il n'y a qu'un pas que certains journaux chiliens ont gallamment franchi.

GILLES BAUDIN

Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne à l'unanimité l'annexion de l'Émirat

Pour la première fois depuis le début de la crise, c'est à l'unanimité de ses quinze membres, y compris Cuba et le Yémen, que le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, jeudi 9 août, sa troisième résolution condamnant l'Irak.

La résolution 662, présentée à l'origine par les monarchies du Golfe, déclare que l'annexion du Koweït par l'Irak, «quels qu'en soient le prétexte ou la forme, est nulle et non avenue». Elle appelle aussi à s'abstenir de tout contact qui pourrait être interprété comme une reconnaissance de l'annexion et décide de «conserver ce thème à l'ordre du jour» pour mettre un terme à l'occupation irakienne.

Le Conseil se déclare en outre «déterminé à rétablir l'autorité du gouvernement légitime du Koweït», ainsi que sa «souveraineté, son indépendance et son intégrité territoriale».

Les Etats-Unis, pour leur part, ont demandé à leurs alliés de l'OTAN, avant leur réunion ministérielle, vendredi à Bruxelles, de soutenir, en cas de nécessité, une éventuelle action armée dans le Golfe, ont indiqué des sources proches de l'alliance atlantique.

Des responsables américains qui ont accompagné jeudi en Turquie le secrétaire d'Etat James Baker ont affirmé que, dans l'éventualité d'une guerre avec l'Irak, Washington «pourrait compter sur ses alliés turcs». Ces derniers ont reçu de M. Baker l'assurance d'une aide de l'OTAN en cas d'agression irakienne. Dans l'entourage de M. Baker, on estime aussi qu'en dehors de l'OTAN deux ennemis régionaux de Bagdad, la Syrie et l'Iran, pourraient se joindre aux efforts entrepris pour amener l'Irak à se retirer du Koweït.

Une quasi-confirmation est venue jeudi de l'Iran: le journal *Teheran Times*, proche du gou-

vernement de M. Rafsanjani, s'est prononcé en faveur d'une «action énergique de forces étrangères, supervisées par l'ONU, pour contrecarrer l'agression de l'Irak». Un communiqué du ministère des affaires étrangères a affirmé que l'Iran «ne tolérera aucune modification géopolitique» dans le Golfe.

Initiatives pro-irakiennes

Face à ce branle-bas diplomatique, de nouvelles initiatives pro-irakiennes ont été lancées par des mouvements arabes. Après la mobilisation en Jordanie, deux comités de soutien à l'Irak ont été créés en Tunisie «pour contrer la mainmise des ennemis américains, israéliens et européens sur les richesses arabes». L'un regroupe des personnalités des différents partis d'opposition, l'autre est formé de Tunisiens baassistes pro-irakiens.

En Algérie, l'ancien président

Ahmed Ben Bella, qui doit regagner son pays au mois de septembre, a appelé jeudi à des rassemblements pour condamner l'intervention étrangère dans le Golfe. Une manifestation contre l'envoi des forces américaines s'est déjà déroulée dans les Aurès, à Khenchela.

Enfin, M. Abou Abbas, le chef du Front de libération de la Palestine, faction extrémiste de l'O.L.P. qui a mené des opérations contre des objectifs occidentaux et israéliens, a menacé jeudi de «frapper les intérêts impérialistes des qun soldat étranger aura posé le pied en territoire arabe».

En Asie, enfin, une organisation rebelle communiste aux Philippines a annoncé vendredi une «offensive totale» sur des cibles américaines si Washington utilisait ses bases dans l'archipel pour une intervention contre l'Irak. — (AFP, Reuters, AP.)

LA CRISE DU GOLFE

La laborieuse préparation du sommet du Caire

L'impuissance des pays arabes se manifeste au grand jour

Réunis au Caire dans un sommet de la dernière chance pour tenter d'élaborer une solution au conflit irako-koweïtien et de désamorcer la crise dans le Golfe, les chefs d'Etat arabes se sont accordés, jeudi 9 août, au soir un délai supplémentaire de concertation avant l'ouverture officielle de leurs assises, reportée au vendredi 10 août.

LE CAIRE

de nos envoyés spéciaux

L'optimisme n'est pas de mise dans la capitale égyptienne, et c'est sans illusion sur leur capacité à faire reculer l'Irak que les délégués s'attendent à leur tâche. « Ce sommet est le dernier appel à la raison que nous adressons à un frère égaré », nous disait jeudi soir un officiel égyptien. Devant la communauté internationale, notre opinion, notre conscience, nous pouvons dire que nous avons fait tout ce que nous avons pu, mais je ne vois pas de compromis. »

Arrivée en fin d'après-midi dans un avion au nom évocateur de Saladin, le conquérant de Jérusalem - rappel appuyé au triomphe arabe sur l'Occident, la délégation irakienne, trois vice-premiers ministres, MM. Tahir Yassine Ramadan, Saadoun Hamadi et Tarek Aziz, a été suivie peu après par la délégation koweïtienne avec à sa tête l'émir Jaber. Reçu par le président Mubarak et le roi Hus-

sein de Jordanie, M. Ramadan aurait déjà fait savoir que l'Irak contestait la présence de l'émir Jaber, le Koweït, aux yeux de Bagdad qui l'a annexé, appartenant au passé.

Le fait que l'Irak ait choisi le jour même de l'ouverture prévue de ce sommet pour annoncer la fermeture de toutes les représentations diplomatiques au Koweït est une preuve supplémentaire, s'il en fallait encore une, du refus total du président Saddam Hussein de faire marche arrière. On murmure d'ailleurs que la délégation irakienne aurait reçu avant son départ « des consignes précises de ne pas accepter aucun recul ». Dans ces conditions, on peut penser que les responsables irakiens présents au Caire chercheront avant tout à intimider les plus modérés ou leurs alliés, comme la Jordanie ou le Yémen,

qui ont commencé à prendre leurs distances et à empêcher toute prise de position de la Ligue arabe à l'unanimité. Ce point de droit fait d'ailleurs l'objet jeudi soir de multiples concertations entre ministres des affaires étrangères, qui cherchaient, avec l'aide d'une batterie d'experts juridiques, à trouver la parade à cette règle paralysante de la Ligue arabe.

Face à l'intransigence irakienne et à la poursuite des préparatifs militaires dans le Golfe, que pouvaient décider les pays arabes ? C'est toute la question, mais déjà les concertations entre délégations tournent autour de la recherche d'un plus petit dénominateur commun pour l'adoption, à la plus large majorité possible, d'une résolution qui ne pourra sans doute pas être contraignante tant les divergences demeurent, même face à

l'application de la résolution 661 de l'ONU sur les sanctions. Le ton des pays du Golfe a en tout cas été donné jeudi par le roi Fahd d'Arabie saoudite qui, dans un message à son peuple, a qualifié « l'invasion du Koweït de la pire invasion que la nation arabe ait jamais connue dans son histoire contemporaine ». « Tous les efforts de médiation, dont ceux de l'Arabie saoudite, ont été vains », a souligné le roi, qui a rappelé son exigence « du retrait des troupes irakiennes du Koweït et du retour de la famille Jaber El Sabah au pouvoir ».

Justifiant la présence des troupes étrangères sur son sol, le souverain wahhabite a tenu à préciser qu'elle était la réponse à « l'appel lancé aux pouvoirs arabes et amis » mais que cette armada qui grossit de jour en jour « était dirigée contre personne, qu'elle avait un objectif défensif et qu'elle se retirerait à sa demande ».

La question de la constitution d'une force arabe commune préconisée par M. Mubarak fera sans doute l'objet d'un débat au cours de ce sommet, quoique l'unanimité ne règne pas là-dessus non plus et que nombre de pays se montrent réticents à paraître appuyer l'intervention américaine. Cela d'autant plus que les mouvements populaires de soutien au président Saddam Hussein se développent dans les pays arabes, comme l'ont montré jeudi les manifestations qui ont eu lieu au Yémen contre l'ambassade d'Égypte notamment. On enregistre la démarche effectuée en Syrie par des parlementaires



DANCS

jordanien venus réclamer à Damas (principal adversaire arabe de Bagdad et qui fait montre d'une grande prudence depuis le début de cette crise) l'ouverture du pipeline Irak-Méditerranée fermé par la Syrie après le début de la guerre entre l'Irak et l'Iran. Contraints, cependant, au risque d'une démission complète et de la perte totale d'une crédibilité déjà largement entamée, d'adopter une position commune, les chefs d'Etat arabes vont devoir trancher entre la fermeté internationale, soutenue et

réclamée par certains d'entre eux, et la crainte d'apparaître aux yeux de leur opinion soumise aux intérêts occidentaux. Pour atténuer ce dernier risque, les pays arabes pourraient mentionner que les résolutions des Nations unies devraient s'appliquer avec la même efficacité recherchée aujourd'hui, à l'égard de tout le monde, en particulier Israël.

ALEXANDRE BUCCIANTI et FRANÇOISE CHIPAUX

Les délégations

A l'exception de la Tunisie qui, à la surprise générale, avait demandé jeudi un report de quarante-huit heures de ce sommet, toutes les délégations, dont la plupart sont conduites par des rois ou présidents, sont arrivées au Caire. L'Algérie, la Libye, l'Égypte, le Soudan, la Jordanie, la Syrie, le Liban, l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis,

le Yémen, Djibouti, sont représentés par leur chef d'Etat. L'OIP est représentée par M. Yasser Arafat. Outre la délégation irakienne conduite par le vice-premier ministre, M. Ramadan, la délégation marocaine est conduite par son premier ministre, M. Laraki, et trois Etats, la Mauritanie, la Somalie et Oman sont représentés au niveau ministériel.

M. Bush s'efforce de rassurer l'opinion américaine

WASHINGTON
correspondance

Mission accomplie : après avoir réagi avec une fermeté inattendue au coup de force irakien au Koweït en annonçant l'envoi de troupes américaines en Arabie saoudite, le président Bush a ostensiblement décidé, en dépit de la tension internationale, de prendre son congé annuel de trois semaines à la date prévue. Non sans s'être entouré de précautions, en quelque sorte, en annonçant avant son départ un renforcement du dispositif militaire américain qui pourrait prévoir, selon un porte-parole du Pentagone, le déploiement « à long terme » de 250 000 hommes. Au même moment, un haut responsable américain du département d'Etat, ayant demandé à conserver l'anonymat, indiquait que les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne envisageraient un blocus naval de l'Irak si les sanctions votées par l'ONU n'obtenaient pas très vite l'effet désiré. « Dans l'éventualité d'une action navale, devant ajouter le diplomate américain, les Etats-Unis travailleraient avec les Britanniques, qui ont des

forces dans cette région, ainsi qu'avec les Français et d'autres qui pourraient se joindre à ces efforts. »

Face à une pareille offensive diplomatique, tandis que les télévisions diffusent les premières images du départ des soldats, les vacances présidentielles ont fait franchir quelques sursauts, mais la Maison Blanche, après avoir mûrement réfléchi, estime que le départ du président, qui doit rejoindre vendredi 10 août sa famille dans sa maison de Kennebunkport (Maine), aura un bon effet sur l'opinion publique. « Les Etats-Unis ne sont pas en guerre », avait répété le président au cours de sa dernière conférence de presse.

Son éloignement stratégique de la capitale fédérale pour quelques semaines ne peut que confirmer ses déclarations et dissiper, espère-t-on, les craintes de ceux qui redoutent tous les jours que les Etats-Unis ne s'engagent dans une nouvelle guerre du Vietnam. Une impression que M. Fitzwater, le porte-parole de la Maison Blanche, s'est efforcé de confirmer, en déclarant que, « les forces américaines n'ont pas engagé dans un conflit, il n'est pas nécessaire de suivre heure par

heure, minute par minute, les événements ». En partant en vacances, dit-on dans l'entourage de M. Bush, le président démontre également qu'il est sûr de lui et confiant quant à l'issue de la crise.

A condition toutefois, qu'il ne devienne pas « prisonnier » de sa décision, comme l'ancien président Jimmy Carter en 1980, qui, durant toute la campagne présidentielle, crut bien faire en ne quittant pas la Maison Blanche pour dire « adieu » des otages retenus à l'ambassade américaine à Téhéran. La tactique s'avère désastreuse, et Jimmy Carter fut battu par Ronald Reagan.

81 % d'Américains approuvent le président

Néanmoins les spécialistes de la communication de la Maison Blanche sont conscients que l'image d'un président jouant au golf, engagé dans une partie de pêche ou une course de hors-bord pourrait avoir mauvais effet : ils prendront donc soin de sélectionner les photographies afin de le montrer surtout à sa table de travail. En 1983, au moment de l'affaire de l'avion coréen abattu par les chasseurs

soviétiques, le président Reagan était revenu sur sa décision de ne pas interrompre ses vacances en Californie : les images de ses occupations contrastaient trop avec la vision des familles éplorées.

En attendant M. Bush semble avoir parfaitement réussi son opération auprès de l'opinion publique : selon plusieurs sondages, publiés jeudi 9 août par le Washington Post, la chaîne de télévision ABC ou le quotidien USA Today 75 % à 81 % des personnes interrogées approuvent sa décision d'envoyer les troupes en Arabie saoudite. Dans une proportion à peu près identique, elles estiment qu'il s'était montré aussi ferme que nécessaire dans son attitude à l'égard de l'Irak. Quant au New York Times, il résume dans ses colonnes, le président Bush d'avoir « fait le bon choix dans la bonne voie » pour sa politique concernant le Golfe, mais souligne que le succès dépend pour beaucoup de la participation militaire d'autres nations. « Les Américains ne voudront pas payer le prix en Arabie saoudite indéfiniment si les autres se contentent d'encouragements sur les bas-côtés ».

HENRI PIERRE

M. James Baker a voulu assurer Ankara du soutien occidental

Au cours des entretiens qu'il a eus, jeudi 9 août à Ankara, avec les dirigeants turcs, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a annoncé que le « gouvernement légitime » du Koweït avait offert des compensations à la Turquie pour les pertes causées par les sanctions économiques contre l'Irak. Il a d'autre part réaffirmé l'importance stratégique de la Turquie au sein de l'OTAN et exprimé la satisfaction de M. Bush face à la décision d'Ankara d'appliquer les mesures d'embargo.

ANKARA

de notre correspondant

Les bonnes paroles de M. Baker ont réjoui les Turcs qui, jusqu'à une période très récente encore, se plaignaient d'être oubliés par les pays occidentaux et avaient l'impression que les événements de l'Europe de l'Est avaient diminué leur importance au sein de l'OTAN. Mais, au vu de la tournure que prennent les événements dans le Golfe, la Turquie se sent de plus en plus exposée. Ni les compensations financières ni les assurances des Etats-Unis qui affirment que l'OTAN protégera ses alliés, ne peuvent dissiper le sentiment d'insécurité qui se développe en Turquie.

La Turquie craint d'avoir irrémédiablement compromis ses relations avec l'Irak et s'inquiète pour l'avenir. Faisant allusion aux dissensions entre l'Irak et la Turquie sur la question des eaux de l'Euphrate, Melim Mumin écrivait jeudi dans le quotidien *Gunes* : « Si Saddam n'est pas stoppé, la Turquie sera à la tête des pays qu'il attaquera. Or, Saddam avait besoin du pétrole koweïtien, demain il aura besoin de l'eau turque. Tout le monde sait que Saddam ne dit pas SVP. »

« La guerre est à notre porte »

Face à cette menace, la Turquie a pris des dispositions de sécurité. Les forces armées ont été placées en état d'alerte partielle, les permissions ont été suspendues et plusieurs fonctionnaires rappelés à Ankara ont dû interrompre leurs vacances.

Le ministre de la défense a cependant démenti des rumeurs selon lesquelles des mouvements de troupes irakiennes en direction de la frontière turque avaient été observés par des caméopneurs revenant d'Irak.

L'escalade des préparatifs militaires dans le Golfe inquiète sérieusement la Turquie. Le quotidien *Cumhuriyet* titrait jeudi « La guerre est à notre porte » et de nombreux commentateurs indiquent que les Turcs commencent à trouver que le prix à payer pour obtenir l'amitié de l'Occident est très élevé.

NICOLE POPE

Moscou se retranche derrière l'ONU

L'Union soviétique mise dans la crise du Golfe sur deux cartes : l'ONU et le monde arabe. Le Kremlin se déclare même prêt à examiner sa participation, le cas échéant, à une force militaire des Nations Unies.

MOSCOW

de notre correspondant

M. Youri Gromitskikh, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a déclaré jeudi 9 août que « si le Conseil de sécurité prenait une décision en faveur de l'envoi d'une force multinationale dans le Golfe, alors l'Union soviétique réexaminerait sa position », qui est de ne pas participer à des actions militaires dans le Golfe. Mais le porte-parole ajouta aussitôt qu'à « l'étape actuelle, la question d'une participation soviétique ne se pose ni dans le cadre d'une force multinationale ni dans un blocus naval en dehors du cadre du Conseil de sécurité ».

Une déclaration officielle soviétique, rendue publique jeudi précise l'orientation de sa diplomatie : « L'URSS est opposée aux paris sur la force et aux décisions unilatérales. L'expérience montre que le moyen le plus sûr d'agir dans des situations de conflit, ce sont les efforts collectifs, le plein usage des mécanismes de l'ONU. »

Le document se garde bien cependant de porter un jugement sur l'envoi des troupes américaines en Arabie saoudite. Des commentaires autorisés de la presse soviétique ont cependant

souligné à plusieurs reprises le côté hasardeux d'une telle démarche, en rappelant par exemple que quelques milliers de soldats américains ne feraient guère le poids actuellement face à un million d'hommes que compte l'armée irakienne.

Mais Moscou considère aussi qu'il revient en premier lieu aux pays arabes de manifester leur unité face à l'agression irakienne. « Il nous semble que les efforts des pays arabes eux-mêmes pourraient jouer un rôle particulier pour empêcher que la situation actuelle dans le golfe Persique ne se transforme en un conflit militaire encore plus important. » On attend par conséquent avec beaucoup d'intérêt au Kremlin les résultats du sommet des chefs d'Etat arabes au Caire.

Moscou doit constater enfin que tous ses efforts auprès de Saddam Hussein ne donnent aucun résultat et que Bagdad poursuit sa course en avant. « Nous sommes contraints de reconnaître que l'Irak non seulement n'a pas retiré ses troupes du Koweït, mais a également déclaré l'annexion de fait de ce pays », indique la déclaration.

Moscou, qui connaît de longue date la part d'imprévisible à attendre du président irakien, l'allié ombreux d'hier, commence à s'inquiéter sérieusement de l'évacuation de ses citoyens, évalués à 8 000 en Irak et 900 au Koweït. Un amiral indiquait jeudi dans le quotidien de l'armée que la marine soviétique était d'ores et déjà prête à évacuer les ressortissants soviétiques, ainsi que d'autres étrangers. Rien n'indique encore que Saddam Hussein, qui vient de fermer les frontières de son pays, acceptera une telle opération. — (Inérim.)

Pékin « comprend les mesures défensives » prises par Ryad

PÉKIN

de notre correspondant

L'aggravation de la tension dans le Golfe a conduit la Chine à laisser entendre que les Etats-Unis ne renonceraient pas des difficultés considérables de sa part en cas de conflit avec l'Irak. Cette prise de position constitue un renversement notable de l'approche que l'on voyait se dessiner à la fin de la semaine dernière de la part de Pékin, qui professait d'ordinaire une opposition catégorique aux interventions militaires extérieures dans les conflits régionaux.

Le premier ministre, M. Li Peng, était interrogé, mercredi 8 août à Djakarta, sur l'arrivée des renforts américains en Arabie saoudite. « Par principe, nous ne sommes pas favorables à ce que les grandes puissances s'impliquent militairement, nous ne pouvons pas voir la situation dans le Golfe se compliquer d'avantage. Toutefois, nous respectons et comprenons les mesures défensives adoptées par l'Arabie saoudite. Etat souverain, dans l'intérêt de sa propre sécurité », a déclaré M. Li. Fait significatif, il a fallu plus de douze heures à l'agence Chine nouvelle pour obtenir l'imprimatur pour cette déclaration.

La formulation de la dépêche suggère que Pékin n'entretient plus guère d'espoir de voir se dessiner la « solution interarabe » que prônait encore dimanche le porte-parole du ministère des affaires étrangères. « Nous maintenons que le conflit doit être réglé par une médiation de la

Ligue arabe et du Conseil de coopération du Golfe », a précisé, comme par acquit de conscience, M. Li avant de donner sa bénédiction à l'arrivée des forces américaines en Arabie saoudite.

Le fait que Washington ait obtenu l'accord préalable de Ryad pour l'envoi de la Chine, les formes diplomatiques d'une démonstration de force qu'elle en est venue, semble-t-il, à considérer comme nécessaire. Ce revirement s'explique à la fois par la position diplomatique de la Chine, sensiblement affaiblie depuis 1989, et par les arrière-pensées qu'on peut lui prêter, sous les grands principes tiers-mondistes dont elle aime à se draper, sur la santé de l'économie mondiale, dont elle est particulièrement dépendante : une récession générale jouerait contre ses propres plans de développement, la privant d'une grande partie des investissements qu'elle espère toujours obtenir.

La solidarité qui semble en voie de se renforcer de la part de Pékin avec la communauté internationale sur le conflit du Golfe entre également, selon toute vraisemblance, dans un calcul à court terme : en se rapprochant des Occidentaux, notamment par sa promesse de ne pas vendre d'armes à Bagdad, la Chine cherche à faire oublier la bouillie qui a empoisonné ses relations avec eux depuis l'écrasement du « Printemps de Pékin » et à regagner un peu de son prestige ancien de nation responsable.

FRANCIS DERON

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole 150 F

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poste 4138

55 من الجول

LA CRISE DU GOLFE

La déclaration du président de la République

M. Mitterrand : Paris réagirait militairement « à toute nouvelle agression »

Un responsable du département d'Etat américain a exprimé jeudi 9 août sa satisfaction après la décision prise par la France de participer à la défense du Golfe. « Tous ceux qui veulent participer sont les bienvenus. Nous sommes heureux de la décision de la France », a-t-il déclaré.

Le porte-avions *Clemenceau*, escorté de plusieurs bâtiments, appareillera lundi pour le Golfe avec à son bord une unité de la Force d'action rapide comprenant environ 2 000 hommes et une quarantaine d'hélicoptères équipés de matériel anti-char. Ainsi en a décidé le conseil des ministres réuni exceptionnellement jeudi par M. Mitterrand qui a rendu compte lui-même de cette réunion en fin de journée.

« La menace s'étend aujourd'hui à d'autres pays » que le Koweït, a déclaré le président de la République pour expliquer cette initiative nouvelle, la première qui soit véritablement de nature militaire. Les bâtiments français qui se trouvent déjà dans la région ou à proximité

n'ont en effet pour fonction que de faire respecter l'embargo décrété contre l'Irak par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Le problème posé par l'invasion et l'annexion du Koweït est de la compétence de l'ONU, a souligné M. Mitterrand, en souhaitant que cette dernière prenne davantage de responsabilités encore. Autrement dit, on est fermé sur l'embargo, on est prêt à participer à la mise en place d'un blocus, mais il n'est pas question de prendre l'initiative d'une intervention militaire pour libérer l'émirat.

En revanche, la France a fait sienne jeudi la position des Américains et des Britanniques en déclarant qu'elle riposterait militairement à toute agression irakienne contre un autre pays. C'est la fonction du *Clemenceau* qui devrait arriver à Suez en quatre jours environ et qui, précisait-on dans l'entourage du président, peut être opérationnel sans avoir à s'approcher très près de la région de tension, c'est-à-dire sans se placer à portée des Exocet irakiens par exemple.

Ce faisant, Paris ne participe pourtant pas à la « force multinationale » proposée par M. George Bush. La France n'a reçu aucune demande en ce sens ni de l'Arabie saoudite, ni des

Etats-Unis, « même si telle ou telle conversation non officielle pourrait tendre à cette fin », a précisé M. Mitterrand : « Vous nous voyez arriver avec un équipement militaire et nous installer alors qu'on ne nous l'a pas demandé ? »

Les contacts se poursuivent avec les dirigeants arabes

Elle a été saisie en revanche de demande d'aide en matériel par Ryad et en techniciens par Abou Dabi, auxquelles elle entend répondre. Mais, si M. Mitterrand y a insisté, les moyens militaires français seront sous commandement français, pas américain, l'ordre de les faire intervenir s'il devait être donné le serait de Paris.

Ceci n'exclut pas une étroite coopération avec les forces américaines et britanniques à laquelle les militaires français sont maintenant très rodés et qui ne nuit pas à l'efficacité. Cette indépendance de commandement des moyens militaires français, outre qu'elle obéit à la position traditionnelle de la France, a surtout une signification diplomatique : celle de faire comprendre aux pays arabes qu'il s'agit pour la France de défendre le

droit et non de s'associer à une croisade de l'Occident contre le monde arabe avec lequel elle a des relations et des intérêts différents de ceux des Etats-Unis.

Le président de la République y a insisté : il souhaite que la solution à la crise soit trouvée entre Arabes. Il s'est entretenu personnellement avec les chefs d'Etat égyptien, saoudien, yéménite et les contacts se poursuivent entre Paris et d'autres dirigeants arabes. Le président ne l'a pas dit, mais M. Arafat devait être reçu à Paris jeudi et n'a annulé cette visite que pour se rendre au sommet du Caire, finalement retardé.

Enfin M. Mitterrand a déclaré que les ressortissants français au Koweït et en Irak « peuvent être considérés comme prisonniers », dans la mesure où ils ne peuvent franchir les frontières et « même s'ils ne sont pour l'instant soumis à aucune pression particulière, cela suffit pour que nous considérions que nous avons pour devoir de leur venir en aide ». Il a précisé qu'ordre avait été donné aux navires français de se tenir prêts à toute mesure de rapatriement et que l'ensemble des moyens diplomatiques continueraient à être mis en œuvre.

CLAIRE TRÉAN

« La France souhaite que le problème soit réglé au sein de la communauté arabe »

Voici les principaux extraits de la déclaration faite jeudi 9 août par M. Mitterrand à l'issue du conseil restreint réuni à l'Élysée :

« La France entretient depuis longtemps d'amicales relations avec l'Irak. On sait qu'elle l'a aidé lors de la guerre contre l'Iran. Cela l'autorise d'autant plus à dire clairement qu'elle n'accepte ni l'agression contre le Koweït, ni l'annexion qui a suivi. Aussi a-t-elle décidé d'associer ses efforts à ceux des pays qui s'engagent pour le rétablissement du droit international violé par l'Irak.

« C'est pourquoi elle a voté les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et celles de la Communauté européenne et pris l'initiative de certaines d'entrées elles. C'est pourquoi elle exécute sa part de l'embargo et des sanctions économiques actuellement mises en œuvre.

« C'est pourquoi, enfin, sa marine est présente dans la zone du Golfe, toujours en application de la décision des Nations unies, mais la menace s'étend aujourd'hui à d'autres pays de la région.

« Dans cette situation, la France a souhaité et continue de souhaiter que le problème ainsi posé soit réglé au sein de la communauté arabe. Si cela se révèle impossible, la France assumera ses propres responsabilités :

« 1) en répondant positivement aux demandes qui lui ont été adressées par l'Arabie saoudite et d'autres Etats de la péninsule, concernant par exemple la livraison de matériel et l'envoi de techniciens sur place ;

« 2) en renforçant dès maintenant ses moyens navals et aériens dans la même zone, de telle sorte qu'ils soient en mesure d'intervenir à tout moment là où cela serait jugé nécessaire, sur décision du président de la République.

« Enfin, bien entendu, c'est un autre sujet mais il est lié au précédent, la France apporte dans cette crise la plus vigilante attention au sort de ses ressortissants tant au Koweït qu'en Irak. Suivie jour après jour, leur situation ne comporte pas dans l'état présent d'éléments de pression physique ou de menaces à leur encontre. Ils n'en sont pas moins retenus dans l'un et l'autre de ces pays avec interdiction d'en sortir. Le caractère préoccupant de cet état de chose a conduit le gouvernement à donner ordre aux navires français de se tenir prêts à toutes mesures de rapatriement et l'ensemble des moyens diplomatiques continuera d'être mis en œuvre. »

En réponse aux questions, M. Mitterrand a ajouté notamment :

« Les navires qui seront envoyés sur mon ordre et sur celui du gou-

vernement seront ceux qui permettront l'emploi de la marine et de l'aviation. Je pense en particulier aux hélicoptères. Ils arriveront sans mission préconçue et ils seront à nos ordres. Il est évident que toute aggravation de la situation ou toute agression nouvelle justifierait que des décisions fussent prises à partir d'ici et ce serait le cas.

« C'est de notre part une précaution parfaitement admissible par les pays arabes, qui savent bien que la France a toujours eu une position d'écoute et de compréhension à leur égard. Je ne pense donc pas que les mesures ainsi exprimées puissent en quoi que ce soit les froisser.

« Au moment de la guerre entre l'Irak et l'Iran, étant donné ce que pouvait représenter à l'époque de Khomeiny le mouvement intégriste musulman chiite venu d'Iran, il nous a semblé, à nous Français, et nous assumons parfaitement cette responsabilité, qu'il était indispensable de contribuer au barrage, pour éviter que ne soit enfoncé le monde arabe. Je ne le dissimule pas, c'était une nécessité.

Aujourd'hui, la guerre est terminée, même si la paix n'est pas conclue entre ces deux pays. Le rapport de forces semble s'être inversé. La menace contre un pays arabe est venue cette fois-ci d'un autre pays arabe. Il ne s'agit pas des mêmes pays, mais nous tenons le même raisonnement. »

Le porte-avions « Clemenceau » arrivera au large des côtes saoudiennes dans une quinzaine de jours

C'est une opération à la fois de dissuasion de l'armée irakienne, devant toute nouvelle agression dans le Golfe, et de protection des ressortissants étrangers, actuellement retenus en Irak et au Koweït, qu'ont mis en œuvre le gouvernement et l'état-major français. Le dispositif précis en a été annoncé vendredi 10 août par le ministère de la défense. Le « renforcement » de la présence militaire française dans le golfe Persique passe principalement par l'envoi du porte-avions *Clemenceau*, qui ne sera toutefois pas « en zone » avant une quinzaine de jours.

Fleurbaey de la Marine nationale, le *Clemenceau*, en service actif depuis 1961, est l'un des deux porte-avions français avec le *Foch*, le *Jeanne d'Arc* étant chargé de transporter seulement des hélicoptères. D'une longueur de 266 mètres (avec un pont d'envol de 258 mètres), il peut déployer des charges d'un total de 33 000 tonnes : plus de 2 000 hommes et jusqu'à une quarantaine d'avions d'assaut et d'interception, Superétendard ou Crusader, monoréacteurs armés de roquettes, bombes, missiles et au besoin d'armes nucléaires, des Etendard IV P, destinés à la reconnaissance photographique et des Alizé modernes, avions de sûreté, mobilisés pour des opérations de recherche et de lutte anti-surface et anti-sous-marin.

Mais le *Clemenceau* peut également embarquer des appareils de la marine et jusqu'à une quarantaine d'hélicoptères de l'ALAT (Aviation légère de l'armée de terre) de type Puma, Gazelle ou Alouette. Pour sa nouvelle mission dans le golfe Persique, le *Clemenceau* appareillera avec des hélicoptères, capables d'intervenir

par exemple pour protéger des forces françaises présentes dans la région et pour évacuer et rapatrier, dans les meilleures conditions, les ressortissants étrangers directement menacés.

Le temps de gréer les hélicoptères et de rappeler les permissionnaires, il faudra autour de soixante-douze heures au *Clemenceau*, encore basé à Toulon au moins jusqu'à dimanche, pour appareiller. Et là, contraint à des escales, la durée de la traversée jusqu'au Golfe sera de dix jours environ. Le porte-avions ne sera pas « sur zone » avant quinze jours.

Là, il rejoindra deux avisos qui croisent déjà dans la région du Golfe : le *Proet*, escorteur qui compte à bord 160 hommes d'équipage et le *Commandant-Ducuing*, qui compte 110 hommes. Equipés de missiles anti-navires Exocet (Proet) et de missiles mer-mer 88 (Commandant-Ducuing), ces deux appareils font déjà partie du dispositif de la Marine nationale dans l'océan Indien.

Mais dès le 15 août, avant donc l'arrivée du *Clemenceau*, ils seront rejoints par la frégate *Dupleix*, actuellement en mer Rouge, un navire de 3 830 tonnes et 230 membres d'équipage, équipé de deux hélicoptères, armé aussi d'Exocet et de missiles anti-aériens Crotale. Le *Clemenceau* avait déjà participé notamment à l'opération Saphir dans l'océan Indien, qui avait précédé l'indépendance de Djibouti (1974). De même en 1984, avait-il effectué une mission de défense et de soutien aux forces françaises présentes au Liban pendant sept mois et coopéré à l'opération Prométhée dans l'océan Indien en 1988 et 1989.

H. T.

M. Pasqua approuve le chef de l'Etat

Seul dirigeant de l'opposition à avoir réagi, vendredi matin 10 août, aux propos de M. François Mitterrand la veille, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a déclaré, sur Europe 1, qu'il s'agit d'une « position d'attente ». « C'était l'attitude à avoir », a déclaré l'ancien ministre de l'Intérieur, en ajoutant que, avant que le chef de l'Etat donne une conférence de presse imprévue, « la question qui se posait était de savoir si le gouvernement avait une politique ».

M. Pasqua a observé que les moyens militaires français envoyés vers le Golfe sont « symboliques », mais qu'ils procèdent d'une « nécessité ». « Je ne crois pas à un affrontement direct sur le terrain », a-t-il indiqué, après avoir souligné que « le gouvernement irakien a d'autres visées que le Koweït », qui, selon lui, aura des difficultés à recouvrer son indépendance. « A l'instabilité de l'Est s'ajoute l'instabilité au Sud », a conclu M. Pasqua, d'où la nécessité pour la France de renforcer son dispositif de défense.

Pour sa part, M. Balladur, député RPR de Paris, a estimé que les décisions prises par la France sont « prudentes, mesurées et nécessaires ». « Nous sommes encore en phase de transition », a déclaré, sur RTL, l'ancien ministre d'Etat. « Les Etats-Unis n'ont pas pris de décision définitive, a-t-il ajouté, je ne vois pas pourquoi la France serait plus précise. »

Pour M. Jean-Marie Daillet, député non inscrit de la Manche, vice-président de France unie, le mouvement de M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, « la gravité de la crise internationale doit unir les Français autour du président de la République et du premier ministre ». Le Parti socialiste, « qui soutient depuis le début des événements l'action du président de la République et du gouvernement », souhaite que l'ONU « demeure maîtresse d'un processus conduisant au retour de la paix et au retrait des troupes irakiennes », a indiqué, jeudi, M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national du PS. « Les socialistes, attachés au respect de l'Etat de droit au sein

de chaque pays, ont le même souci de la règle de droit international », a-t-il ajouté avant de résumer en ces termes la position française : « Priorité à la concertation internationale, mais fermeté et disponibilité en toute hypothèse. »

Rappelant que le Parti communiste est favorable à « la mise en œuvre de la résolution de l'ONU », au « règlement de ce problème au sein de la communauté arabe » et « contre de nouvelles mesures militaires », M^{me} Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du PCF, a indiqué que « la déclaration du président de la République va dans ce sens ». Cependant, dans l'éditorial de l'Humanité de vendredi, Arnaud Spire écrit : « La France doit décider en toute indépendance de sa politique. On peut, donc, s'interroger sur l'opportunité de l'envoi par notre pays de renforts navals et aériens dans cette région. L'accumulation de moyens militaires dans une partie du globe aussi explosive ne peut qu'aggraver les risques d'extension du conflit. »

Alain PEYREFITTE

de l'Académie française

Véritable enquête d'historien, si dense, si lourde de réflexions, guide très précieux à la compréhension de la Chine du printemps perdu, mais aussi de la Chine de demain.

Hélène Carrère d'Encausse, Le Figaro Littéraire

Peyrefitte, après avoir été le seul à annoncer la répression du « printemps de Pékin », est allé au bout de sa réflexion. Cela nous donne un livre très fort.

Faville, Les Echos



384 pages
120 F

A sa lumineuse manière, en procédant par accumulation de faits, par chapitres brefs mais clairs, Peyrefitte met si bien en perspective ce nouvel épisode de la tragédie céleste.

Lucien Badard, Le Point

Tocqueville à Pékin : même curiosité de voyageur, même rigueur scientifique. Il maîtrise l'art de passer de l'événementiel à l'universel... Il a l'immense mérite de ne pas s'abandonner à la mode.

Guy Sorman, Le Figaro Magazine

Le meilleur ouvrage de Peyrefitte sur la Chine. Une courageuse enquête à contre-courant.

Gilles Mermoz, Valeurs Actuelles

Peyrefitte bouscule allègrement nos engouements, quitte à soulever quelques vigoureuses indignations. Cette mise en perspective des événements, les médias sont coupables de ne pas l'avoir faite. Démonstration iconoclaste et brillante.

Alain Barluet, Le Quotidien de Paris

Peyrefitte sert un plat brûlant à la façon du chef. Sans cesse le passé frissonne sous l'actualité.

Marcel Julien, Le Parisien

FAYARD

LA CRISE DU GOLFE

Alors que s'accélère la fuite des capitaux

L'annexion du Koweït va obliger à une révision du dispositif sur le gel des avoirs de l'Emirat

Quelques jours après l'entrée en vigueur du gel des avoirs koweïtiens et irakiens dans les principaux pays occidentaux, les autorités monétaires des différents États ont procédé à des mesures d'assouplissement afin de permettre la gestion des capitaux et d'assurer les dépenses matérielles des personnes originaires du Koweït ou de l'Irak. Même considérée comme « nulle et non avenue » par l'ONU, la fusion des deux États, annoncée le 9 août, va rendre rapidement nécessaire une révision complète du dispositif.

Un Koweïtien résidant à Cannes peut-il venir à Paris et avoir accès à son coffre-fort ouvert dans une grande banque de la capitale quelques années auparavant ? Tel est le genre de questions que se posent les banques françaises depuis quelques jours après l'annonce du gel des avoirs irakiens et koweïtiens.

L'objectif du gel est clair. Il s'agit d'éviter que les avoirs koweïtiens - estimés à 100 milliards de dollars au moins dans le monde - soient récupérés par les irakiens, il faut donc empêcher l'utilisation des fonds par les autres.

Pour l'instant, il ne fait pas de doute que ce gel est efficace. « A l'heure où nous parlons, il y a des gens qui phagocitent sur les moyens de trouver des canaux » de transmission des fonds à l'Irak, ironise un banquier suisse. Selon lui, le blanchiment des avoirs koweïtiens ne serait pas une mince affaire, car ces capitaux sont désormais surveillés étroitement par les gouver-

nements occidentaux. Même dans les centres financiers offshore, comme les célèbres îles Caïman, la plupart des banques sont originaires de grands pays étrangers. Elles doivent rendre compte à leur maison mère et sont donc peu susceptibles d'accepter des transferts de capitaux koweïtiens vers l'Irak.

Il reste quelques pays isolés qui n'ont ni condamné l'invasion irakienne, ni gelé les avoirs koweïtiens (Cuba, le Yémen...). Mais le moins que l'on puisse dire est qu'ils ne disposent pas de centres financiers très développés.

Ainsi, à moins d'acheminer en Irak des valises de billets qui auraient pu passer au travers du filet de protection des gouvernements occidentaux, il y a peu de risque que Bagdad puisse pour l'instant mettre la main sur la cassette koweïtienne. Encore faut-il permettre aux capitaux koweïtiens de fructifier, et aux personnes originaires de ce pays de faire face à leurs dépenses courantes. Car si la protection est jugée nécessaire, les avoirs koweïtiens ne peuvent pour autant être immobilisés durablement.

Les interrogations des banquiers français

Ainsi, la banque d'Angleterre s'est-elle décidée mardi 7 août que le Koweït Investment Office (KIO), la principale arme financière de l'émirat (elle gère près de 50 milliards de dollars), pourrait continuer à gérer son portefeuille. La banque centrale britannique a publié une liste détaillée des opérations autorisées et de celles soustraites au gel. Les Koweïtiens résidant en Grande-Bretagne peuvent retirer de l'argent pour assurer leurs dépenses courantes, et les entreprises sont autorisées à verser

les salaires de leur personnel. La United Bank of Koweït, implantée à Londres et spécialisée dans les prêts hypothécaires, peut ainsi poursuivre ses activités normales, étant considérée comme un établissement de droit britannique. Seuls ses clients irakiens sont pénalisés.

De même, les Pays-Bas ont annoncé le 3 août l'exemption du gel des avoirs de la filiale à Rotterdam de la compagnie Kuwait Petroleum (Q-8) afin qu'elle puisse poursuivre son fonctionnement. Elle n'est cependant pas autorisée à mener des transactions directes ou indirectes avec le Koweït.

Au Japon, la situation est simple puisque les banques sont invitées à « autolimiter » les transactions. On murmure qu'à Tokyo les tergiversations sur la mise en place des « mesures conservatoires » ont permis certaines transactions sur les avoirs koweïtiens au Japon, dans la panique de la Bourse de vendredi dernier.

Les banquiers français s'interrogent pour leur part encore sur les détails de la mise en application du gel. Une réunion sur le sujet s'est tenue mercredi 8 août à l'Association française des banques (AFB). Ce que les banques souhaitent obtenir, c'est une définition précise des investissements d'origine irakienne ou koweïtienne.

L'arrêté du 4 août les définit entre autres par la notion « d'influence déterminante ». Mais que signifie exactement cette expression ? Les États-Unis ont établi une liste précise des institutions contrôlées directement ou indirectement par l'un des deux pays.

Les banquiers aimeront que les autorités françaises en fassent de même à Paris, même si les montants s'ils ont été beaucoup plus faibles. En raison de la disparition du contrôle des changes en

France, la Banque de France a supprimé sa direction de la réglementation des changes, et c'est le Trésor qui aide les banques à définir les modalités d'application.

En attendant, conformément à l'arrêté du 4 août, les nationaux koweïtiens et irakiens en France peuvent réaliser des opérations de crédit dans la limite d'un montant cumulé d'un million de francs, et régler leurs dépenses courantes assorties de justificatifs. De quoi leur permettre d'assurer leurs dépenses matérielles. Et d'accéder à leur coffre-fort, s'ils le souhaitent.

A qui appartient l'argent ?

Mais le temps que les derniers ajustements soient réalisés, le dispositif pourrait bien être à revoir entièrement. L'annexion du Koweït par l'Irak brouille le jeu, car elle modifie le concept de propriété des actifs. Même si les États occidentaux ne reconnaissent pas la fusion des États, le KIO, par exemple, pourrait passer sous contrôle irakien. Il est alors douteux que la Banque d'Angleterre lui laisse la liberté actuelle de gestion de ses actifs. Certains suggèrent la constitution rapide d'un gouvernement koweïtien en exil, dont le bilan financier serait clairement déterminé.

Au-delà, les banques occidentales commencent à recevoir des flux de capitaux en provenance de l'ensemble des pays du Golfe. Le pillage de la banque centrale koweïtienne auquel ont procédé les irakiens provoque de vives inquiétudes dans les emirats et une fuite des capitaux en direction de places financières plus sûres.

FRANÇOISE LAZARE

Israël sur le qui-vive

Suite de la première page

Mais l'absence de conversations un mélange d'angoisse, d'attente, d'inquiétude, que résume une seule question : « Vous croyez qu'il va y avoir la guerre ? »

Toutes les heures, en voiture, chez les commerçants, à la maison, on tourne nerveusement le bouton de la radio : « Hadashot », les « nouvelles ». L'auditeur est soumis jour et nuit à un déluge de commentaires, opinions, mises en garde terrifiantes ou propos plus apaisants. A 15 heures, c'est le « point de vue » du vice-ministre des affaires étrangères, M. Benyamin Netanyahu - un profil bagarreur - qui « estime » qu'il faut s'attendre à tout, compte tenu de la nature du régime irakien ; un peu plus tard, c'est le travailliste Itzhak Rabin, ancien ministre de la défense et le plus consulté des médias, qui juge plus plausible une longue et épuisante guerre des nerfs avec Saddam Hussein. Le baromètre du moral du pays enregistre des mouvements brutaux : ce matin du jeudi 9 août, le ton général était pessimiste ; le soir, il sera plus serein.

Ne pas céder à la panique

Aucune disposition de sécurité particulière n'est visible ; aucun conseil n'a été donné à la population. Les autorités ont très vite perçu l'onde d'inquiétude qui traversait le pays et se sont efforcées d'y répondre en jouant sur un registre délicat : ne pas nier que la situation est « sérieuse », mais ne pas céder à la panique ; témoigner fermeté et confiance, mais ne rien faire qui puisse donner prétexte à Saddam Hussein pour imputer à l'Etat hébreu dans le conflit.

Dans un message à la nation, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a déclaré : « L'Etat d'Israël est toujours confronté à une menace pour sa sécurité (...) mais il n'a pas les mains vides (...) et quiconque envisagerait de l'attaquer doit savoir qu'Israël a la capacité, la force et la volonté de défendre sa sécurité, et doit aussi savoir qu'une telle attaque provoquerait une catastrophe pour son auteur. »

Vient ensuite une double remarque, sous forme d'assurance et de mise en garde : « Israël n'a aucunement l'intention d'attaquer un de ses voisins (mais) ses forces de défense et de sécurité sont en alerte pour prévenir tout danger à la paix de la nation. »

Dans l'après-midi, Israël a procédé à un tir d'essai du missile antimissile Arrow - une manière de rappeler une certaine capacité technologique (voir encadré).

Au fil des heures, M. Shamir précise et « nuance » ses avertissements : « L'armée est prête à repousser toute menace, dit-il ; j'aimerais être sûr que Saddam comprend bien que toute tentative de s'en prendre à nous lui

coûtera cher - à lui et à son armée. » Le ton n'est pas moins ferme à l'égard de la Jordanie dont on redoute qu'elle laisse entrer des troupes irakiennes sur son territoire, ce qui, pour Israël, serait un casus belli. « Nous attendons du royaume de Jordanie », dit M. Shamir, qu'il se conduise de manière responsable et prudente et qu'il ne suive pas aveuglément le dangereux aventurisme de son voisin de l'Est. »

Bagdad tenté de provoquer l'escalade ?

En fin de journée, les principaux dirigeants du pays ont mené une action coordonnée pour rassurer la population et minimiser les risques d'une attaque aux missiles. Quand on lui demande pourquoi il n'a pas encore ordonné la distribution de masques à gaz si la menace est si sérieuse qu'on le dit, M. Shamir répond : « Tout sera décidé en temps voulu. » Le ministre de la défense, M. Moshe Arens, est un peu plus explicite : « Point n'est besoin de procéder encore à une telle distribution. L'invité du journal télévisé est le chef de l'état-major, le général Dan Shomron, qui explique, en gros, que distribuer des masques serait « céder à l'hystérie », d'une part, et ferait tout simplement monter la tension en adressant le mauvais message à l'Irak - un message qui confirmerait précisément qu'Israël s'apprête à être mêlé au conflit, comme l'affirme Bagdad, alors que le général Shomron réitère que l'Etat hébreu entend se tenir le plus éloigné possible de cette affaire.

Milieux autorisés et commentateurs de presse font la même analyse des raisons qui ont poussé l'Irak à « nouer » l'Etat hébreu dans la crise du Golfe en inventant une fantaisiste participation de forces israéliennes au dispositif américain déployé en Arabie saoudite. L'explication tourne autour de deux thèmes. Dans la perspective du sommet arabe du Caire, la carte de la surenchère anti-israélienne est toujours payante et de nature à recréer une solidarité autour de l'Irak : « Acculé à une situation difficile, Saddam Hussein veut transformer un conflit entre l'Irak et le reste du monde en un conflit entre le monde arabe et Israël. » La manœuvre vise aussi les États-Unis et est pour l'Irak une manière de dire à Washington : si les forces américaines nous attaquent, nous répliquerons sur Israël, votre allié, et dépendons ainsi le conflit.

Le dos au mur, le président irakien peut avoir la tentation de provoquer l'escalade. « Alors, explique un expert, tout est possible de la part d'un homme qui a toujours mis ses menaces à exécution » ; un seul tir de missile sur une ville israélienne pourrait entraîner l'Etat hébreu dans la guerre. Et obliger le monde arabe, même à contrecœur, à se ranger derrière l'Irak.

ALAIN FRACHON

Le butin de Saddam Hussein

En annexant le Koweït, Bagdad réalise un immense gain stratégique, économique et financier. Avec 3,3 millions de barils par jour produits par l'Irak, et 1,5 million extraits au Koweït, l'annexion permet au président Saddam Hussein de contrôler plus de 20 % de la production de pétrole de l'OPEP. Ses réserves pétrolières, passant de 100 milliards à près de 200 milliards de barils, le placent au second rang dans le monde, derrière l'Arabie saoudite.

Le Koweït détient au moins 100 milliards de dollars d'actifs placés à l'étranger. S'il pouvait mettre la main dessus - la plupart de ces fonds sont actuellement gelés dans les pays occidentaux - le président irakien aurait largement de quoi rembourser la dette extérieure du pays (estimée à 70 milliards de dollars), si du moins il avait l'intention de le faire. Ou encore financer dix années de déficit de sa balance des paiements. Ces 100 milliards de dollars équivalent par ailleurs à près de quinze ans de recettes pétrolières irakiennes, à leur niveau actuel.

L'annexion du Koweït ne permet pas en revanche à l'Irak, sinon en termes financiers, de résoudre son problème économique le plus pressant : son déficit agricole, qui le contraint à réaliser chaque année d'importantes importations de produits alimentaires.

Sa population de 17 millions de personnes, dont la moitié est employée dans l'agriculture, croît de plus de 3 % par an. Avec leur revenu annuel par habitant de plus de 13 000 dollars, les deux millions d'habitants du Koweït n'ont jamais rencontré de difficultés pour financer leurs besoins alimentaires. L'armée du cheikh Jaber, l'émir du Koweït, n'a jamais été

considérée comme très importante. Mais pour le numéro un de Bagdad, dont la boulimie en matière d'armement n'est plus à prouver - n'aurait-il pas, selon certaines sources, près d'un millier d'Exocet à sa disposition, elle n'est pas pour autant négligeable.

En contrôlant le Koweït, Saddam Hussein s'empare d'une armée estimée à 20 300 hommes, et d'un arsenal qui vaut surtout par sa qualité, plus que par son importance numérique. Tombent ainsi sous la coupe des forces armées irakiennes, entre autres, 275 chars (des Vickers, Centurion et Chieftain britanniques), une douzaine de lance-missiles sol-sol FROG-7 (URSS), et 200 postes lance-missiles Vigilant (Grande-Bretagne).

Le butin « maritime » est constitué de 8 patrouilleurs lance-missiles Lansen d'origine ouest-allemande. Du côté aérien enfin, les irakiens récupèrent 27 avions d'attaque au sol Skyhawk américains (qui devaient prochainement être remplacés par des F-18).

Pour ce qui concerne le matériel uniquement français, le régime de Bagdad fait également une bonne opération. Il met la main sur 42 Mirage-F1 de défense aérienne, 12 hélicoptères Gazelle équipés de missiles HOT, 16 Puma armés d'Exocet, 40 blindés AMX Mk F3 équipés de canons de 155 mm, 40 mortiers Brandt de 120 mm, et 20 postes de tir de missiles HOT.

Mais Saddam Hussein fait surtout une excellente affaire au plan stratégique en récupérant les îles de Bubyane et Warba, qu'il convoitait depuis toujours. Grâce à celles-ci, il bénéficie désormais d'une extraordinaire position sur le golfe Persique.

Pour « donner aux marchés un message de sang-froid »

M. Delors demande une réunion des ministres des finances des sept grands pays industrialisés

M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a déclaré qu'il serait utile que les ministres de l'économie et des finances des grands pays industrialisés se réunissent « dans quelques jours » au sein du groupe des Sept (le G 7) pour harmoniser leurs réactions face à la situation nouvelle créée par l'invasion irakienne (1). Interrogé mercredi soir à Paris, M. Delors a déclaré qu'il fallait « donner aux marchés un message de sang-froid et de force tranquille ».

Le président de la Commission a ajouté : « Il serait, par exemple, absolument mauvais que certains pays se mettent à augmenter leurs taux d'intérêt sans se concerter avec les autres (...). Si on utilise trop l'arme des taux d'intérêt, on va affoler les marchés boursiers, provo-

quer une baisse des actions et surtout une baisse des obligations, ce qui rendrait très difficile le financement de l'économie mondiale. Il faut que les pouvoirs publics apparaissent comme restant maîtres de la situation en dépit des risques et qu'ils mettent au point une politique qui évite la spéculation, les hausses de prix abusives, les anticipations malveillantes, et qui permette de passer ce mauvais cap ».

Le gouvernement français n'a pas officiellement réagi tandis que d'autres gouvernements (ceux de Bonn et de Tokyo) faisaient savoir qu'aucune réunion anticipée du G 7 n'était actuellement envisagée avant celle, traditionnelle, de septembre à Washington.

(1) Le G 7 comprend les États-Unis, le Canada, le Japon, la France, la RFA, la Grande-Bretagne et l'Italie.

RECTIFICATIF : un morceau de phrase a disparu dans l'article intitulé « La métamorphose de M. Bush » (Le Monde du 9 août), faussant la lecture du paragraphe consacré à l'augmentation des impôts américains. Il fallait lire : « contraint par l'accumulation des déficits et en dépit de la menace d'une récession (...) George Bush va devoir renier ses promesses : les impôts vont bel et bien augmenter ».

(Publicité)
MONDE ARABE : LA GUERRE DE L'EAU
Des rives de l'Égypte aux bords du Nil et du Sénégal, en passant par le Jordanien et le Liban, le conflit est l'exploitation des fleuves pour être la source de multiples conflits. A nous que...
Dans le numéro double de Juillet-Août d'Arabes en kiosques et en librairie 78, rue Joffre 75017 Paris (Tél. : 46.22.34.14)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Le tir d'essai du missile Arrow
Une opération de dissuasion ?

L'armée israélienne a procédé, jeudi 9 août, au tir d'essai d'un missile antimissile Arrow. Cette opération, qui relève peut-être de la dissuasion psychologique, n'a strictement aucune signification militaire immédiate.

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Si les Israéliens souhaitent faire état de leur capacité technique à l'intention de l'Irak, le moment était sans doute bien choisi, encore que depuis plusieurs semaines les responsables du projet attendaient les conditions optimales pour tenter cet essai. Il s'agit d'une « première » venant conclure la phase initiale d'un programme israélo-américain qui, en tout état de cause, ne débouchera pas avant cinq ans au moins sur la mise en service d'un véritable système de défense antimissile.

Tiré à partir du sol, cet intercepteur de missiles en vol, filant à la vitesse de Mach 10, devrait être capable de protéger une zone de près de 100 kilomètres. Le seul système d'interception de missiles sol-sol aujourd'hui opérationnel est le Patriot, un système américain. A l'origine destiné à intercepter des avions, c'est un engin qui a été adapté à la lutte contre les missiles. Mais le rayon de protection assuré par le Patriot ne dépasse pas les 10 kilomètres, ce qui limite son emploi à la défense de bases ou d'aéroports et expliquerait le choix de l'état-major israélien en faveur

du Arrow. L'essai a eu lieu en début d'après-midi et s'est déroulé avec succès, ont dit les responsables, ajoutant que le missile avait été détruit en fin de course comme prévu.

Le système Arrow a été conçu dans le cadre de l'initiative de défense stratégique (SDI) lancée en 1983 par le président Ronald Reagan afin de doter les États-Unis d'un bouclier antimissile. Ce programme, dit de la guerre des étoiles, a, depuis, été victime de nombreuses coupes budgétaires. Le gouvernement américain semble, cependant, décidé à continuer à financer à 80 % le projet Arrow - confié depuis le début à l'industrie israélienne - dont la première phase a déjà représenté une dépense de près de 180 millions de dollars.

Le chef de l'aviation, le général Abraham Ben-Nur, a déclaré que le Arrow devait constituer la réponse israélienne à l'arsenal de missiles irakiens. L'Irak dispose d'au moins deux types de missiles balistiques : le Al Hussein (850 kilomètres de portée) et le Al Abbas (900 kilomètres), déjà employés contre plusieurs villes iraniennes durant la guerre entre l'Irak et l'Iran. Une batterie de ces engins serait déployée dans le nord-ouest de l'Irak, menaçant les villes de la côte israélienne.

A la dissuasion passive que constitue - ou constituera un jour - le Arrow s'ajoute un élément de dissuasion « active » : la possession par Israël de fusées « Jericho » capables de frapper à longue portée.

Al. F.

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

مكتبة النور

SOCIÉTÉ

Une sonde américaine autour de Vénus

La NASA mise sur Magellan pour effacer l'échec de Hubble

La sonde américaine Magellan devait arriver vendredi 10 août au soir à proximité de la planète Vénus, dont elle est chargée d'effectuer une cartographie très complète. Cette mission, si elle se déroule comme prévu, pourrait constituer une belle revanche pour la NASA, en butte aux critiques, surtout depuis la défaillance du télescope spatial Hubble (voir notre encadré) et les ennemis techniques rencontrés par les navettes.

« Avec Magellan, nous entrons dans un nouvel âge d'or de la science spatiale (...) et plus jamais, personne ne mettra en cause le leadership américain en matière d'exploration planétaire », M. Leonard Fisk, responsable scientifique à la NASA, avait choisi la grandiloquence pour faire le point sur le déroulement de la dernière mission américaine vers Vénus. On le comprend. Les ennemis techniques qui cloquent au sol la flotte de navettes et la myopie du télescope spatial Hubble, lancé à grand renfort de superlatifs, avaient presque réussi à faire oublier au public la splendide succès des sondes Voyager (le Monde daté 27-28 août 1989). Et la NASA essayait ces derniers temps un feu nourri de critiques.

Coup d'envoi d'un nouveau programme planétaire, au cours duquel des engins non habités vont étudier Jupiter, Mars, Saturne, des astéroïdes et des comètes, la mission Magellan pourrait, en revanche, venir à point pour relever le moral des responsables de la NASA et, peut-être, faire taire un peu les détracteurs.

Tout semblait se dérouler pour

le mieux, en effet, ces derniers jours, pour la sonde Magellan. Lancé le 4 mai 1989 par la navette Atlantis, l'engin fonçait sans problème à 16 637 kilomètres-heure vers Vénus qu'elle devait atteindre vendredi 10 août à 18 h 32 (heure française), après avoir parcouru quelques 220 millions de kilomètres. La sonde, d'un coût de 550 millions de dollars, doit survoler le pôle nord de la planète, puis se placer sur son orbite après la mise à feu de sa fusée de freinage. Elle sera alors derrière la planète, et les ingénieurs de la NASA ne sauront qu'une demi-heure plus tard si tout s'est bien passé.

Après une série de tests, Magellan devrait commencer le 1^{er} septembre à utiliser son radar capable de percer l'épaisse couche de nuages qui entoure l'étoile du Berger. Pendant deux cent quarante-trois jours, elle quadrillera le sol de la planète pour effectuer une cartographie complète de la zone comprise entre 67,2 degrés de latitude

sud et le pôle nord. La sonde pourrait même compléter ce travail en scrutant le reste de la planète jusqu'en 1995, à condition que la NASA obtienne un crédit supplémentaire de 169 millions de dollars.

Les scientifiques attendent beaucoup de cette mission. Si une vingtaine de sondes américaines et soviétiques se sont déjà basées dans la banlieue de Vénus, on sait encore très peu de choses sur la surface de son sol. Et les images envoyées par les sondes soviétiques Venera 13 et Venera 14 qui y ont atterri ont surtout permis de constater que sa nature était très diversifiée.

La « planète sœur » de la Terre

Du haut de son orbite elliptique, inclinée à 86 degrés sur l'équateur, et dont le point le plus bas passe à 275 kilomètres d'altitude, Magellan sera capable de fournir une

image du sol avec une précision jusqu'ici inégalée : 120 mètres à l'équateur, 300 mètres aux pôles, tandis que son altimètre mesurera le relief à 30 mètres près.

Vénus présente un intérêt très spécial : qualifiée souvent de « planète sœur de la Terre », elle a approximativement le même diamètre, la même masse et la même densité que notre globe. On y trouve aussi de nombreux éléments chimiques présents sur Terre, mais pas sans la même forme, et pas dans les mêmes proportions. Car, malgré cette ressemblance, Vénus serait pour nous un enfer. D'après les observations transmises par les premières sondes, une température de 460 degrés règne à sa surface, et son atmosphère est un magma irrespirable où le gaz carbonique prédomine (96 %), suivi par l'azote (3 %), et des traces de dioxyde de soufre, de vapeur d'eau, d'oxyde de carbone, d'argon, d'hélium, de néon et d'acides chlorhydrique et fluorhydrique.

Ces différences tiennent probablement au fait que Vénus est beaucoup plus proche du Soleil que la Terre. On imagine aisément, dans ces conditions l'intérêt que peut présenter une bonne connaissance de ses caractéristiques pour l'étude de l'histoire de l'évolution de notre globe. Les scientifiques aimeraient notamment que Magellan les aide à savoir s'il existe un volcanisme sur Vénus (comme sur la plupart des autres planètes du système solaire). Ils voudraient aussi comprendre pourquoi on y trouve aussi peu d'eau et donc découvrir les traces éventuelles d'anciens océans ou grands fleuves.

JEAN-PAUL DUFOUR

Un « énorme » millimètre

En matière d'instruments optiques, la marge d'erreur tolérée est généralement de l'ordre du centième de millimètre. Une commission d'enquête de la NASA a révélé, jeudi 8 août, que l'appareil qui avait servi à vérifier l'état de surface du miroir (défaillant) du télescope de Hubble, lors de sa fabrication en 1981, comportait un défaut... d'un millimètre dans le positionnement de ses composants ! L'appareil se trou-

vait chez le fabricant, à Danbury (Connecticut).

C'est énorme. Il n'y a aucune raison de tolérer une erreur de cette taille, a estimé un expert de la commission. L'ennui, c'est que les ingénieurs de la NASA n'ont rien vu et ont laissé partir en orbite un télescope spatial de 1,5 milliard de dollars, myope comme une taupe. Sans doute l'une des plus belles « bourdes » de l'histoire spatiale.

J.-P. D.

Au congrès mondial du handicap mental

Les associations des pays de l'Est ont demandé de l'aide aux pays développés

Précédé par un athlète brandissant « la torche de la dignité », un groupe de handicapés mentaux représentant les cinq continents ont parcouru en calèche, dans la matinée du vendredi 10 août, les Champs-Élysées de la Concorde à la porte Maillot. Cette manifestation symbolique a marqué la fin du dixième congrès de la Ligue internationale des handicapés mentaux qui se tenait à Paris depuis une semaine (le Monde du 7 août).

Les mille cinq cents délégués, venus de soixante-huit pays, ont témoigné qu'aucune population, qu'elle soit riche ou pauvre, n'est épargnée par le fléau de l'arriération psychique, relevant de la naissance ou d'un accident. Ils ont également montré que l'ambition des familles est partout la même : sortir du ghetto où elles se sentent enfermées et affirmer les droits de leurs enfants. Ce dixième congrès a été l'occasion pour les associations d'un certain nombre de pays de se manifester pour la première fois. C'est ainsi que les représentants de quatorze pays d'Afrique, noirs et maghrébins, ont décidé de se constituer en fédération régionale. Ils ont adopté une « déclaration de Paris », demandant que les handicapés soient pris en charge par les autorités de leur pays respectif.

Autre phénomène nouveau : la présence au congrès des pays de

l'Est. Jusqu'à présent, sauf en RDA, il était presque inconcevable de parler dans ces pays de handicapés mentaux. La société communiste, disaient-on par exemple en URSS, ne saurait produire de telles aberrations. Considérés comme irréparables, les enfants arriérés étaient confinés dans des institutions, parfois de véritables monastères comme on l'a vu en Roumanie. Maintenant, les parents ont le droit de se montrer et des associations sont partout en cours de création. La France et les Pays-Bas ont été désignés par le congrès pour leur apporter de l'aide.

Les représentants des pays développés qui militent pour l'intégration des handicapés, notamment dans les écoles, les entreprises, ont pu mesurer l'avantage relatif de leur situation. Aussi, les perspectives fixées par M. Michel Rocard dans un message au congrès leur sont-elles apparues à la fois bien séduisantes mais encore lointaines : « La France », a dit le premier ministre, se veut porteuse d'un message d'espoir, celui d'accueillir toutes les richesses humaines, quelles que soient les différences, et de donner à chaque handicapé une vraie citoyenneté.

M. A. R.

EN BREF

■ Trafic d'armes libanaises : deux gendarmes en garde à vue. — Un gendarme mobile de l'escadron de Dijon, M. Gilles Bouvier, a été placé en garde à vue, jeudi 9 août, dans les locaux de la police judiciaire de Dijon. Ayant effectué une mission à Beyrouth, le gendarme

est interrogé sur les relations qu'il entretenait avec Patrick Schaller, l'un des policiers incrimés dans le trafic d'armes libanaises. Une expertise financière a permis d'établir le versement d'une somme de 100 000 F entre le gendarme et le policier (le Monde du 5 août). Par ailleurs, un deuxième gendarme, M. Fouad Ben Loub, de l'escadron de Bourgoin-Jallieu (Isère), est interrogé sur la réception d'une malle libanaise dont il se serait chargé.

■ Seldice dans une prison nouvelle. — Un détenu de dix-neuf ans, Djeloulkhi Makhoul, de nationalité française, qui purgeait une peine d'un an de prison pour vol, s'est pendu à l'aide de son pyjama mercredi 8 août dans sa cellule de la nouvelle prison de Luyne, près d'Aix-en-Provence, ouverte le 6 juin.

■ MEXIQUE : le cyclone Diana a fait plus de trente morts. — Le cyclone tropical Diana a balayé les 6 et 7 août la côte orientale du Mexique, puis il s'est dirigé vers l'intérieur du pays où il a perdu de sa violence. On a dénombré plus de trente morts, dont quatorze à Vera-Cruz, une dizaine de disparus et trois mille sinistrés. — (AFP.)

CORRESPONDANCE

Une lettre de Pathé Cinéma

M. Roger Thiesse, directeur général adjoint de Pathé Cinéma, nous écrit : Belphegor, Nana, Des grèves aux loups, L'été de la révolution, Les coulisses de l'exploit, Les grandes batailles, Quand la Chine s'éveille, etc., font partie des six cents heures d'émissions produites par notre société depuis l'origine de la télévision française. Toutes ont été diffusées et rediffusées en France et dans le monde entier. (...) Alors, comment imaginer que votre collaborateur puisse écrire, dans son article du 3 août, consacré à notre changement d'actionnaires : « Pathé produit également des séries télévisées (sans grand succès il est vrai) ? (...) Je vous serai très obligé d'atténuer l'atteinte portée à notre image, à notre crédit et à la valeur de notre patrimoine, en rappelant à vos lecteurs le nombre et la notoriété de nos productions, le talent et le succès de nos auteurs et réalisateurs.

[Le Monde présente ses excuses à Pathé Cinéma dont la contribution à l'histoire de la télévision ne peut être démentie. Le jugement — bafoué — d'un journaliste tendait plutôt à indiquer que la production télévisuelle de Pathé Cinéma n'est pas le cœur de son activité, ni ce qui rendait la société attractive pour d'éventuels acheteurs. Par ailleurs, le rapport annuel de Pathé Cinéma pour 1989 précise que le secteur audiovisuel n'a pas atteint les niveaux antérieurs sur le plan de l'activité, ce qui constituera un handicap pour les prochains exercices », et met en avant la production de deux séries, « Monnaie avec préméditation » et « Renseignements généraux », qui n'ont pas encore atteint la notoriété des œuvres citées par M. Thiesse. — M. C. I.]

L'été zoulou

Suite de la première page

Les polices urbaines ont interpellé une centaine depuis le début de l'année. Dix-sept d'entre eux ont été incarcérés. Un Antillais âgé de vingt-deux ans, Amstel Goma alias « Scorpion », a reconnu à lui seul avoir commis deux cents agressions dans la région d'Argenteuil (Val-d'Oise).

Lorsque le mouvement zoulou voit le jour dans les années 70 à New-York, il n'a pourtant aucune connotation violente. Son fondateur, le chanteur Afrika Bambaataa, est un ancien membre des Black Spades, un gang redouté du Bronx. Après la mort de son meilleur ami en 1975, il a décidé de lutter contre la violence et propose aux jeunes Noirs d'autres fois que celle du cran d'arrêt, une autre famille que la bande : la « nation zoulou ».

Candy, la reine

Sur fond de musique Rap, il invente des « défis » : des entre-danseurs, entre disc-jockeys ou encore entre « tagueurs » ou « artistes urbains » qui barolent les murs de graffitis multicolores (les tags) délimitant leur territoire. Le mouvement connaît un grand succès. En 1984, Bambaataa l'exporte en France. Le message est le même : non-violence, musique, drogue ni alcool. Cette nation à la mode française existe toujours, avec à sa tête une jeune « reine » intronisée par Bambaataa en personne, Hélène Grégoire, dite « Candy ».

Tous les amateurs de Rap et autres « tagueurs » parmi lesquels de nombreux beurs et Français de souche, ne sont donc pas des casseurs. Loin de là. Mais depuis 1988, le mouvement a dérapé. Certains jeunes Noirs de banlieue se sont affublés du titre de « zoulous » sans en comprendre la signification. Ils ont commencé à s'organiser en bandes à l'image des adolescents de Los Angeles ou de Harlem qui les ont fascinés dans des films-cultes tels que *Warriors* (les Guerriers de Walter Hill en 1979) ou *Coolies* (Couteurs de Dennis Hopper en 1983). Les pacifistes héritiers de Bambaataa leur refusent le droit de se proclamer ainsi, mais le mal est fait : dans l'esprit du public, les « zoulous » sont bien les nouveaux voyous des années 90.

Quelques-uns de ces jeunes âgés de quatorze à vingt-quatre ans viennent des Antilles, mais la plupart sont originaires d'Afrique francophone : Mali, Gabon, Sénégal, Côte-d'Ivoire... Arrivés en France ces dernières années pour s'entasser avec leurs parents dans

les villes nouvelles de grande banlieue, ils se retrouvent cantonnés dans des petits boulevards peuplés de « courriers », « tagueurs », ou, plus rarement, collégiens ou lycéens, parfois chômeurs. Et « zoulous ».

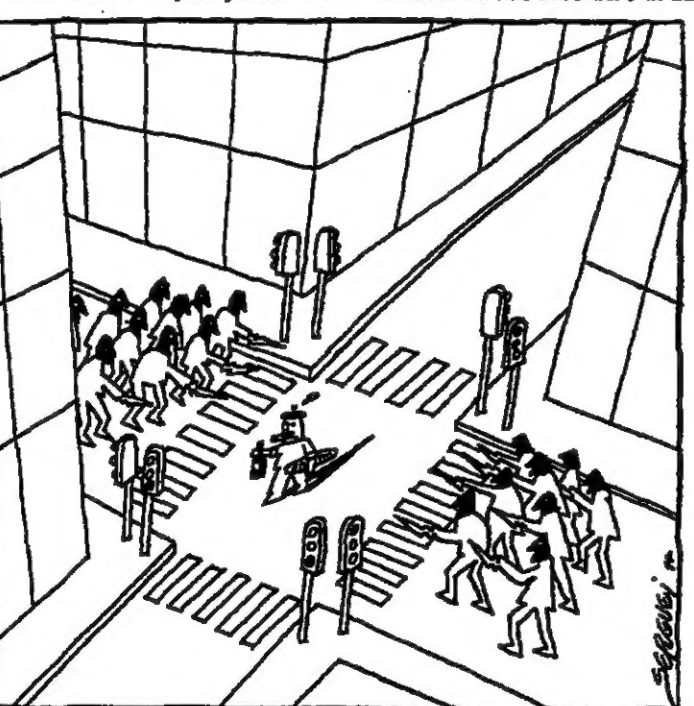
Bien qu'ils portent souvent une carte d'Afrique en médaillon, ils ont troqué le oulof ou le mandingue pour le verlan, qui fait des femmes des « meufs » et des « files » des « keufs ». Certains pratiquent la « pouille » (la « dépouille », l'agression et le vol) pour un blouson ou un baladeur. Souvent livrés à eux-mêmes au sein de familles disloquées (notamment pour les Guadeloupéens), ces fils métissés de l'Afrique et du Bronx, qui arborent bijoux brillants, casquettes à visières et jeans très amples, se rêvent aussi charismatiques qu'Eddy Murphy et plus forts que Myke Tyson. « Ils reçoivent la vie comme un vidéoclip », assure un spécialiste de la direction centrale des polices urbaines. « Une bande, c'est comme une seconde famille », assure un membre des Black dragons.

Dragon en kimono

Ces « familles » d'un nouveau genre se réunissent par exemple en petits groupes autour de la station de métro Mairie-de-Montreuil (Seine-saint-Denis). L'endroit n'a rien d'un coupe-gorge. Ni la zone ni le paradis, la banlieue, simplement : un centre commercial, une place, des platanes, une boulangerie, des vieux et des « zoulous ». Comme partout, ils passent des journées entières à crer d'une galerie marchande aux alentours du métro, à écouter le « rap » de Public Enemy, un groupe américain, ou celui de son équivalent parisien, NTM (« Nique ta mère », une insulte aussi ancienne que les HLM). Les filles esquissent des pas de danse. Les garçons évoquent la bagarre de la Défense, fantasme sur celles à venir. La violence banalisée. Comme à la télé.

Yves a vingt-quatre ans et un kimono noir. Cet Haïtien arrivé en France en février 1983, plombier de profession, est le chef des Black dragons, la bande la plus importante et la mieux structurée de la région parisienne, réputée pour sa haine des skinheads, les « crânes rasés » d'extrême droite (ennemis communs de tous les « zoulous »). Fort d'une cinquantaine de membres actifs et d'une centaine de sympathisants, les BD sont répartis en patrouilles dans toute la région : les Mantes religieuses, les Kamikazes, les Lions, les Tigres... A chacun son secteur, sa ligne de métro ou de RER.

Tous ont passé différents tests d'admission (combat contre un ou plusieurs adversaires, endurance aux coups...). Ils s'engagent à suivre un code d'honneur et de lois internes, à ne consommer ni alcool ni drogue, pratiquent les arts martiaux (boxe chinoise) et suivent des entraînements très poussés en commun. Leurs multiples affrontements avec les Requins juniors ont



fait plusieurs blessés graves en 1989.

Aujourd'hui encore, Yves reçoit des menaces de mort. Dans certaines cités, il est persona non grata. Lorsqu'il débarque dans le quartier de la mairie de Montreuil, il jette toujours un regard inquiet autour de lui. Des « Mendys », de jeunes Sénégalais, pour la plupart membres d'une famille du même nom, viennent souvent le provoquer. Suprême en jeu.

Le jeune homme passe en effet pour une « balance » auprès des policiers. Sans doute est-ce parce qu'il se présente comme une sorte de justicier face aux autres bandes accusées de s'adonner au vol (les Requins juniors) et à la « dépouille » (les Mendys). « Nous sommes pas des « zoulous », il ne faut surtout pas nous confondre avec les autres. Je ne suis pas le chef des voyous et des agresseurs. Ces mecs-là déshonorent la race noire. Les tuer ne sert à rien. Il faut les faire souffrir, les prendre et les cartonner. Après, ils ont compris ».

Cette technique de répression lui a valu quelques cicatrices et des séjours en prison, l'un pour avoir « planté un arbre », coupable selon lui d'une agression, l'autre pour avoir « niqué des files » (tabasse) qui frappaient un ami. Lors de cette seconde affaire, il portait sur lui un pistolet à grenaille, l'arme

fétiche des bandes car en vente libre dans toutes les armureries.

Des proches des Black dragons assurent que le jeune homme, sorte de chef charismatique adepte de Confucius et des rites vaudou, est sincère lorsqu'il dit combattre la délinquance. Mais tous se fient à l'ancien : « Certains font des conneries. Je suis débordé. J'ai dû

supprimer une patrouille, les Frères à la Défense. Ils avaient été déjoués. A la rentrée, tout sera réorganisé ».

En fait, la mode des bandes a pris une telle ampleur depuis quelques mois que les meneurs historiques ne maîtrisent plus leurs troupes. De nouveaux noms apparaissent chaque jour. Les alliances se font et se défont au gré des règlements de compte dans ce milieu où tout le monde se connaît. Pourtant, nul ne sait trop bien quels sont les effets en perspective. Des jeunes s'affublent parfois du titre de Black dragons ou de Requins juniors, alors qu'ils n'en font pas partie. « C'est la pagaille et cette situation favorise la violence. On ne sait plus pourquoi on se bat, confie un sympathisant des Requins juniors. « Les « zoulous » sont victimes de leur succès », résume un policier avant d'expliquer : « Le phénomène des bandes n'est pas nouveau mais avec ces jeunes blacks, il prend une dimension ethnique et sociale. La France découvre qu'elle a des banlieues ».

Paris, avec sa cinquantaine de bandes, n'est sans doute pas Los Angeles où six cents gangs sont répertoriés. Le phénomène concerne tout au plus quelques centaines de jeunes. Ils ne semblent pas liés au trafic de drogue et

l'intérêt que leur portent les médias est certainement disproportionné. Les Requins juniors, que certains annoncent forts de deux cents ou trois cents membres, admettent eux-mêmes qu'ils sont tout au plus une quarantaine. D'autres gangs prétendus redoutables se limitent à cinq individus ! Dans la capitale comme en banlieue, certains jeunes beurs ou Français de souche sont parfois plus dangereux sans pour autant appartenir à un clan quelconque.

Requins du dix-neuvième

Il reste néanmoins que tout est aujourd'hui réuni pour une aggravation de la situation. Les « zoulous » font désormais partie du paysage des banlieues. Dans tous les collèges de l'Essonne ou du Val-d'Oise — les deux départements les plus touchés — on en connaît autant sur les Derniers Salonds que sur la seconde guerre mondiale. A Belleville ou Sarcelles, on sait bien qu'une quinzaine de Requins vicieux (une bande du dix-neuvième arrondissement) sont tombés en 1987 pour diverses affaires de vols. Le mythe et les fantasmes se répandent plus vite que la violence.

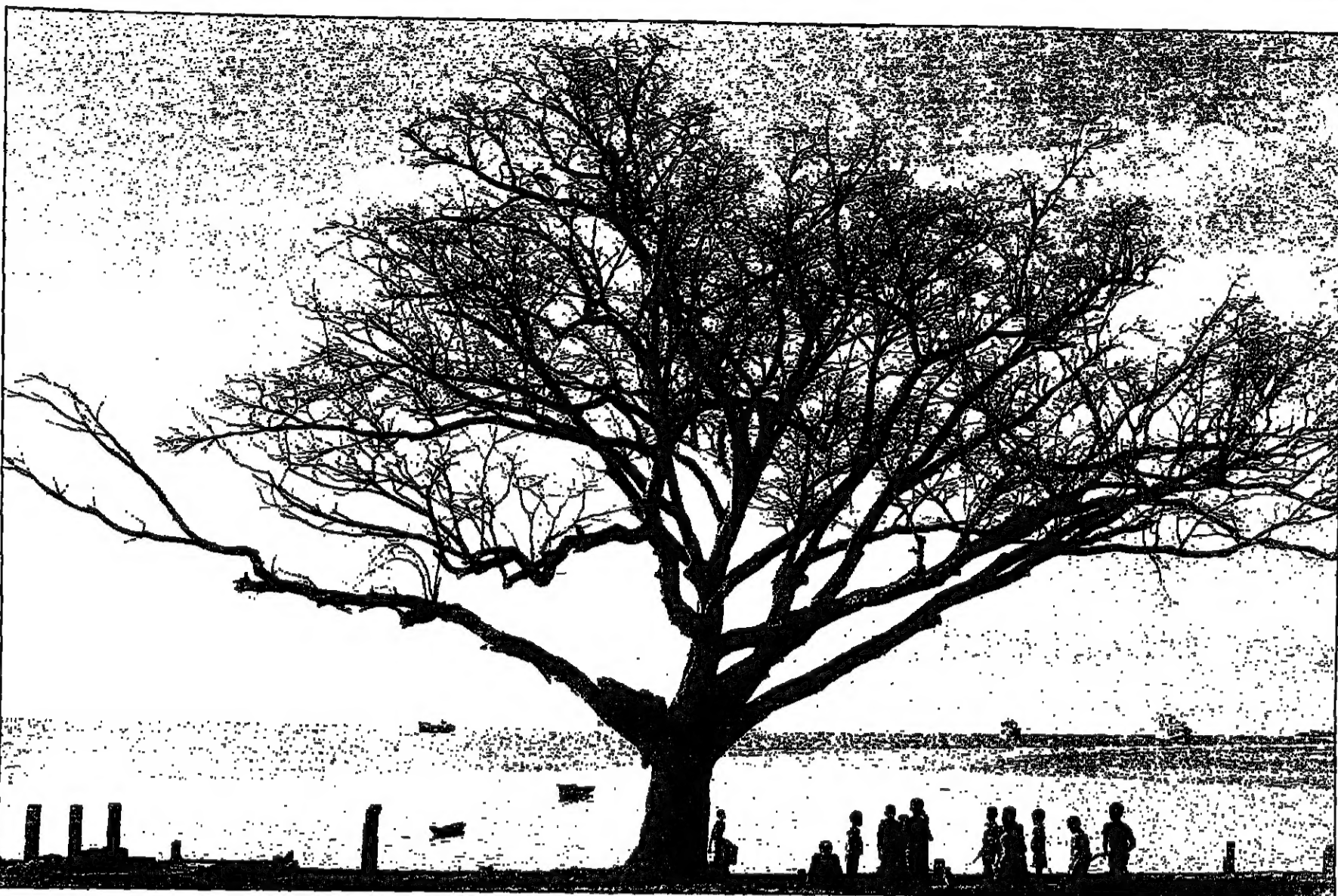
Conséquences de cet engrenage : des éléments de plus en plus jeunes sont enrôlés, les vols collectifs se multiplient, contre des mineurs en fugue (le Monde du 19 juin), ou les « meufs » d'autres clans, ce qui appelle toujours une vengeance. Plus inquiétant : des armes perfectionnées circulent désormais. Les « zoulous » ne sont contents plus de crans d'arrêt mais utilisent des revolvers achetés à Barbès. Enfin, si les policiers travaillent sur ces questions n'ont pas noté pour l'instant de tentative de récupération politique ou religieuse (intégrisme musulman), ou l'émergence d'un quelconque leader, ils remarquent tout de même la présence d'éléments âgés de plus de vingt-cinq ans, déjà considérés comme irrécupérables, donc dangereux.

« Il faut agir dès maintenant auprès des parents de moins de dix ans, injecter de l'argent dans les écoles. Il sera bientôt trop tard », recommande un policier. Paradoxalement, les « anciens » des différentes bandes, sont également convaincus de la nécessité d'intervenir, mais à leur manière. Yves, le chef des Black dragons, est formel : « Que les files nous laissent arranger cela entre nous. S'ils s'en mêlent, on entrera dans une logique de jeu de guerre : la police contre les bandes. Alors, ce sera vraiment New-York ».

PHILIPPE BROUSSARD

Le Monde SANS VISA

Fermée au monde par une révolution marxiste, ouverte aux étrangers depuis quelques années, la ville de Zanzibar s'est découverte un riche patrimoine architectural qu'elle ne sait encore ni protéger ni mettre en valeur.



Zanzibar à l'horizon

Le 12 janvier 1964, un univers s'est écroulé : une révolution marxiste venait de survenir dans l'île de Zanzibar, et cela un mois à peine après la fin du protectorat britannique, établi depuis 1890. Dans l'île des girofiers, l'histoire semblait s'être un peu arrêtée et la voilà qui revenait violemment ; le sultan fuyait sur son yacht, les Arabes qui peuplaient la vieille ville - Stonetown, la « ville de pierre » - étaient massacrés ; beaucoup d'autres quittaient la ville, tout cela parce qu'un commando mené par un Ougandais illuminé et par celui que certains appelèrent le

« Congolais » Karume, s'était emparé d'un dépôt d'armes et avait proclamé la fin de la féodalité... Le coup avait-il été préparé ? Par qui ? Nul ne le sut très bien, même si, les marrons une fois tirés du feu, l'Ougandais Okello dut laisser Karume les consacrer à sa guise avec son parti africain « Afro-Shirazi » - ainsi nommé en référence à la ville de Shiraz en Perse d'où venaient les premiers commerçants arabes installés dans l'île. Quatre mois plus tard, c'était l'union avec le Tanganyika et la création de la Tanzanie ; or Zanzibar ne fut pas abandonnée au socialisme bienveillant

et chaotique de Nyerere, mais garda son propre gouvernement et fut livrée au régime despotique de Karume où police politique et espionnage étaient la règle. L'assassinat de Karume en 1972 ne changea rien et il fallut attendre le début des années 80 pour que Zanzibar respire et s'ouvre à nouveau aux étrangers. La Maison des Merveilles, ancien palais du sultan, rebaptisée Maison du souvenir et Musée du parti afro-shirazi témoigne pour ces années troubles. Du haut de sa tour de trente mètres, d'où par temps clair on voit le continent, elle domine l'ancien fort portugais qui fait face à la rade de Zanzibar, une des meilleures de l'Afrique de l'Est, fréquentée depuis des siècles par des dhows amenés d'Arabie par la mousson du nord-est. Aujourd'hui, les dhows pêchent le thon autour de l'île et le port est en travaux pour permettre l'accostage de navires de plus fort tonnage. Le majestueux palais est fermé et personne ne visite plus ses trois étages de colonnades de métal, façon antique, importées de Glasgow il y a un siècle, qui, avec l'ascenseur, émerveillaient les visiteurs du sultan.

fermé au public : l'histoire qu'il raconte est trop simple et reste à écrire. Que faire de ce bâtiment ? La Communauté européenne veut bien aider à le restaurer, mais il faudra alors qu'il soit ouvert aux visiteurs et que Zanzibar soit réconciliée avec son histoire. La fortune de Zanzibar date de 1830, quand le sultan d'Oman, qui préférait les affaires à la guerre, quitta l'Arabie pour s'établir dans sa dépendance du Sud, et planta des girofiers dans cette île de Zanzibar où la présence arabe est attestée depuis une dizaine de siècles au moins par les fouilles archéologiques.

L'ivoire et l'ébène

Tout le commerce vers les Grands Lacs passe alors par Zanzibar, qui arme et finance les caravanes qui atteignent l'Afrique centrale par Tabora et Ujiji. Mombasa ne peut lutter avec ce puissant voisin ; l'interland de ce qui devait devenir le Kenya est alors des plus inhospitaliers et les Masais effraient les traitants. Les routes du Sud seront contrôlées par des négociants comme Tippu Tip, dont la superbe maison est aujourd'hui encore visible à Zanzibar, entre le port et le palais du sultan. Pourtant, ce commerce d'esclaves, d'armes et d'ivoire était menacé. C'est à partir de Zanzibar que Livingstone mène ses missions anti-esclavagistes qui finiront par aboutir à l'interdiction de la traite en 1884 et à l'érection d'une cathédrale anglicane sur le site de l'ancien marché aux esclaves.

En même temps, Stanley, pour le compte du roi des Belges, essayait de détourner le commerce de l'ivoire et des armes vers l'Atlantique. Dans un vain effort pour verrouiller cette route, Tippu Tip sera même nommé gouverneur de Kisangani en 1888. Il ne resta pas longtemps et son retour à Zanzibar marque la fin de l'âge d'or de la traite, quand l'empire commercial de Zanzibar s'étendait jusqu'au centre de l'Afrique.

La construction du chemin

de fer de Mombasa aux Grands Lacs, à travers le Kenya, devait définitivement détourner de Zanzibar le trafic de l'interland. Il restait heureusement les épices et en particulier les clous de girofle, dont Zanzibar était encore en 1914, avec une production de 14 000 tonnes, le premier producteur mondial, et quasiment le seul.

Les girofiers amenés de l'île Maurice s'étaient admirablement bien adaptés aux climats et aux sols de l'île ; une économie de plantation dominée par les Arabes s'était mise en place, qui avait réussi à surmonter sans trop de dommages la fin de l'esclavage.

Aujourd'hui, les girofiers ont vieilli, les plantations n'ont pas été entretenues après le départ de leurs propriétaires, et cette épice, naguère indispensable pour procurer des huiles essentielles en pharmacie et en parfumerie, est moins demandée ; là aussi, la crise frappe Zanzibar.

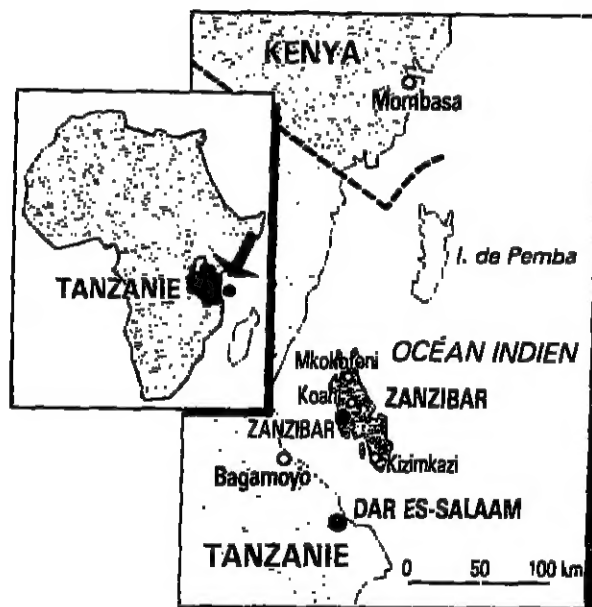
Le dernier sultan de la grande époque, Said Barghash, qui régna de 1870 à 1888, avait pourtant fait de Zanzibar une manière de capitale moderne. Outre son Palais des Merveilles, il avait fait amener l'eau potable en ville par des canalisations ; un chemin de fer reliait son palais d'été à la ville sur près de 10 kilomètres.

Autocrate libéral - tout est relatif ! - il avait su se montrer magnanime auprès de sa demi-sœur Salmé, qui, non contente

de se faire engrosser par un négociant allemand, s'était enfuie avec lui, l'avait épousé chrétiennement, devenant ainsi apostate aux yeux des musulmans, et avait eu l'audace de revenir narguer ses coreligionnaires en se pavant à Zanzibar durant une bonne semaine en 1885 ; elle était simplement venue réclamer une pension au sultan.

Elle était certes protégée par Bismarck, qui ne voyait pas d'un mauvais œil la promesse d'une dynastie germano-zanzibarite, issue des amours de Salmé et du négociant allemand. Le sultan Barghash refusa la pension ; Salmé écrivit son autobiographie (traduite en français en 1906 sous le titre *Souvenirs d'une princesse arabe*, rééditée en 1990 chez Karthala), continua à réclamer et obtint finalement gain de cause, en 1923, d'un des successeurs de Barghash. Ce dernier a aussi laissé le souvenir d'un souverain éclairé, amateur des arts ; c'est à lui que l'on doit, semble-t-il, l'introduction de la musique égyptienne à la cour, et le succès des orchestres de *taarab*, cette musique arabo-zanzibarite qui est aujourd'hui un des traits distinctifs de la culture urbaine de Zanzibar.

ALAIN RICARD
Lire la suite page 11



Fidel Castro en bonne place

Les galeries du palais s'ornent de photos des leaders du tiers-monde : Fidel Castro, un des premiers à être venu rendre visite à cette île-sœur, figure en bonne place, au milieu des documents qui retracent le martyrologe africain sous la domination arabe. Les succès du parti afro-shirazi sont aussi abondamment illustrés, de l'éducation gratuite pour tous à la suppression des bidonvilles par l'édification d'une sorte de Sarcelles tropical à côté de la vieille ville ; tout cela est pourtant bien oublié dans l'atmosphère de crise qui frappe la Tanzanie dans son ensemble, et Zanzibar en particulier, handicapée par les difficultés de communication avec le continent, submergée par une jeunesse au chômage.

Sans doute est-ce pour cela que le musée est aujourd'hui

SANS VISA

JEUX

échecs

N° 1397

UNE PLUIE DE MATS

(Tournoi de Podolsk, 1990)

Blancs : LANKA

Noirs : IONEIEV

Partie espagnole. Système fermé.

1. e4 e5
2. Cf3 Cc6
3. Fc4 Cc7
4. Fd4 Cc6
5. O-O Fc7
6. Fd3 Fd7
7. Fc4 Cc6
8. Fd3 Fd7
9. Fc4 Cc6
10. Fd3 Fd7
11. Fc4 Cc6
12. Fd3 Fd7
13. Fc4 Cc6
14. Fd3 Fd7
15. Fc4 Cc6
16. Fd3 Fd7
17. Fc4 Cc6
18. Fd3 Fd7
19. Fc4 Cc6
20. Fd3 Fd7

NOTES

a) Dans cette position bien connue du « système fermé » de la « défense Tchigorine », les Noirs peuvent aussi choisir entre deux autres suites importantes : 12... Cc6 et 12... Fd7.
b) Après l'ouverture de la colonne e, plusieurs stratégies sont possibles pour les Noirs, soit 13... Cc6, soit 13... Td8,

soit 13... Fd7. Le développement du F-D en b7 a joué d'une grande mode dans les années 50.

c) On s'est longtemps penché sur les suites 14.Cf1, Td8 ; 15.Fd3 ou 15.Fb1 ou 15.Td2. On estime aujourd'hui que la fermeture 14.d5 est la réponse la plus appropriée qui élimine toute possibilité de contre-jeu au centre par d6-d5 tout en laissant le Ca5 dans une situation problématique.

d) Une réplique douteuse. Il faut probablement rendre au F-D une activité sur une autre diagonale par 14... Fd8 ; par exemple, 15.Tb1, b4 ; 16.Cf1, Cb7 ; 17.Fd3, Fd7 ; 18.Tc1, Tf8 ; 19.Dd2, Da5 ; 20.Fb1, Fd8 ! avec égalité (Gligoric-Reshevsky, match de 1952), ou bien 15.b3, Fd7 ; 16.Cf1, Cb7 ; 17.Fd2, a5 et Cc5 et les Noirs ne sont pas mal.

e) Menaçant 17.Cx65, dxc6 ; 18.Dxd5.

f) Immobilisant le C-D noir dont l'activité est réduite à néant.

g) Une erreur stratégique. L'ouverture de la colonne f par 19... h4 ; 20.Fx4, Dd6 pouvant seule donner aux Noirs quelques perspectives de contre-jeu.

h) Et non 22.Cx65 à cause de 22... Fb4 !

i) Abandonnant sans raisons la colonne e. 23... Txc1 ; 24.Txc1, Cb7 ; 25.Tc6, Da7 ; 26.Cf1-h2, h5 valait mieux.

j) Menaçant de se libérer un peu par a5 et Cc5.

k) Bien sûr fort que 27.Txd6, Cxd6 ; 28.Fxd6, Fb6 ; 29.Fxb6, Dxb6 et les Noirs trouvent du contre-jeu. Les Blancs ne craignent pas pour le moment l'attaque 27... a5 à cause de la réplique 28.Fxb6 ! si 28... axd4 ; 29.Tad avec gain de la D.

l) Si 27... Cc5 ; 28.Tad6 !, Cxd3 ; 29.Dxd3, Fd7 ; 30.Cx65 !, Fxd6 ; 31.Fxd6, Tb8 ; 32.Txc6, Txc6 ; 33.Ch-g4. Cependant, 27... h5 est à considérer.

m) Immobilisant le R !

n) Si 29... Cc5 ; 30.Cx65 ! et si 29... a5 ; 30.Cx65, dxc6 ; 31.Tb6 mat ou

bien 30... axd4 ; 31.Cd7 mat. Dans cet embouteillage des pièces noires surgissent quelques mats.

o) Menace 31.Fxd6 !, Fxd6 ; 32.Tf7 mat.

p) Un quatrième mat est en vue : 31... Cg7 ; 32.Cxh7 mat et un sixième : 31... Fg5 ; 32.Tf7 mat.

q) Enfin mais trop tard.

r) Ou 33... dxc6 ; 34.Fxd7.

s) Pratiquement forcé.

t) Et non le septième mat 37... Rd5 ; 38.Cc3 mat.

u) Si 38... Rd4 ; 39.Txf4+, Cxf4 ; 40.Dxf4 huitième mat.

v) Si 39... Td8 ; 40.Txf4, g5 ; 41.Tf6+, Cx6 ; 42.Dg5 mat.

SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1396

N. BAUTINE (1926)

(Blancs : Rb7, Cc5, Fb6, e5, f4, f2). Noirs : Rd7, Fd4, d5, f7, g6, h7.)

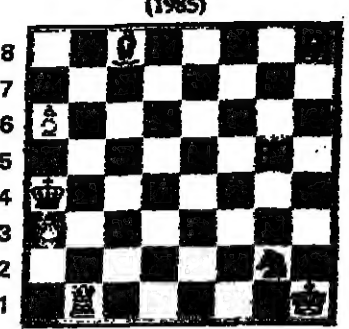
1. e6+ !, fxc6 ; 2.Ff5, fxc5 ; 3.Cc6, Rxc6 ; 4.Rc6, a3 ; 5.Ff7, a2 ; 6.b8-D, a1-D ; 7.Dd8+, Rf6 (la case f5 est

occupée par un pion) ; 8.Dh8+ et 9.Dxal avec gain.

ÉTUDE N° 1397

N. RIOUBININE

(1985)



BLANCS (4) : Rb1, Tb1, Pa3, a6. NOIRS (5) : Ra4, Tg5, Fc8 et b8, Cg2.

Les Blancs jouent et font nulle.

CLAUDE LEMOINE

bridge

N° 1295

LA DÉFENSE DE ROSS

Cette donne a été distribuée au cours d'une demi-finale du Grand National d'Amérique, auquel dix mille équipes ont participé. L'issue du match a dépendu du résultat du contrat de 4 Fiques qui aurait pu gagner, mais que le champion Ross arriva à faire chuter.

♠ 10 7 6
♥ 10 9
♦ A D V 4
♣ 10 9 4

♠ A R 9
♥ A R D 5 3 2
♦ 7 5
♣ A R D 8 3 2

Ann : N. don. E-O. vuln.

Sud Ouest Nord Est
Caslan Pender Letizia Ross
2♥ 3♥
4♣ contre passe

Ouest ayant entamé le Roi de Carreau, comment Caslan, en Sud, aurait-il pu gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

En fait, Caslan coupa, puis il monta au mort par le Valet de Trèfle pour jouer le 5 de Pique. Quelle a été la défense mortelle de Ross en Est ?

RÉPONSE

Ross en Est s'est précipité sur le Roi de Pique pour continuer Trèfle. Sud fit la Dame de Trèfle, et il joua la Dame de Pique prise par l'As de Ross qui s'empêcha de jouer... le 2 de Carreau sous la tierce majeure ! Ouest prit la main avec le 10 de Cœur et il rejoignit son dernier Trèfle pour la coupe d'Est et la chute.

Le déclarant aurait-il pu éviter cette coupe ? Oui, s'il imagine à la première levée le déroulement du coup. Il faut utiliser le fameux Coup sans nom : il consiste à ne pas couper l'entame, mais à jeter sur le Roi de Carreau le petit Cœur perdant afin que les adversaires ne puissent plus communiquer dans cette couleur quand la coupe à Trèfle sera ouverte.

INDISPENSABLE

RECONSTITUTION

Au moment où vont s'ouvrir en septembre à Genève les Olympiades paires et le Championnat du monde par équipes open, voici une donne de la demi-finale entre les USA et les Pakistanais aux précédentes Olympiades. Aux deux tables, on a trouvé la défense, et ce n'était pourtant pas facile pour Ouest qui ne voyait que sa main et celle de Nord (le mort).

♠ A 10 3 2
♥ 10 9 8 5 4
♦ R D 8 5
♣ V 10 7 3 2

♠ D 8 6 5 3
♥ A 7 3
♦ A D 9 4

♠ D 8 6 5 4
♥ A 7 3
♦ 8 6

♠ R V 7
♥ 10 9 4
♦ 10 6
♣ R 5

Ann : N. don. Pers. vuln.

Ouest Nord Est Sud
Weichsel Nisar Lawrence Nishat
1♣ 1♣
passe 1♣
passe 3♣
passe 3♣

Ouest a entamé le 5 de Cœur pris par l'As de Cœur d'Est et le 6 de Cœur de Sud. Est a continué avec le 7

de Cœur ouvert par le Valet de Cœur. Comment Weichsel en Ouest a-t-il fait chuter TROIS SANS ATOUT ?

NOTE

SUR LES ENCHÈRES
Il faut vraiment tirer sur la corde pour ouvrir avec la main de Nord. Mais, avec 3 points de distribution et la plus-value des deux 10, on arrive presque à 14 points.

L'enchère de « 2 Carreaux » au second tour était forçant. Elle ne promettait pas une couleur à Carreau, mais garantissait au moins 12 points conformément à la convention de la « quatrième couleur forçant » mise au point par les Anglais. Dece et Fintz dans les années 60. C'est un gadget très utile, mais assez difficile à manier.

PHILIPPE BRUGNON

dames

N° 386

LEÇON DE COMPLÉMENTARITÉ

Tournoi international de « Paris aérosportale club » 25 mai 1990 (série « Excellence »)

Blancs : CORDIER (Dijon)
Noirs : VAN BERKEL (Pays-Bas)
Ouverture : polonaise

1. 31-27 12-21 13-49-43 19-23
2. 37-31(a) 21-36 14-33-29(a) 24-33
3. 32-28(b) 26-37 15-37-32 28-37
4. 41-32 11-17 36-39-19 13-24
5. 46-41 6-11(c) 37-31-42 22-31
6. 41-37(d) 1-6 38-25-37(e) 8-13
7. 34-30 17-22 39-44-39 9-14(f)
8. 28-17 11-31 40-43-38 18-23
9. 36-27 19-23 41-39-33 13-18
10. 30-25 20-24(g) 42-37-32 6-11
11. 33-29 24-33(h) 43-36-31 11-17
12. 39-19 14-23 44-33-29(i) 14-19
13. 44-39 10-14 45-31-27 4-9
14. 39-33 7-11 46-40-35(j) 24-29
15. 35-30 11-17 47-35-30 18-22(k)
16. 33-29(l) 23-34 48-27-18 13-33
17. 30-29 18-23 49-30-34 19-30
18. 39-33 12-18 50-25-34 29-40
19. 37-31 5-10 51-38-18 40-44
20. 31-26(m) 8-12 52-45-40 44-35
21. 42-37 14-19 53-32-28 35-40
22. 47-41 10-14 54-28-22 17-28
23. 41-36 3-7(n) 55-18-12 28-39(o)
24. 37-31 7-11(p) 56-12-8 33-39
25. 33-28 15-20 57-9-3(q) 9-13
26. 48-42(r) 20-24 58-3-20 40-45
27. 38-44 3-8(s) 59-20-24 37-18
28. 43-39 17-22 60-42-38 45-39(v)
29. 28-17 11-22 61-24-39 18-22
30. 42-37 23-28(w) 62-38-32 50-45
31. 32-23 19-28 63-29-42 45-50
32. 38-33(x) 14-19 64-32-28(y) NULLE

NOTES

a) Ou 2.36-31 qui conduit parfois les Blancs à prendre dans un double enchaînement toute l'aile droite des Noirs. Voici un exemple, tiré d'une partie

entre l'ancien champion du monde, A. Molinard (Noirs) et l'ancien maître français Fayet, où ce double enchaînement vole en éclat sous l'effet d'une très belle combinaison en ... dix temps ! 2... (11-17) ; 3. 31-26 (6-11) ; 4. 37-31 (4-9) ; 5. 41-36 (12-18) ; 6. 44-39 (2-7) ; 7. 39-33 (7-12) ; 8. 44-39 (2-7) ; 9. 34-29 (23-34) ; 10. 39-30 (18-23) ; 11. 30-25 (12-18) ; 12. 50-44 (23-29) ; 13. 33-24 (20-29) ; 14. 38-33 (29-38) ; 15. 42-33 (19-24) ; 16. 44-33 (Noirs exécutent la combinaison en dix temps) ; 16. (04-29) ! 17. 33-24 (14-20) ; 18. 25-14 (10-30) ; 19. 35-24 (18-23) ; 20. 28-19 (8-12) ; 21. 19-8 (15-20) ; 22. 24-15 (4-10) ; 23. 15-13 (12-18) ; 24. 13-22 (17-20) ! (dame) ; 25. 26-17 (32-22) !, splendide !

Autre exemple de variante de début en roque : 2... 33-29 (11-17) ; 3. 39-33 (11-17) ; 4. 44-39 (2-7) ; 5. 39-33 (12-18) ; 6. 33-28 (19-23) ; 7. 28-19 (14-23) ; 8. 38-33 (6-11) ; 9. 50-44 (11-17) ; 10. 33-28 pour faire sauter l'enchaînement (Gantwarg-Wierbma, match mondial, 1979).

b) Parmi de multiples continuations, on peut citer : 1. 41-37 (20-24) ; 4. 33-28 (14-20) ; 5. 39-33 (10-14) ; 6. 44-39 (5-10) ; 7. 49-44 (19-24) ; 8. 47-41 (13-19) ; 9. 34-30 (25-34) ; 10. 39-30 (20-25).

BOM-KRAAN, Apeldoorn, juillet 1988

c) Loin du tournoi international de Groenigen d'août 1988, KUPPERMAN (Blancs) et BUURKE (Noirs) poursuivirent dans la prudence : 5... (7-11) ; 6. 36-31 (1-7) ; 7. 41-36 (19-23) ; 8. 28-19

(14-23) ; 9. 42-37 (10-14) ; 10. 34-30 (14-19) ; 11. 30-25 (17-22) ; 12. 25-14 (19-10) ; 13. 40-34 (11-17) ; 14. 47-42 (9-14), etc. Un début à bien connaître pour qui ne recherche pas le risque.

d) Les Blancs ont pu développer rapidement et dans de bonnes conditions leur grande diagonale.

e) Interdisant 11... 39-34 (24-30) ; 12. 35-24 (14-20) ; 13. 25-14 (10-28), nulle quatre pions.

f) Meilleur que 11... (28-34).

g) Comptant plusieurs temps d'avance, les Blancs effectuent un mouvement de repli.

h) Pour le moment, les Blancs ne cherchent pas à investir la case 28 puisque tout serait à refaire, et plus tard, après 28-19 et (14-23).

i) Si la stratégie des Noirs supposait le maintien de la pièce 3, 9 et 14, il eût été préférable de jouer 23... (2-8).

j) Face au regroupement constant des forces adverses sur l'aile gauche, les Noirs renforcèrent leur trébuchet.

k) Stratégie silencieuse par laquelle les Blancs s'apprêtent à faire face aux coups qui suivraient l'éventuelle sortie du pion à 3.

l) La sortie du pion pivot qui a pour conséquence de créer une évidente faiblesse sur l'aile gauche des Noirs en l'absence désormais de la pièce 3, 9 et 14.

m) Le jeu, sur cette attaque au contre, prend un tour nouveau qui recèle une multitude d'interrogations.

n) Ce coup de position doit s'analyser

comme l'esquisse d'un mouvement tactique modifiant une nouvelle fois sensiblement la répartition du jeu.

o) La nouvelle donne à l'initiative des Blancs, qui font pièce à la pression.

p) Quand tout est à construire sur des bases différentes en tout point ; il faut voir dans cette mutation une marque parmi tant d'autres du caractère évolutif du jeu.

q) Interdisant 40... 39-33 (14-20) ; 41. 25-14 (13-19) ; 42. 14-23 (18-49) ou (18-47), dame, +.

r) Cette occupation du centre précède la mise en action du pion 31 pour le contrôle de la case 27, hautement stratégique à l'approche de la fin de partie.

s) La tension monte avec le risque d'être pris par le temps.

t) Sans doute plus fort que 47... (9-14), qui interdit toutefois : 47... 48... 45-40 (17-22) ; 49. 28-17 (29-23) ; 50. 38-29 (23-45), N+.

u) 48... 42-37 ; les Noirs disposent alors du gambit avantageux, sinon, 48... (16-21) ; 49. 27-16 (12-23) ; 50. 16-11 (ou... 7) (22-31) ; 51. 11-22, N+.

v) Possédant quatre pions contre deux, les Noirs ont tout intérêt à s'assurer sans retard deux passages à dame en vue du gain.

w) Dame.

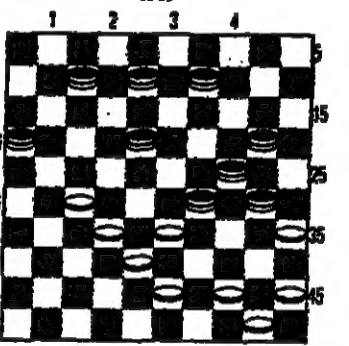
x) Une dame contre trois pions et c'est la nulle dans ce final où les Blancs ont donné une leçon de complémentarité entre une dame et un pion.

Ce sixième Tournoi international de « Paris aérosportale club » a réuni 184 participants (record de la spécialité). La barre est placée à plus de 200 pour 1991. Bravo pour M. ALMANZA !

PROBLÈME

M. COUPLET (Boulogne)

1989



Les Blancs jouent et gagnent. Nouveau problème de ce « maître polytechnicien » pour les lecteurs du Monde.

SOLUTION : 27-22 (18-27) (18-27) ; 33-32 (29-40) ; 45-11 (27-38) ; 33-30 (24-35) ; 1-29 (38-43) ; 29-40 (35-44) ; 50-48 L+.

JEAN CHAZE

mots croisés

N° 624

HORIZONTALEMENT
1. On en trouve en cette saison.
- II. Mettaient face à face. Peine à peine.
- III. Métal précieux. Peut être rapide, sauf lorsqu'il est doublé.
- IV. Sera mangé ou évaqué. Ont leurs cycles.
- V. Fait des rameaux. Sans elle on perd la partie. Va son chemin.
- VI. S'en va. Choisis ses mots.
- VII. On les chasse toujours. Gros ou maigre, qu'importe s'il fait plaisir. De droite à gauche, cela fait des

sous. - VIII. A la mode. Donnent pourtant des résultats. - IX. On ne peut l'accuser d'être pesant. Elle ne peut se plaindre d'un manque de considération.
- X. Font de l'effet.

VERTICALEMENT
1. Font rarement rire.
- 2. Qu'elle est fatigante !
- 3. C'est tout un programme. En chaîne.
- 4. Quand il est posé, c'est bien. Fréquentées par les 1 et les 1.
- 5. C'est l'épouse. Fatiguée.
- 6. Il s'étale complaisamment. A la menthe.
- 7. On a su l'apprécier. Note.
- 8. Article. Très italien.
- 9. A quelque chose à voir avec le premier du 4.
- 10. Le tout est d'y mettre un pied. Dernier acte.
- 11. En rade. Prépare le festin de l'après-midi.
- 12. On lui retire le plus gros. Article d'ailleurs.
- 13. Cherchent le contact.

SOLUTION DU N° 623

HORIZONTALEMENT
1. Cancrologue. - II. Orion. Ténors. - III. Méandres. UGC. - IV. Poivrade. Ster. - V. Option. Mutai. - VI. Sa. Viagère. - VII. Ignition. Lie. - VIII. Teia. Sauvageur. - IX. Plis. Sotte. - X. Uratès. Iton. - XI. Rassasibrent.

VERTICALEMENT
1. Compositeur. - 2. Aréopage. Ra. - 3. Nihil. Nipas. - 4. Conviatives. - 5. Endroit. Ita. - 6. Renaissance. - 7. Ode. Goa. Si. - 8. Les. Menus. - 9. On. Sûr. Voir. - 10. Gouttelette. - 11. Urga. Luto. - 12. Escrimeur.

FRANÇOIS DORLET

anacroisés

N° 626

HORIZONTALEMENT
1. ACHILLOS. 2. AAGROSS (+ 2).
- 3. INORRU. - 4. ACHILLOS. - 5. ABELNOS (+ 1). - 6. EINNOST. - 7. ABEILRT (+ 1). - 8. ABEILRU (+ 1). - 9. AANORTU. - 10. EINNST. - 11. EINNST. - 12. EINRTU. - 13. ABEILTU. - 14. CELOSSU. - 15. AENNNO. - 16. EELITU. - 17. EEEIMNS (+ 1). - 18. EENORUX. - 19. EINNSS. - 20. ACHILRT (+ 1). - 21. EEEIMSZ.

VERTICALEMENT
22. ELNRTTU. - 23. AILNOST (+ 2). - 24. AACEENR. - 25. CEENNU. - 26. AILMT (+ 2). - 27. EINORT. - 28. EEEILNNS. - 29. AILNRTTU. - 30. EELILORS. - 31. AENORST (+ 3). - 32. EERTVX. - 33. AAIMNRT (+ 1). - 34. AELMOSU (+ 1). - 35. AAEENNU. - 36. EEEIMRSS. - 37. CEENQSU. - 38. AELSSUU. - 39. AEGINTUX. - 40. DENOORS. - 41. AAIMNST. - 42. AELMNST (+ 3).

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent ces lettres indiquent le nombre d'anagrammes possibles, mais inséparables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

SOLUTION DU N° 626

1. MARXEN. - 2. OURAGANS. - 3. AUSSITOT (TOUSSAIT). - 4. VERNALS, de Véroine (VERAISON). - 5. ETRIERS (RETIRES, RETIERS, TRIERS). - 6. NAISER (RESINAL). - 7. COMPRISE. - 8. DRIVERAS (VERDIRAS). - 9. ROMERAIE, lieu planté de roisiers. - 10. SCIANTE (NATICES, CASTINE). - 11. ILLYRIEN. - 12. PETANQUE. - 13. EUSSENT. - 14. RESUMAIT (MAURISTE...). - 15. DEBINAT. - 16. TARIERIEZ (TRAIRIEZ). - 17. ECOURTAI (COUTERA). - 18. EPERLAIN. - 19. MINUTEUR. - 20. MEVENDRA. - 21. PARSEME

(AMPERES, ASPERME, EMPARES). - 22. IRONIE. - 23. RUBRAIN, relatif aux banlieues (BRUNIRA). - 24. OTOSCOPE. - 25. IONISER (IRONIES, IRONISE). - 26. NEMORAL, qui vit dans les forêts (NORMALE). - 27. ERADICUA. - 28. NATRAI (RATINAI, TRINAI, RATINAI). - 29. LUSTAI (INSULTAI, LUTINAI). - 30. LUSTAI (LUSTAI). - 31. USERONS (SUE- RONS). - 32. RONDIRAL, relatif aux ardoises (NORDIRAL). - 33. CHISTRA (CHARLES, CITHARES). - 34. ATROPHIE. - 35. ANNESE (SEMANE). - 36. ATERIEN (ARETINE). - 37. CANZONE. - 38. SYSTEME. - 39. FESTINER, festoyer (FREINTES, INFESTER).

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET

سكز لمن لامل

SANS VISA

LA TABLE

Merlans

En colère ou en lorgnette, frit ou poché ; la chair la plus fine de l'océan

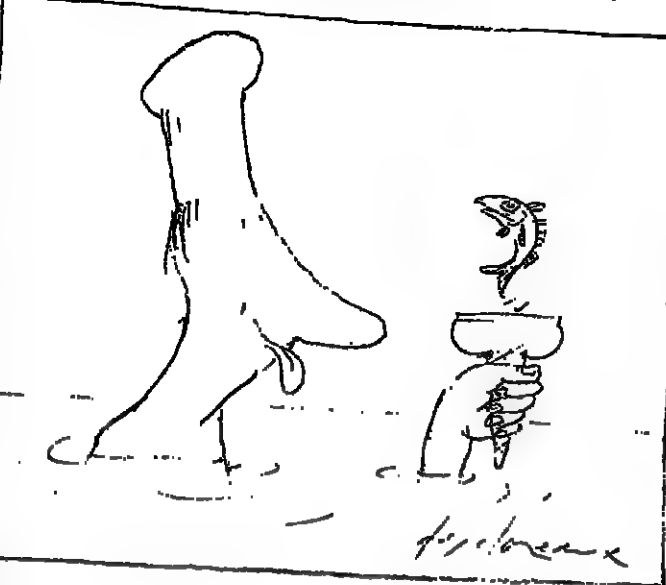
LE merlan, un sorbet de la mer ! L'expression est de Jammes de Coquet qui signale par là sa chair légère et transparente. De digestion facile, c'est un des meilleurs poissons de mer. Et pourtant...

Nourriture populaire (un proverbe ancien le désignait « viande de postillon »), moins coûteux que soles, turbot et autres poissons du socles, bien, eux, ses mérites. Même s'il est un « gadié », c'est-à-dire un cousin de la vulgaire morue !

C'est, aussi, qu'il faut savoir l'achever car, pêché au filet, il perd ses écailles, s'écroule ou s'amollit puis, éviscéré, il vous faudra donc un poisson « de ligne », de taille moyenne et, bien sûr, éloigné de la période de fraie qui rend sa chair molle et fade.

On chantait, dans ma jeunesse : « Si les merlans ont l'air lent, c'est qu'ils ont les rends lents », et chaque bonne brasserie ou presque affichait sa carte le merlan frit. Pour ce faire, on le farinait d'œuf, au préalable, on le donnait aux perruquiers puis on le faisait frire.

Le simple merlan frit (on lui garde la tête, le vidant par les ouïes et une incision sous le ventre) devait inspirer les chefs qui imaginaient de le faire se mordre la queue, d'où le merlan en



colère. Ils n'eurent point à s'en mordre les doigts car ainsi paré à l'anglaise et frit, entouré de persil frit, le plat est plaisant à regarder avant d'être dégusté (1).

Mais cela exige du doigté, une huile de friture impeccable et le simple merlan frit n'est point si courant aujourd'hui. Il figure sur la carte de

tous les Fouquet's, bien évidemment. Sous le nom de merlan Colbert parce que, pané à l'anglaise, on lui a, préalablement, ôté les arêtes et on l'accompagne d'une sauce (plus exactement d'un beurre « maître d'hôtel »). De même, il se devait de ne pas manquer à la carte du Grand Colbert (2, rue Vivienne). Et on le retrouve au Pro-

cope (13, rue de l'Ancienne-Comédie).

Vous aimerez aussi le merlan au persil frit tout simple (mais d'une fraîcheur indiscutable) de chez Lasserre ou de Laurent (un détail : ce persil frit doit être crouquant, sans laisser goût de gras et, légèrement poudré de sel, devient ainsi un véritable légume d'accompagnement).

On a oublié le merlan en lorgnette : le poisson fendu de la tête à la queue est défilé de ses viscères et de l'arête, la paroi ventrale coupée et les deux filets restants sont roulés, attachés à la tête formant ainsi une grande brochette panée à l'anglaise et frite. Passons.

A signaler encore le merlan Berthomier de Cocoonas (2 bis, place des Vosges) ouvert en deux, sauté, citronné et poivré avant d'être chapeluré et poché dans un mélange de vin blanc, fumet de poisson et beurre fondu, au four. Une vieille tradition, dont Claude Terrail est fier, veut qu'il s'agisse ici d'un « poussou », c'est-à-dire un merlan de Méditerranée. Comme ses frères de l'Atlantique et de la Manche, il a les écailles molles, le nez pointu, mais est teinté de bleu à l'intérieur de la bouche et des branchies.

LA REYNIÈRE

(1) Le merlan frit en colère, vous le trouverez chez Paul Chêne, 123, rue Lauriston (16^e). Tél. : 47.27.63.17.

VOYAGE

Zanzibar à l'horizon

Suite de la page 9

Ces années de la traite et du négoce marquent aussi l'expansion du kiswahili, devenu langue véhiculaire de l'Afrique de l'Est, de la côte aux Grands Lacs. Zanzibar a donné sa langue à cette région de l'Afrique ; le dialecte de Zanzibar est aujourd'hui le dialecte de référence du kiswahili standard, langue nationale de la Tanzanie et du Kenya, parlée et comprise de tous, soit de plus de 50 millions de locuteurs. Et la ville possède un institut de kiswahili, seul et unique en son genre en Afrique de l'Est.

Zanzibar ne s'est pas encore remise des événements de 1964 : la population de la « ville de pierre », qui était de 15 000 habitants, a baissé de près de 20 % dans les années qui suivirent, avant de revenir se stabiliser autour de ce chiffre qui représente 10 % de la population de la cité. C'est dans la « ville de pierre » que résidait l'essentiel de la population arabe, dans des maisons à étages, construites autour d'un patio-puits de jour, et dont les parties habitables étaient situées dans les étages supérieurs et sur la terrasse.

Ces demeures, type achevé de la maison swahili, sont aujourd'hui en piteux état ; dès avant la révolution, leurs propriétaires arabes étaient souvent ruinés, au profit des Indiens, et notamment des ismaéliens, et la révolution n'a rien arrangé ! En 1983, une étude des Nations unies a montré la dégradation du patrimoine bâti de la « ville de pierre » : les maisons commencent à s'effondrer, et dix personnes ont péri sous leurs décombres dans la seule année 1984. Ces 200 hectares coincés entre le palais du sultan, sur la mer, et Creek Road, aujourd'hui artère commerçante, jadis bras de mer formant une petite île, fourmillent de mosquées - il y en a quarante-huit - perdues dans un feuillage de ruelles sombres, prises entre les bâtisses swahilies ou indiennes de trois ou quatre étages, aux façades lépreuses.

Les demeures abandonnées par leurs propriétaires, souvent omniais, ont été squattées, puis nationalisées et louées à leurs nouveaux occupants, la plupart du temps venus de la ville africaine, de l'autre côté de Creek Road ; là où il y avait une famille, il y en a

aujourd'hui dix qui font chacune la cuisine au charbon de bois.

Le tourisme semble être une des seules possibilités de développement de Zanzibar, et cette ville arabo-islamique présente des atouts que ni Lamu (Kenya), trop grand port cosmopolite, ne peuvent offrir ; il fallait donc agir : ainsi a été créée en 1986, à l'initiative des Nations unies, une mission de conservation, la Stone Town Conservation and Development Authority.

La « ville de pierre » n'est pas morte pourtant : elle est toujours habitée par une population d'artisans et de commerçants affables, même si leurs activités semblent tourner au ralenti. Deux mille cinq cents édifices ont été répertoriés : un tiers appartenant à l'Etat, un tiers à des associations islamiques (Waqf), un tiers à des particuliers. L'Etat a non sans mal accepté de revendre une partie de son parc immobilier à des particuliers ; plus de trois cents maisons rachetées par leurs anciens propriétaires omniais... Mais les prix flambent, à mesure que s'allonge la piste de l'aéroport, qui, grâce à un financement omniais, pourra bientôt accueillir les gros porteurs de Gulf Air et des autres compagnies ; aussi les acquéreurs, censés restaurer leurs anciennes maisons, voient maintenant dans l'arrivée de touristes, voire d'amateurs de résidences secondaires au cachet original, une occasion de faire de bonnes affaires.

Maisons menacées de ruine

Or l'Etat ne s'était pas donné les moyens de parer à cette éventualité. Une clause de cinq ans d'interdiction de revente vient d'être introduite dans le cas de privatisation de ces anciens « biens nationaux » : il ne faudrait pas décourager les investisseurs alors que les maisons sont menacées de ruine ! Le Parlement de Zanzibar est peu préparé à passer aussi brutalement du train-train socialiste à la régulation d'un marché immobilier. Tout le travail d'Ahmed Sheikh, responsable de la Stone Town Conservation and Development Authority, est de veiller à ces aspects législatifs tout en contrôlant les aspects architecturaux de la rénovation qui ne sont pas moins préoccupants.

Ainsi le département technique de sa mission vient de retrouver et de mettre au point des techniques de préparation de la chaux qui s'étaient perdues ; ces types d'enduits, pourvu qu'ils soient bien dosés, sont idéaux sous ce climat, alors que le ciment, bien plus facile à se procurer, est à

proscrire. Il faut former les fundi - les artisans - nombreux ici, qui ont perdu les procédés et les tours de main anciens. On trouve les menuisiers capables de sculpter les portes qui contribuent au charme de ces maisons, avec leurs arabesques enchevêtrant des fleurs de lotus, mariant l'Arabe et l'Inde ?

Pause-prière à la mosquée

Personne ne sait plus sculpter ces motifs, encore repris en Inde, et le gouvernement indien n'a toujours pas fourni le coopérant demandé. Il faut des menuisiers, des plâtriers, des stucateurs. La Communauté européenne se propose de prendre le relais des Nations unies pour la conservation du patrimoine ; l'ambassade de France envisage de restaurer l'ancien hôpital de la mission anglaise pour en faire un centre culturel ; les ONG allemandes et scandinaves, très présentes en Tanzanie, vont fournir quelques artisans « compagnons » pour former aux anciens métiers du bâtiment les artisans zanzibariens.

Le raz-de-marée touristique venu du Kenya - quatre cent mille touristes cette année, un million l'an prochain - va-t-il submerger Zanzibar ? Le promeneur a du mal à le croire, qui goûte le charme rétro de noms désuets comme « hôpital Lénine », ou « lycée Ben Bella ».

Quelques coopérants se risquent dans des ruelles fraîches où des barbus tapent le carton, assis en tailleur à l'ombre des mosquées. En est été 1990, la grande affaire était la Coupe du monde de football, dont les résultats s'inscrivaient quotidiennement à la craie sur un tableau noir, rue de Goa. Tout près de la cathédrale catholique et face à la nouvelle mosquée saoudienne, dont le minaret a la politesse de ne pas surplomber la tour. La plupart des mosquées sont ici discrètes. Les

ibadites, dont l'empreinte marque l'islam zanzibari, affectent un égalitarisme du principe : faute de minarets et de mihrabs proéminents, leurs mosquées se fondent dans le tissu urbain. La pause-prière à la mosquée du coin fait partie de la vie quotidienne. Quant au buhvi, cet étrange voile noir venu de l'Hadramout au début du siècle, les femmes l'arborescent avec nonchalance, et même un rien de provocation ; vingt ans de socialisme et d'éducation égalitaire ont émancipé les filles de Zanzibar, qui parfois portent des shorts sous leur buhvi...

Dans le quartier de Malindi, près du port, de vieux messieurs arabes parlent encore de « Sa Hautesse », le sultan, avec respect... L'héritier du trône est aujourd'hui à Oman, d'où il envoie, comme les autres émigrés de l'importante diaspora zanzibarienne, des mandats aux membres de sa nombreuse famille demeurés dans l'île...

Zanzibar, « terme alphabétique de l'errance », écrivait Alain Borer dans son beau livre sur Rimbaud, faisant allusion à l'obsession du départ à Zanzibar qui se manifeste dans la correspondance du représentant à Harar de la maison Bardey. Alain Borer se trompe : Zanzibar n'était pas un terme, c'était un début. Rimbaud connaissait Stanley, et il savait que tout commençait à Zanzibar pour un traitant d'envergne. Qu'en est-il un siècle plus tard ? Les Omanais ouvrent un consulat, l'Agis Khan investit ; certains se prennent à rêver d'un avenir style Singapour ou d'un statut d'indépendance... Un peu trop parfois : l'ancien premier ministre est en prison depuis deux ans pour avoir trop voulu accélérer ce mouvement... Zanzibar est-elle au terme de son errance politique ? Rien en tout cas ne sera plus pareil, et bien peu regretteront les sombres décennies qui viennent de s'écouler !

ALAIN RICARD

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES	GOBELINS	REUILLY-DIDEROT	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
RELAIS BELLMAN, 37, r. François I ^{er} , 47-23-54-42. Sam. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche. (Fermé en août)	ENTOTTO, 45-57-58-51. F. dim. 143, r. L.-M.-Nordman, 13 ^e . Spécialités éthiopiennes. (OUVERT TOUT L'ÉTÉ)	SAPNA, 160, r. de Charenton, 12 ^e . F. lundi. 43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuis. raffinée. (OUVERT TOUT L'ÉTÉ)	LA FOUX, 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux. (OUVERT TOUT L'ÉTÉ)
MAUBERT-MUTUALITÉ	CHIENG-MAI	SAINT-AUGUSTIN	TROCADERO
142, av. des Champs-Élysées, 43-58-20-41. COPENHAGUE, 1 ^{er} étage. (F. août). FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ. (OUVERT TOUT L'ÉTÉ)	12, r. Frédéric-Sauzet, 5 ^e . 43-25-45-45. F. dim. déj. 90,30 F. s.c. (Fermé du 5 au 17 août)	LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8 ^e . 45-22-23-62. Dîner périgourdin 130 F. s.c. (Fermé pour travaux jusqu'en septembre)	P. GAILLARD, 70, r. de Longchamp. F. dim. et son. soir. 47-27-43-41. Cuis. classique. (Fermé en août)

CINÉMA

Les charmes de la parabole

A l'occasion de la sortie du film de Mahmoud Zemmouri, « De Hollywood à Tamanrasset » portrait de l'Algérie envahie par les antennes

ALGER

de notre correspondant

Pour les partisans du FIS, elles sont d'abord l'instrument du diable, des antennes « paraboliques » dressées contre l'islam et promises dès que possible à l'interdiction. Pour les autres, elles sont des ancrages de rêve, fragile moyen d'évasion d'une société d'où s'ennuient l'ennui et le désespoir. Pour tous, elles sont un sujet de passion.

Aucune statistique officielle ne permet de dénombrer ces disgracieuses soupçonnées géantes qui encombrent les toits d'Alger, voire, par peur des vols, les balcons. Le phénomène en tout cas touche aujourd'hui villes et villages, contaminant des millions de télé-spectateurs. Paradoxe savoureux : alors que l'Algérie est en passe de rejeter le socialisme, la parabole réhabilite le collectivisme sauvage en assurant avec une seule antenne le câblage de centaines de foyers qui captent ainsi les chaînes françaises et étrangères, y compris Canal Plus qui semble ici se jouer du décodage.

La « parabole » est apparue en Algérie il y a quelques années. D'abord réservée aux riches, l'épée à bientôt gagné les autres couches de la population, même les plus modestes, apportant la fortune aux malins qui avaient su flairer l'importance du marché. Aux installateurs plus ou moins compétents sont venus se joindre d'astucieux algériens. La chronique algéroise regorge d'anecdotes édifiantes sur les « spécialistes » qui vendent pour neuf du matériel de seconde main ou qui empochent l'argent des associés d'images puis disparaissent sans laisser d'adresse. Malgré tout, la demande demeure forte, témoin du dynamisme d'un marché abordé en pleine anarchie, sans que les pouvoirs publics aient voulu ou pu réagir.

Car dans un pays où, encore récemment, l'Etat s'occupait de tout, l'antenne parabolique a sans

doute été le premier terrain entièrement laissé à l'initiative privée, générant escrocs et profiteurs au premier rang desquels figurent ceux qui, après avoir acheté et installé leur parabole, y ont, moyennant redevance, relié tout leur quartier. L'importation du gadget revient, toutes taxes comprises, à quelque 60 000 dinars (environ 37 000 francs) et il suffit de câbler une vingtaine de voisins pour amortir la dépense. Mais les « branchés » sont souvent bien plus nombreux, assurant de confortables profits aux propriétaires de la merveilleuse antenne.

La course aux programmes

Encore faut-il y ajouter les profits induits, plus modestes mais non négligeables. Aucun magazine algérien, orgueil national oblige, ne donne les programmes des chaînes françaises ! Voilà un excellent créneau laissé également à l'initiative

privée : pour 10 dinars, tel kiosque du centre d'Alger vend sous la ganache la photocopie des programmes du Monde, dont le supplément hebdomadaire du dimanche-lundi demeure une denrée recherchée. D'autres débrouillards se font envoyer par télécopie, de Paris, les programmes. Ronçonnés, ils sont ensuite proposés au porte-à-porte à une clientèle d'« abonnés » fidèles.

Les islamistes qui mènent le combat contre les paraboles et l'idéologie « anti-islamique » qu'elles véhiculent, auront dans ces conditions fort à faire pour enrayer la progression du virus. Ici et là, après leur victoire électorale du 12 juin, ils avaient bien mené quelques actions d'intimidation (le Monde daté 24-25 juin) mais la campagne semble aujourd'hui suspendue. Comment en effet lutter contre le seul moyen d'échapper un peu à l'ennui qui étouffe toute la société ? En plein désert culturel, alors que les cinémas mis à sac,

sont désertés par les amateurs, il est difficile de fermer le seul robinet qui dispense un peu de rêve...

Si les mêmes séries américaines inondent la télévision algérienne et française, la différence est en revanche flagrante en matière d'information. Les Algériens constatent ainsi, non sans aigreur, que les chaînes françaises sont souvent plus rapides qu'eux à rendre compte de l'actualité locale, allant même, comme la Cinq au lendemain des élections, jusqu'à organiser entre les principaux responsables politiques du pays « le » débat qui compte.

Pis, la langue utilisée par les présentateurs algériens - un arabe classique modernisé à l'usage des médias - n'est pas toujours comprise des téléspectateurs qui se parlent que l'arabe dialectal ou le français. Regardées par des millions d'Algériens, les informations françaises sont maintenant devenues un facteur de la politique locale, objet permanent de récriminations devant l'interventionnisme supposé de Paris qui réverrait, comme on le soutient souvent à Alger, « de faire tourner en arrière la roue de l'Histoire ».

Et puis il y a le non dit, l'insaisissable si présent, cette chose honteuse et fascinante : le sexe. Ici la télévision se regarde d'abord en famille, ce qui justifie la censure au nom des bonnes mœurs. Balser, shaker ou dialoguer un peu lestes, tout film diffusé sur la chaîne algérienne est implacablement coupé, qu'il soit bon ou mauvais. La logique de l'interdit. Dans une société rigoriste où se fait lourdement sentir la présence du groupe, pas question de reconnaître l'intérêt que suscitent sur les chaînes étrangères ces publicités trop suggestives, ces corps trop libres, ces films trop osés. Charme discret de la parabole, dans l'intimité de la chambre conjugale, hors de portée des enfants et des parents, trône de plus en plus souvent un second téléviseur.

GEORGES MARION

PHOTOGRAPHIE



LIONEL GULLAIN

Les wagons aux corps abandonnés

Un jeune photographe français a saisi les dormeurs dans les transports en commun nippons

TOKYO

de notre correspondant

Dans le courant d'air, une mèche mutine s'élève au-dessus des yeux aux paupières écartées qui ne forment plus que deux traits. La tête légèrement inclinée, dodelinante dans les secousses, les mains reposant sur son sac à plat sur des genoux serrés, cette jeune femme, à la mise soignée, s'est assoupie. Corps abandonné des trains et des métros japonais. L'imagination vagabonde sur ces yeux fermés, sur ces visages qui s'offrent au regard des autres ou à leur indifférence.

Trains de l'été aux corps moites, alanguis par la chaleur, qui se ressemblent dans la fraîcheur de l'air conditionné, trains de l'hiver aux corps engoncés qui se détendent dans la tiédeur du wagon... Trains des quartiers aisés avec des élégances sur leur quant-à-soi, le visage incliné perdu dans leurs cheveux, trains des gares-périphérie, plus libres de manières, où les hommes s'affaillent sur la banquette pour « piquer un roupillon » dans un grand soupir dénué de cérémonies.

Même dans les wagons des heures de pointe, aux foules compactes, on ne peut manquer d'être frappé par le nombre de dormeurs. Le menton sur la poitrine, coincés sur les banquettes ou même debout, yeux clos, portés par la houle générale, certains voyageurs semblent hiberner de station en station.

Comment expliquer cette propension peu commune des Japonais à s'assoupir dans les transports ? Le sociologue y verra, non sans raison, la nécessité de récupérer les heures de sommeil que la longueur des trajets et les horaires de travail ont ravis aux salariés. Il soulignera aussi les spécificités du cas des transports nippons.

Avec leurs banquettes courtes et les vitres séparées par un vaste espace médian destiné aux voyageurs debout, les métros, par exemple, ne sont en rien des « wagons roses aux coussins bleus » d'une « réverie pour l'hiver » d'Arthur Rimbaud. Prosais, mais d'une propreté de clinique, ils sont cependant sécurisants, avancera notre observateur. La délinquance en est quasiment absente. En revanche, la sollicitude à l'égard du voyageur y est extrême. Une voix égrène les stations, vous détaille minutieusement les changements, vous rappelle de faire attention à la marche en descendant et de ne rien oublier. Une prise en charge qui, pour irritante qu'elle soit aussi, incite, avouons-le, à se détendre.

L'anthropologue, lui, ajoutera que les Japonais ont une faculté étonnante à s'extraire du contexte dans lequel ils se trouvent. Il existe, dans toutes sociétés, des distances invisibles qui éloignent les êtres bien davantage que celles imposées par l'espace. Au Japon, où le formalisme

de la communication ne confère d'existence à l'Autre que par le jeu de la présentation, il peut s'instaurer une distance abyssale dans le rapport à autrui. Indifférence, dédain ? Non, simplement lorsque l'Autre est à l'extérieur du cercle de reconnaissance, on ne lui doit rien - « même pas la convenance », écrit Augustin Berque. On ne s'en occupe pas. On l'ignore. A l'extérieur, on ne le voit pas.

Cette altérité absolue favorise, facilite ce repli dans l'assoupissement à partir du moment où l'environnement est constitué, à la lecture, d'étrangers. C'est le cas dans un train. Anormalement, il n'y a pas que les salariés harassés qui s'endorment au sommeil en archipel : M^{me} Dol, présidente du P.S., ou M. Morit, président de Sony, sont connus pour leur capacité à s'extraire du contexte environnant et à s'offrir, dès que l'occasion s'en présente, même en public, quelques minutes de repli.

Lorsqu'on aura disserté de toutes ces choses, il restera à se replonger dans ce plaisir simple du regard, à l'instar, au fil des trajets, le « dictionnaire des visages » des trains. Roland Barthes, que le paupérisme asiatique fascinait, avait noté cette « descente dans le sommeil » dans les moyens de transport nippons. Yasuaki Kawabata avait fait, pour sa part, du jeu du regardant et du regardé une subtilité figure d'un érotisme non exempt de perversité dans son roman *Les Belles Endormies*.

Plaisirs fugaces. Le temps d'une réverie au milieu du fracas du passage sur un pont, du grincement des essieux et des tressautements des aiguillages tandis que se déroule le paysage d'une banlieue qui n'en finit pas de se ressembler. Un petit cri, une dame digne, en kimono mauve, chignon impeccablement tiré, se dresse, s'enquiert auprès de son voisin, s'affole, se tapotant le visage de son mouchoir et se résigne : assoupie, elle vient de rater sa station...

PHILIPPE PONS

► « Les dormeurs », une série de quarante-huit photographies de Lionel Gullain, sont exposées à la Galerie Nemuri à Tokyo.

□ Réouverture de deux musées parisiens aux visites individuelles. - Les musées Hébert et Jean-Jacques Henner qui avaient suspendu les visites individuelles à la suite d'une série de trois vols (le Monde du 7 juillet), les autorisent de nouveau plusieurs jours par semaine et pour une durée limitée. La décision de fermer ces musées - ainsi que les musées Eugène-Delaunay, Gustave-Moreau et Ennery - aux visites individuelles, était intervenue le 5 juillet, au lendemain d'une série de trois vols commis au Louvre, aux musées Hébert et Carnavalet à Paris.

La télé qui rend fou

Le sujet du troisième film de Mahmoud Zemmouri, *De Hollywood à Tamanrasset*, ressemble à un remake de *Reine d'un jour*. Dans la périphérie d'Alger la Blanche, hérissée d'antennes paraboliques, il n'y a rien à faire, à dire, à vivre, sinon se goinfrer de télévision. Un beau jour, les habitants, pris de vertige par l'ennui, décident de vivre les palpitantes aventures de leurs héros favoris. L'un cultive les muscles de Rambo, l'autre la morgue de Joan Collins dans *Dynastie*, ou l'intuition bohème de Colombo. La schizophrénie gagne.

Pour divertissante qu'elle soit, la comédie n'est pas une

caricature, mais le reflet d'une réalité algérienne. « Je voulais montrer que dans ce pays, pour des raisons politiques, sociales et donc culturelles, le vide est comblé de façon anarchique tous azimuts ; que cette invasion, ce déluge d'images audiovisuelles aliène les esprits, chambardent les comportements jusqu'à rendre littéralement fous les plus vulnérables des citoyens consommateurs, en perte d'identité. » Une comédie si grinçante que le cinéaste a eu maille à partir avec la censure. Mahmoud Zemmouri attend toujours la sortie de son film en Algérie.

B. M.

La visitation collective

Reprise de « Théorème », de Pier Paolo Pasolini

Un mystérieux jeune étranger, beau comme les ragazzi des faubourgs de Rome (c'est, pourtant, l'acteur anglais Terence Stamp), fait son apparition dans la villa d'un industriel milanais. Il séduit toute la famille et même la servante. Il va avoir avec chacun, chacune, des relations sexuelles et passionnelles avant de disparaître comme par enchantement. Etait-ce un ange ? Non, puisque les anges n'ont pas de sexe.

L'Office catholique international du cinéma ne s'y trompe pas. Il donne son prix à ce film, *Théorème*, réalisé en 1968, pour avoir su distinguer, chez Pier Paolo Pasolini, marxiste héritier de Gramsci, un sens du

sacré opposé aux valeurs matérialistes de la société capitaliste.

Cette distinction fit scandale au Vatican et dans les milieux catholiques, pour lesquels Pasolini sentait forcément le soufre. Un avocat obtint la saisie de *Théorème*. Il y eut un procès pour délit de « publication obscène », mais le président du tribunal leva le séquestre.

De *Théorème*, Pasolini disait que c'était une « visitation collective ». Cet homme, constamment tourmenté et souvent attaqué de toutes parts, avait, l'année précédente, dans *Edipe roi*, fait passer, à travers la tragédie de Sophocle, ses désirs, ses angoisses, sa propre histoire. Ni obscène ni même

licencieux malgré le postulat « érotique », *Théorème* est un cri de colère contre la bourgeoisie en pleine décomposition - celle-là même qui voulait ramener Pasolini à son ordre moral - ayant perdu le sens des valeurs mystiques et religieuses. Après le passage du « visiteur », vient le temps des prises de conscience dont on ne se remet pas.

Lucia, la mère (Silvana Mangano, ici grande figure pasolinienne) s'offre à des jeunes gens de rencontre ; la fille (Anne Wiazemsky) sombre dans la léthargie ; le fils (Andrea José Cruz) quitte la maison et devient un peintre sans talent ; la bonne (Laura Betti) retourne dans son village, guérit un

malade et fait de la lévitation ; le père, enfin (Massimo Girotti), donne ses usines à ses ouvriers, se met nu dans la gare de Milan et s'enfuit au milieu d'un désert.

Il y a vingt ans, ce fut un fameux choc, autant par les surprises du sujet que par la rigueur d'un style tragique, générateur d'un trouble idéologique et mystique. Ce trouble, aujourd'hui, subsiste mais comme celui du « premier testament » d'un auteur de films qui, après avoir cru pouvoir réformer la société, dut se replier sur sa marginalité et commença sa marche vers la mort. Elle l'attendait sur une plage d'Ostie.

JACQUES SICLIER

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Trif	FRANCE	SUR-SEINE	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 056 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner,
RENOUVER CE BULLETIN
Accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse des abonnés :
nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire toutes lettres pour les capitales d'imprimerie.

PP-Paris pp

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Orléans, directrice du développement
S. rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 206 136 F
Téléc. 45-55-04-70 - Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN 0000-0000

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-22-20-20

Imprimerie
du Monde
12, rue M. Gumbert
94852 IVRY CEDEX

هكذا من الإلهام

AGENDA

VENDREDI 10 AOUT

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

VENDREDI

La Quinzaine Prétendu de Chopin (1922), de Viatcheslav Tourjansky. Ce cochon de Morin (1923), de Viatcheslav Tourjansky. 18 h : Cinéma soviétique : l'Homme à la Caméra (1929), de Dziga Vertov. 19 h : Cinéma soviétique : Oksana (1933), de Boris Barnet. 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

VENDREDI

Si vous avez manqué le début : la Forme d'une ville : Crée-on la ville du septième art, Rita Mitsouko chante Marcia Baila (1987) de Philippe Gautier, Alphaville (1985) de Jean-Luc Godard, 14 h 30 : Café, café : Publicité Darty, 18 h 30 : Les Cafés de Paris (1966) de Guy Gilles, 18 h 30 : Le Paris des écrivains : Paris au temps de Proust (1978) de Ph. Prince, Celeste (1981) de Percy Adlon, 18 h 30 : Au-delà du péripat : A la Varenne (1933), Belle Époque, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Ég., v.o.) : Reflet Logos 1, 5 (43-54-42-34).

ALLÔ MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Emirage, 8 (45-63-18-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).

L'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Hautes-Seines, 6 (46-33-79-38).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-31) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-57-47).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (43-33-10-62).

BEST OF THE BEST (A., v.o.) : Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Paris Ciné 1, 10 (47-70-21-71).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-28-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RETRÉCÉ LES GOSSES (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (43-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 11 AOUT

« Tombes célèbres du Père-Lachaise », 10 h 30 et 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« Grande Arche et quartier de la Défense », 11 heures et 14 h 30, hall du RER, sortie L (C. Merle).

« Rodin et la caricature », 14 h 30, 77, rue de Varenne (Art pour tous).

« Hôtels célèbres du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul-La Marais (Lutèce visites).

« Le Marais, de l'hôtel de Sully au palais de Goubie », 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine (Sauvegarde du Paris historique).

« Le Palais-Bourbon » (carte d'identité), 14 h 10, métro Assemblée-Nationale (M. Banassat).

« L'hôtel d'Evreux, siège du Crédit foncier de France », 15 heures, 19, rue des Capucines.

« Le Panthéon, de la crypte à la terrasse », 15 heures, devant la mairie, place du Panthéon.

« L'hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).

« Sur les pas des templiers », 15 heures, sortie métro Temple (H. Haulier).

« Histoire de la franc-maçonnerie, des origines à nos jours », 15 heures, Musée du Grand Orient, 16, rue Cadet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'étrange quartier Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

« Le Jardin des plantes ou le jardin du roi », 15 heures, entrée, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (Paris et son histoire).

« Saint-Germain-l'Auxerrois, paroisse des rois de France », 16 heures, devant le portail principal (Connaissance de Paris).

DIMANCHE 12 AOUT

« Versailles : le potager du roi », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre (Office de tourisme).

« Le Louvre, des fortifications à

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-97-77).

CONTRE-ENQUÊTE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40).

COUPABLE RESEMBLANCE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hautes-Seines, 6 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 15 (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13 (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos 1, 5 (43-54-42-34) ; La Triomphe, 6 (45-74-94-94).

CRY-BABY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Meillot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-63-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; La Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Meillot, 17 (40-68-00-16).

DE HOLLYWOOD À TAMANRASET (Fr.-Alg., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

DELIT D'INNOCENCE (A., v.o.) : UGC Emirage, 8 (45-63-18-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41).

LE DÉNOMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (43-33-10-62).

DOUBLE JEU (A., v.o.) : UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

ECHÉC ET MORT (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 6 (45-63-92-82) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler II (ex-Images), 18 (45-22-46-01).

EXTREMES LIMITES (A., v.o.) : La Géode, 19 (46-42-13-13).

LE FESTIN DE BASSETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-28-84-85).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-28-84-85).

FULL CONTACT (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-63-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-28-84-85).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

LES FILMS NOUVEAUX

CADILLAC MAN. Film américain de Roger Donaldson, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hautes-Seines, 6 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-31) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Meillot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 15 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler II (ex-Images), 18 (45-22-46-01).

FIRE BIRDS. Film américain de David Green, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-63-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler II (ex-Images), 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

FREDDY 5, L'ENFANT DU CAUCHEMAR. Film américain de Stephen Hopkins, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; République Cinéma, 11 (43-22-46-01) ; Saint-Germain, 14 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-31) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Meillot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 15 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler II (ex-Images), 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE PREMIER POUVOIR. Film américain de Robert Renikoff, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 15 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler II (ex-Images), 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

REVERES (Jap., v.o.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-03) ; République Cinéma, 11 (43-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50).

LA SERVANTE ÉCARLATE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Cinéoches, 6 (43-33-10-62).

SIDEWALK STORIES (A.) : Utopia Champollion, 5 (43-28-84-85).

SUSPENSE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 15 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler II (ex-Images), 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 15 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler II (ex-Images), 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

THE KING OF NEW YORK (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Hautes-Seines, 6 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-31) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Meillot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 15 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler II (ex-Images), 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÈTRE (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (43-33-10-62).

JE T'AIME À TE TUER (A., v.o.) : UGC Emirage, 8 (45-63-18-16).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-03) ; Bretnage, 6 (42-22-57-97) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-31).

LENNINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-28-84-85).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (43-33-10-62) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio des Ursulines, 5 (42-28-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio des Ursulines, 5 (42-28-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-31) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Meillot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 15 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler II (ex-Images), 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (43-33-10-62) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (44-44-25-02).

MY LEFT FOOT (Irlandais, v.o.) : Lucmaire, 8 (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-28-84-85).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-92-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler II (ex-Images), 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LES NOCES DE PAPIER (Can.) : La Pagode, 7 (47-05-12-15).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Sui.) : Studio des Ursulines, 5 (42-28-19-09) ; République Cinéma, 11 (43-05-51-33).

LA NURSE (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-63-93) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-63-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

52-38) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-16) ; UGC Meillot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (43-33-10-62).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

RETOUR VERS LE FUTUR 3 : PARTIE II (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15 (45-06-50-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-63-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler II (ex-Images), 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Reflet Logos 1, 5 (43-54-42-34) ; Lucmaire, 8 (45-44-57-34).

VOYAGEURS SANS PERMIS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5 (43-54-15-04).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

TOUCHE PAS À MA FILLE (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 15 (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 10 août

TF 1

20.30 Jeux : Intervilles.
22.30 Bourg-en-Bresse - Pontivy. Magazine : Sirocco. Sommaire : Jours tranquilles à As-Soudah ; Dessine-moi Kinshasa ; Maurice Kraft sur les traces de l'Atlantide. Série : Merci Sylvestre. 0.25 Journal.

A 2

20.40 Série : Profession comique. Série : Héritage oblige. Comédie Anna. 22.30 Journal et Météo. 22.45 Cinéma : Les possédés. ■ Film français d'Andrzej Wajda (1987).

FR 3

20.35 Magazine : Thalassa. Les Sama, derniers nomades de la mer, de Jérôme Bouyer. Journal et Météo. 21.55 Téléfilm : L'amour aveugle. De Guy Demoy. 23.25 Cinéma d'animation : De l'autre côté. 23.55 Musique : Carnet de notes. Suite en ré, de Bach, par le Simple Symphony et Benoît Fromager, flûte.

CANAL PLUS

20.30 Sport : Football. Championnat de France : Montpellier-PSG. 22.30 Flash d'Informations.

TF 1

22.35 Documentaires : Les allumés... L'ancien vache. 23.00 Cinéma : Une chance pas croyable. ■ Film américain d'Arthur Hiller (1987). 0.35 Jésus de Montréal. ■■■ Film canadien de Denys Arcand (1988).

LA 5

20.35 Série : Sur les lieux du crime. Le foinneur. 22.15 Série : L'inspecteur Derrick. 23.15 Spécial Tour de France à la voile. 23.20 Série : Kojak. 0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm : Équipe tous risques. De Lance Lindsey. 22.10 Série : Clair de lune. 23.00 Série : Les années coup de cœur. 23.30 Magazine : Avec ou sans rock. 0.15 Six minutes d'informations. 0.20 Sexy clip. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.00 Documentaire :

TF 1

21.00 Documentaire : Sea coal. 22.10 Court métrage : Nuits noires. De Gisèle Cavali. 22.35 ► Vidéo-danse : Violences civiles. 23.00 Documentaire : Baranboim joue Beethoven.

FRANCE-CULTURE

20.50 Le roman du Rhin. 21.05 Festival d'Avignon 1990. Un prénom d'archiduc. 22.15 Le bestiaire enchanté et sans oubli. 22.40 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile. Les témoins du saxophone. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Nuits bleues. Révérend Gary Davis.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 A la fraîche. 21.30 Concert (donné le 29 janvier lors des Semaines Mozart de Strasbourg) : Sonate pour violon et piano n° 38 en ut majeur K 403. Quatuor pour piano et cordes n° 2 en mi bémol majeur K 493. Diversification pour trio à cordes en mi bémol majeur K 563, de Mozart. 23.07 Nuits chaudes. Souvenirs, passions et secrets de rêves dans les couleurs et parfums de nuits d'été. 0.58 Les vagues de l'été.

Samedi 11 août

TF 1

14.25 La Une est à vous. 15.45 Tiercé à Enghien. 15.55 La Une est à vous (suite). 17.40 Magazine : Trente millions d'amis. Soleil électronique pour parquer du Léon ; L'ami de Koko et de Coko ; Jeu : Secrétariat ; Les conseils de l'été. 18.10 Série : Paire d'as. 19.05 Série : Marc et Sophie. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto. 20.35 Variétés : Le grand cocotier. Émission présentée par Stéphane Colaro. Avec la Compagnie ardoise, Les Forbans, Phil Barney, Mort Shuman. 22.15 Série : Colombo. 23.25 Magazine : Formule sport. 0.20 Journal et Météo.

A 2

14.25 Série : Larry et Baldi. 14.50 Magazine : Sports passion. Équitation : CSIO de Dinard ; Athlétisme : Grand Prix Vandamme. 17.25 Série : Un duo explosif. 17.50 Magazine : Villa de star. Présenté par Michel Le-Rosa. Gonzague Saint-Bris. Série : Mac Gyver. 19.00 Journal et Météo. 20.40 Jeu : Les clés de Fort Boyard. De Jacques Antoine, animé par Patrice Laffont et Marie Téton. 21.45 Série : Les brigades du Tigre. 22.50 Documentaire : Derniers Far-West (rediff.). De Michel Honorin. 2. Le Zaire. 23.50 Journal et Météo. 0.05 Variétés : Les concerts imaginaires.

FR 3

14.00 Magazine : Racines. Les traditions des pays d'origine des Français venus d'ailleurs. — De 15.00 à 19.00 La Sept — 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. — De 20.00 à 0.00 La Sept —

CANAL PLUS

15.20 Téléfilm : Un choix difficile pour le sergent Wilson. De Gary Nelson, avec Jack Warden, Bonnie Bartlett. 17.00 Snooker. Norwich Union du 1^{er} juin à

TF 1

18.10 Bruxelles. Cabou cadin. Barney ; Charlotte, Fido et Benjamin ; Gophers ; Capitaine N ; Sharky et Georges. — En clair jusqu'à 20.30 — 19.30 Flash d'Informations. 19.35 Top 50. Présenté par Marc Toesca. 20.30 Téléfilm : Pas si fous, les filles de Midwatch. D'Aaron Lipschitz, avec Brian McNamara, Clayton Rohner. 22.05 Documentaire : Etoha, un lac au cœur du désert. De David et Carol Hughes. 22.50 Flash d'Informations. 23.00 Cinéma : Hello Mary Lou. ■ Film canadien de Bruce Pittman (1987). Avec Lisa Schrage, Michael Ironside, Wendy Lyon.

LA 5

15.05 Les héritiers (rediff.). 16.30 Un juge, un flic (rediff.). 17.35 Série : Rintintin junior. 18.00 Série : Riptide. 19.00 Journal Images. 19.10 Les mordus de la vidéo. 19.45 Journal. 20.30 Drôles de sports. 20.35 Téléfilm : L'invisible ennemi. De Hajo Glas. 22.15 Magazine : Désir. 23.10 Humour : Syké Joly. Spectacle enregistré à l'Olympia. 0.05 Journal de minuit.

M 6

14.10 Série : Daktari. 15.05 Série : Laramie. 15.55 Documentaire : Chasseurs d'images. Mygale. 16.10 Magazine : Adventure. 16.20 Série : Section 4. 17.10 Série : L'homme de fer. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Variétés : Multitop. 19.30 Magazine : Turbo. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Téléfilm : La faute. D'André Cayatte. 21.55 Téléfilm : Marnuée à vie. De Paul Wendkos. 23.35 Six minutes d'informations. 23.40 Les privés de la nuit. Série : Peter Gun et Mister Lucky. 0.30 Musique : Rap live. Émission présentée par Olivier Cachin. 1.20 Musique : Boulevard des clip. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (4).

TF 1

15.00 Magazine : Imagine. 15.30 Documentaire : Hôtels, the story. Middle East-Mena House-La Caire. 16.30 Documentaire : La mer en mémoire (1). De László Szabo. 16.55 Documentaire : Occidentales (1). De Barrie Gavin. 17.55 Documentaire : Voyage sans retour. De Pierre Pommer. 18.40 Alice au pays des droits de l'enfant. 18.45 Cinéma d'animation : Images. 19.00 Documentaire : Questions sur le théâtre. De Jean-Claude Lubchansky. 19.45 Vidéo-danse : Vire-voite. 20.00 Documentaire : Histoire parallèle. 21.00 Opéra : Giovanna d'Arco. 22.30 Soir 3. 22.45 Opéra : Giovanna d'Arco (suite). 23.45 ► Documentaire : Le reflet de la vie. D'Elaine de Latour.

FRANCE-CULTURE

21.00 Agora. Avec Guy Gilbert (Avec mon sube et mes santages), (rediff.). 21.30 Cuny/Claudel/Bataille. Seconds rencontre : Paul Claudel. 22.35 Musique : Nocturne. La Roque-d'Anthéron, dixième Festival international de piano. Œuvres de Mozart, Haydn, Schubert, Litz, Wagner, Pedro Burmester (piano). 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

21.30 Concert (en direct du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Trio pour violon, violoncelle et piano n° 2 en mi bémol majeur D 897, Sonate pour arpeggione et piano en la mineur D 821, Duo pour violon et piano en la mineur op. 162, D 574, Quintette pour piano et cordes en la mineur op. 114 D 687, de Schubert, par Mario Joao Pires, piano ; Augustin Dumay, violon ; Gérard Caussé, alto ; Gary Hoffman, violoncelle ; Vincent Pasquier, contrebasse. Les sept péchés capitaux : la gourmandise. 23.05 Le monde de la nuit.

Dimanche 12 août

TF 1

10.05 Club Dorothée. 10.55 Magazine : Les animaux de mon cœur. 11.23 Météo des plages. 11.25 Magazine : Auto-moto. 11.55 Jeu : Tournez... manège. 12.25 Jeu : Le juste prix. 12.55 Météo et journal. 13.20 Divertissement : Le bétisier. 13.50 Sport : Automobile. Grand Prix de formule 1 de Hongrie, en direct de Budapest. 16.00 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ? 16.25 Tiercé à Deauville. 16.30 Série : Côte Ouest. 17.20 Dessins animés : Disney parade. 18.30 Magazine : Téléfoot. 19.20 Divertissement : Vidéo gags. 19.55 Loto sportif. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : Bras de fer. ■ Film français de Gérard Vergez (1986). 22.20 Faisons la route ensemble. 22.25 Magazine : Cinq dimanches. 22.30 Cinéma : La horse. ■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1971). 23.55 Journal et Météo. 0.10 Musique : Les rencontres internationales de piano de la côte basque.

A 2

10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Messe, célébrée en l'église Notre-Dame de Bonne-Nouvelle à Port-Vendres (Pyrénées-Orientales). 12.05 Jeu : Bonne question, merci de l'avoir posée. 12.30 Jeu : Les mariés de l'A 2. 13.00 Journal et Météo. 13.20 Série : Détective gentleman. 14.15 Documentaire : La planète des animaux. Une saison au soleil. 15.10 Série : Coupable ou non coupable. 16.40 Documentaire : La planète de l'aventure. Le vol du kangourou. 17.35 Magazine : Stade 2. 18.45 Athlétisme : Grand Prix Vandamme à Bruxelles et championnat du monde juniors ; Équitation : championnats du monde à Stockholm ; Football : championnat de France ; Automobile : Grand Prix de formule 1 de Budapest ; Tir : championnats du monde ; Voile aérienne : championnats du monde ; Avion : Coupe d'Europe ; Box : match de Nicola Pietrangeli ; Les résultats de la semaine. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.40 ► Série : Les cinq dernières minutes. 22.10 Feuilleton : Nord et Sud (7^e épisode). 23.45 Journal et Météo. 0.00 Danse : Un tramway nommé désir. Ballet de Valérie Bettis.

FR 3

11.30 Magazine : Mascarnes... 12.00 Flash d'Informations. 12.05 Magazine : Estivales. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. De Jean-Claude Videmann. 13.30 Magazine : Musicales. D'Alain Duault. 14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. Documentaire : Voile : Tour de France ; Costa punta : championnat de France par équipes ; Équitation : CSIO de Dinard. 17.30 Magazine : Montagne. Hunza : un don des glaciers. 18.00 Amuse 3. 19.00 Le 19-20 de l'information.

De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Documentaire : La guerre d'Algérie. De Peter Batty. 1. Les chemins de la Révolution. 21.30 Série : Il était musicien. 1. Monsieur de Saint-Sauve. 22.00 Journal et Météo. 22.20 Magazine : Le divan. D'Henry Chapier. Le professeur Luc Montagnier. 22.45 Cinéma : Les croix de bois. ■ Film français de Raymond Bernard (1931). 0.30 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

10.50 Cinéma : Une chance pas croyable. ■ Film américain d'Arthur Hiller (1987). — En clair jusqu'à 13.35 — 12.30 Flash d'Informations. 12.35 Série : Allô ! Allô ! 13.05 Documentaire : Australie, un autre monde. De David Parer. 3. Plongée dans les mers australes. 13.35 Dessins animés : Décade pas Bunny. 15.05 Documentaire : Les allumés... Gabe, Gabe, chasseurs de venises, de Martin Figue. 15.30 Sport : Les Goodwill Games. 17.05 Magazine : Mag max. 18.00 Cinéma : L'ouragan. ■ Film américain de Jan Troell (1978). — En clair jusqu'à 20.30 — 20.00 Flash d'Informations. 20.05 Les superstars du catch. 20.30 Cinéma : Assistance à femme en danger. ■ Film américain de Jerry London (1986). 22.00 Flash d'Informations. 22.10 Sport : Golf. 0.00 Cinéma : Adorable menteuse. ■ Film français de Michel Deville (1981).

LA 5

11.10 Série : Shérif fais-moi peur. 12.05 Série : Wonder woman. 13.00 Sport : Moto. 13.15 Grand Prix de Suède des 500 cm³, en direct d'Anders-terp. 14.05 Les mordus de la vidéo. 14.45 Sport : Moto. 15.05 Grand Prix de Suède des 250 cm³, en direct d'Anders-terp. 15.40 Série : Madame le juge. 17.15 Série : Rintintin junior. 18.05 Série : Riptide. 18.50 Journal Images. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 19.45 Journal. 20.30 Drôles de sports. 20.35 Téléfilm : Commando 5. De E. W. Swackhamer. 22.20 Drôle de cinoche. 22.30 Cinéma : Ces messieurs de la famille. ■ Film français de Raoul André (1980). 0.00 Journal de minuit.

M 6

10.30 Dessins animés. 11.00 Série : Les espions. 11.55 Infoconsommation. 12.00 Informations : express. 12.05 Magazine : Sport 6 première. 12.15 Série : Mon ami Ben. 12.35 La météo des plages. (et à 19.25, 22.15). 12.40 Série : Les routes du paradis. 13.25 Série : Madame est servie (rediff.). 13.50 Série : Roseanne. 14.20 Série : Sam et Sally. 15.20 Série : Laramie.

16.05 Documentaire : Chasseurs d'images. Croûte. 16.20 Série : Section 4. 17.10 Série : L'homme de fer. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : Clair de lune. 19.00 Magazine : Culture pub remix. 19.30 Série : Les années coup de cœur. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. D'Henry Chapier. 20.30 Magazine : Sport 6. 20.35 Téléfilm : Duel au-dessus du Pacifique. 22.20 Six minutes d'informations. 22.25 Téléfilm : Séduction fatale. D'Élan Cabot. 23.40 Six minutes d'informations. 23.45 Les privés de la nuit. Série : Peter Gun ; Mister Lucky. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (5). 15.00 Feuilleton : L'or du diable (4^e épisode). 16.00 Série : C'est notre univers. De Ken Howard. 16.30 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire. 17.00 Documentaire : Propaganda, l'image et son pouvoir (6). 18.00 Documentaire : Sea coal. 19.10 Court métrage : Nuits noires. De Gisèle Cavali. 19.30 Vidéo-danse : Violences civiles. 20.00 Documentaire : Baranboim joue Beethoven. De Christopher Nupen. 21.00 Série : Médecins des hommes (Aghanistan, le pays interdit d'Aïnin Cornsoul). 22.30 Court métrage. 23.00 Documentaire : Le temps des cathédrales (7).

FRANCE-CULTURE

13.30 Mardis du cinéma. Sacha Guitry le cinéaste (rediff.). 15.00 Le bon plaisir de... Claude Roy (rediff.). 19.00 Savoir-faire, tradition paysanne et développement. 19.30 Entretien. 20.30 Reines, sirènes et magiciennes (rediff.). 21.00 Festival d'Avignon 1990. Test, pièces en treize tableaux, d'après Mikhaïl Boulgakov. 22.35 La Roque-d'Anthéron, dixième Festival international de piano. Intégrale des valses de Chopin, par Jean-Marc Lusaide, piano. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

13.00 Les sentiers battus. 14.02 La vie de château. 17.00 Concert (donné le 25 mai à Munich) : Concert pour piano et orchestre n° 1 en ré mineur, op. 15, de Brahms ; Symphonie n° 5 en la mineur, op. 68, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Kurt Sanderling ; sol : Radu Lupu, piano. 19.00 Concert jazz. 20.05 La vie de château. Concert (donné le 15 juillet lors du Festival Chopin à Paris) : Nocturne pour piano en si mineur, op. 92, n° 1 ; Barcarolle pour piano en fa dièse mineur, op. 80 ; Sonate pour piano n° 3 en si mineur, op. 58 de Chopin ; Nocturne pour piano, Barcarolle pour piano n° 5 en fa dièse mineur, op. 88, de Fauré, par Dominique Merlet, piano. 23.05 Library of Congress.

Audience TV du 9 août 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

Le Monde / SOFRES/NIELSEN

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	35,5	Santa-Barbara 14,1	McGyver 6,7	Actual. rég. 12,2	Top albums 0,9	Filme Havar 0,9	Chacun... 0,8
19 h 45	38,8	Roue fortune 15,5	McGyver 7,7	Eduon... 8,3	Top albums 1,5	Journal 2,0	Des donc page 1,1
20 h 16	45,0	Journal 20,5	Journal 10,0	La classe 6,8	Scriptures 1,3	Journal 3,8	M-est servie 2,7
20 h 55	48,4	Orages d'été 15,6	Jeu... 12,4	Nuage... 8,7	Doux amer 1,8	Roses 6,7	Dernière... 1,7
22 h 08	39,0	Orages d'été 19,7	Agès tendres 6,8	Sor 3 5,4	Flash 0,5	Bande ann 4,2	Maldiction 2,7
22 h 44	21,2	J'ai bien... 7,4	Le journal 4,2	Ciné-regards 1,5	Bores 0,6	Deux rics... 4,4	Coplan... 2,5

ÉCONOMIE

Les conséquences de l'embargo sur le brut irakien et koweïtien

Une nécessaire concertation

Les ministres des finances des grands pays industrialisés vont-ils se réunir rapidement pour tenir compte de la situation nouvelle créée par l'invasion irakienne? L'idée, lancée par M. Jacques Delors (lire page 6), est évidemment dans tous les esprits depuis que le monde d'abord stupéfait - et probablement assez incrédule - découvre peu à peu l'ampleur des menaces qui pèsent sur toutes les économies.

Il est difficile de dire clairement ce qui menace le plus l'économie mondiale à l'heure actuelle. Mais une chose est sûre : le conflit et les dégâts qu'il entraîne risquent de peser lourd dans la mesure où le retour à la normale demanderait six mois, peut-être plus.

Il y a dix ans, le début du conflit qui devait opposer pendant si longtemps l'Irak et l'Iran nous a appris une chose, a priori étrange : la peur et les comportements qu'elle provoque dans le monde économique (entreprises, consommateurs) peuvent d'abord apporter plus d'activité, de croissance et d'emplois. C'est ce qui s'était passé en 1979-1980, chacun stockant, important, achetant... L'euphorie n'avait guère duré. La chute devait suivre, brutale pour les uns, longue et douloureuse pour d'autres.

La sortie d'une crise qui fut la plus dure que le monde ait connue depuis la récession des années 30 aurait pu être écourtée ou adoucie si les grands pays industrialisés n'avaient pas cherché à résoudre leurs problèmes, chacun isolément, avec des politiques différentes et souvent contradictoires. Au prix d'une concertation internationale accrue, la politique monétaire très brutale menée par les États-Unis sous la houlette de M. Volcker au début des années 80 aurait peut-être pu éviter la formidable flambée des taux d'intérêt qui s'ensuivit et se propagea au monde entier. Peut-être aussi la hausse vertigineuse du dollar.

Confrontés aux menaces d'une accélération de l'inflation, les pays industrialisés vont avoir la tentation de relever les taux d'intérêt. Une course à la hausse peut être évitée si chacun prend des engagements dictés par la raison. L'engagement notamment de ne pas faire supporter aux seules politiques monétaires le poids des ajustements qui seront peut-être nécessaires. De véritables progrès ont été faits depuis dix ans en matière de coopération internationale. C'est bien pour cela qu'une réunion du groupe des Sept apparaît urgente.

AL. V.

L'Agence internationale de l'énergie ne redoute pas de pénurie pétrolière dans l'immédiat

Les représentants des vingt et un États membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) se sont réunis jeudi 9 août à Paris afin de faire le point sur la situation pétrolière et plus précisément sur les approvisionnements dans un contexte de crise. M. Ulrich Engelmann, président du comité directeur de l'AIE, a estimé que l'embargo pétrolier sur l'Irak ne justifiait pas pour l'instant le recours à des mesures d'urgence, notamment des dispositions visant à diminuer la demande.

Les États membres de l'AIE (c'est-à-dire tous les grands pays consommateurs du monde capitaliste sauf la France) disposent de 142 millions de tonnes de réserve. C'est pourquoi le président du comité directeur a déclaré qu'il n'y avait pas de pénurie pour l'instant.

Ce haut niveau des stocks correspond à cent jours de consommation, en moyenne, pour les pays occidentaux. Aussi, M. Engelmann a-t-il souligné que le niveau actuel des stocks pétroliers - cent cinquante jours d'importations dans les vingt et un pays de l'AIE - était bien plus élevé que lors du choc pétrolier de 1979. Devant l'augmentation des prix du pétrole, l'AIE répond que « ce n'est là qu'une réaction spéculative à des événements politiques négatifs ».

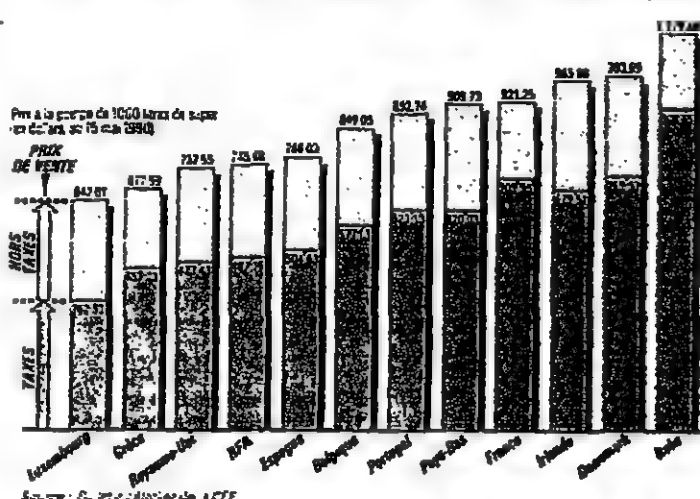
M. Engelmann a toutefois appelé les compagnies pétrolières et les pays consommateurs à ne pas « céder à la panique ». Et il a exhorté certaines compagnies à ne pas profiter de la situation. Les pays producteurs sont en mesure d'augmenter leur extraction de brut, à la demande de l'AIE, qui se tient prête à adopter des mesures exceptionnelles en cas d'apparition de phénomènes de pénurie. Les représentants des vingt et un pays membres de l'AIE, fondée en 1974, se réuniront à nouveau le 23 août.

Ces déclarations ont eu un retentissement politique et économique important puisque sur le marché de New-York le prix du pétrole a continué, le 9 août, sa dérive amorcée la veille. Le prix de la qualité West Texas Intermediate a reculé de 0,29 dollar. A Londres le 10 août à l'ouverture, le baril de Brent se négociait à 24,8 dollars.

D'autre part, aux États-Unis, plusieurs compagnies pétrolières ont diminué le prix de l'essence à la pompe (qu'elles avaient exagérément relevé il y a quelques jours) en réaction à la colère des consommateurs et à un appel du président Bush. En Australie, les prix de l'essence ont été bloqués.

Enfin, la société Kuwait Petroleum Corporation, qui contrôle toutes les sociétés pétrolières nationalisées au Koweït, et qui dispose de quelque quatre mille stations-service en Europe et d'une flotte d'une trentaine de pétroliers, a annoncé qu'elle avait déplacé le centre de ses activités à Londres.

Les prix du super en Europe



L'éventail des prix de vente du super-carburant en Europe est ouvert, entre un Luxembourg où une Grèce très bon marché (il en va de même pour le gazoil et l'Italie fort chère). On notera la poids considérable des impôts en France. Hors taxes, la France est le pays le moins cher pour l'automobiliste, alors qu'en les incluant elle devient l'un des plus mal placés.

Un décret de M. Gorbatchev

Création d'un fonds de privatisation en URSS

Un Fonds de la propriété d'Etat chargé de la gestion et de la privatisation a été créé en URSS par un décret de M. Gorbatchev pris jeudi 9 août. Selon ce texte, publié par l'agence Tass, le Fonds est chargé de « protéger les droits de l'Etat à la propriété et ses intérêts (...) et de gérer les parts de l'Etat dans les sociétés mixtes par actions, de mettre en œuvre des mesures de privatisation de l'économie, d'évaluer la valeur des biens de l'Etat durant leur location-vente, de les vendre ou de les transformer en d'autres formes de propriété ».

Une des raisons de la création de ce Fonds, qui traduit la volonté de déstatiser un certain nombre d'entreprises, est, selon le texte publié par Tass, « d'élaborer et de mettre en œuvre le programme de transformation des entreprises d'Etat en sociétés mixtes par actions, ainsi qu'en entreprises fondées sur d'autres formes de propriété, tout en bri-

sant simultanément le monopole dans la production ».

Un autre décret - émanant celui-là du présidium du Parlement de la Fédération de Russie - a interdit jeudi 9 août la vente par l'Union soviétique à l'étranger « des ressources stratégiques » russes sans l'autorisation du Parlement de Russie. Ce décret annule donc certains accords de commerce extérieur. Il porte sur les diamants, les métaux précieux et autres, le pétrole, le gaz, l'uranium et autres ressources stratégiques.

La publication de ce décret, qui concerne la plus importante République de l'Union, productrice d'une très grande partie des matières premières, fait suite à la déclaration de souveraineté adoptée par la Russie le jour même l'impulsion de M. Boris Eltsine, devenu président du Parlement de la République de Russie. (AFP.)

Pas d'inquiétude particulière à Marseille

A Marseille, deuxième port pétrolier européen après Rotterdam, l'embargo sur le pétrole irakien et koweïtien ne suscite aucune crainte particulière. Les tonnages en cause sont faibles et les responsables des raffineries locales de l'étang de Berre pensent pouvoir compenser facilement cet embargo par des approvisionnements de substitution.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Au cours du premier semestre 1990, les arrivées de pétrole en provenance d'Irak et du Koweït n'ont représenté que 5,5 % du trafic pétrolier du port autonome de Marseille (1,45 millions de tonnes sur un total de 26,07 millions de tonnes) au lieu de 6,7 % sur l'ensemble de l'année 1989. Pour la majeure partie ce pétrole a été traité par les quatre raffineries locales installées sur le pourtour de l'étang de Berre, le reste étant destiné aux raffineries desservies par l'oléoduc sud-européen au départ de Fos-sur-Mer.

« En première analyse, nous pensons que l'embargo n'aura aucune influence sur notre trafic », estime M. Bruno Vergobbi, le directeur des installations de Fos au Port autonome de Marseille (PAM). « L'Irak est certes, un fournisseur important, après notamment, l'URSS et le Nigeria, mais dans un marché qui s'est beaucoup diversifié au cours des dernières années. Nos clients, dont les stocks sont très confortables, trouveront facilement d'autres sources d'approvisionnement dans le monde. Pour nous, le pétrole n'a pas de couleur. Les seules conséquences à redouter ne pourraient venir que d'un bouleversement de l'économie nationale lié à un renchérissement durable des prix pétroliers entraînant une forte diminution de la consommation et une réduction de l'activité des raffineries françaises. Nous n'en sommes pas là. »

Le PAM pourrait, au contraire, bénéficier « à la marge » d'une reconversion partielle des approvisionnements des raffineries allemandes qui utilisent concurrentiellement les oléoducs de Fos et de Trieste. Une augmentation de ces approvisionnements passant par Gibraltar au lieu de Suez - dans le cas, par exemple, de livraisons du pétrole en provenance du Venezuela ou du Nigeria - avantageait, en effet, le port de Marseille.

La raffinerie Esso, de Fos-sur-Mer, est la plus touchée par l'embargo, puisque le brut irakien a représenté

Le contrôle des prix à la pompe entre en application en France

Le ministre de l'économie et des finances a confirmé jeudi 9 août les marges maximales applicables à la vente des carburants : 37 centimes par litre pour le super et 42 centimes pour le gazole. Le prix de vente à la pompe est de 5,61 F à Paris pour le vendredi 10 août. Les prix de vente plafonds sont déterminés chaque jour par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), en fonction des cours des marchés internationaux à Rotterdam. À partir de la moyenne des prix de la semaine précédente de J-8 à J-2 (et non pas J-1, comme annoncé par le décret). Les prix sont modulés en fonction des huit zones définies par la DGCCRF, Paris fai-

sant figure de référence. Ils varient de -3 à +8 centimes, soit un écart maximal de 11 centimes hors taxes.

Ces prix seront annoncés quotidiennement aux distributeurs par un communiqué de presse du ministère, par Minitel (36-14 CONSOM) et grâce à des répenseurs aux directions départementales de la concurrence et du ministère de l'Industrie. Une enquête de la DGCCRF constatait jeudi que si le prix fixé par décret était de 5,54 F à Paris, la moyenne des prix pratiqués était de 5,73 F. Des sanctions éventuelles, prévues par l'ordonnance de 1986, pourront s'appliquer dès samedi, après la mise en place d'un système de « surveillance attentive ».

Le gouvernement italien décide une augmentation des prix des carburants

ROME

de notre correspondant

Alors que les déclarations des présidents de l'ENI (Société nationale des hydrocarbures) et de l'Union des pétroliers privés avaient été, depuis le début de la crise, tranquilisantes - l'abondance du brut impliquant, selon eux, une dérive notable - Rome a décidé une augmentation du prix des carburants à dater du 8 août à minuit.

En Italie, les prix sont fixés par le gouvernement. C'est le comité interministériel des prix, après consultation avec les ministères des finances et de l'Industrie, qui a décidé, mercredi matin, d'autoriser les distributeurs à augmenter leurs tarifs.

Le super sera donc vendu à la pompe à 510 litres, après avoir subi une augmentation de 25 litres. Une

hausse fiscale de 60 litres était déjà intervenue il y a deux semaines. Le gazole coûtera 980 litres, ayant été augmenté de 20 litres, le fuel domestique, 957 litres (plus 35 litres), l'huile combustible, 557 litres (plus 27 litres). L'ENEL (Société nationale d'électricité) vient de faire savoir qu'à l'automne les factures seront plus chères (plus 6,60 litres au kilowatt-heure).

Alors que le gouvernement avait affirmé ne pas envisager d'intervenir sur les prix de l'essence par la « détaxation », toute ambiguïté est levée dorénavant. Les « pétroliers » ont obtenu satisfaction à leur demande de s'aligner sur l'évolution des prix européens, en dépit de leurs déclarations rassurantes sur l'ampleur et la durée de la crise. Pour le gouvernement, un moyen, probablement, de freiner la consommation. (l'Intern.)

Les élections de l'Allemagne réunifiée auront lieu le 2 décembre

La RFA va modifier son projet de budget pour 1991

Le gouvernement ouest-allemand souhaite finalement que les premières élections dans toute l'Allemagne aient lieu le 2 décembre.

A l'issue d'une réunion du conseil des ministres jeudi à Bonn, le ministre de l'Intérieur M. Wolfgang Schäuble a été chargé de demander au président de la République Richard von Weizsäcker de fixer, conformément à la Loi fondamentale (Constitution), la date du scrutin duquel sortira le premier chancelier de l'Allemagne unifiée, nous indique notre correspondant. Par ailleurs, Bonn compte soumettre au nouveau Parlement ainsi élu le premier budget général de l'Allemagne réunifiée.

Le budget 1991 de la RFA, qui devait être examiné cette semaine par le Bundestag, va donc être retiré.

Le ministre ouest-allemand des finances, M. Theo Waigel, a annoncé jeudi 8 août son intention de retirer son projet de budget 1991 et de le remplacer par le premier budget général d'une Alle-

magne réunifiée. Pour Theo Waigel, il s'agit d'une conséquence logique du processus d'unification en cours entre les deux États allemands.

Le budget 1991 de la RFA qui devait être définitivement voté par le Bundestag au mois d'octobre prévoyait un déficit de 31,3 milliards de deutschemarks (104 milliards de francs). Une étude estimée récemment publiée estime pour l'an prochain à 62 milliards de marks (210 milliards de francs) le déficit fédéral de l'Allemagne unie, soit un solde négatif deux fois supérieur à celui prévu dans la loi de finances spécifique à la RFA.

Attentisme des milieux financiers

Selon M. Waigel, le nouveau projet de budget devra être discuté par le parlement issu des élections générales, ce qui reporte son examen à la fin de l'année. Cette proposition a suscité l'opposition immédiate du Parti social-démocrate (SPD) pour qui un budget

commun aux deux Allemagnes doit être examiné et voté au plus vite, afin de disposer sans délai d'indicateurs précis concernant le coût de la réunification. Bonn s'apprête en effet à demander une troisième rallonge budgétaire en 1990 pour combler l'impasse financière de la RDA, incapable de payer les assurances chômage, maladie et les retraites du second semestre 1990.

Déçu par l'attentisme des milieux financiers ouest-allemands, le gouvernement de Bonn a décidé par ailleurs de subventionner une partie des investissements réalisés en RDA par les entreprises ouest-allemandes. L'enveloppe affectée à une telle mesure n'a pas encore été arrêtée. Malgré tout, les hauts fonctionnaires ouest-allemands des finances restent confiants quant aux capacités de lever sur le marché des capitaux les sommes nécessaires au financement de l'unification allemande. Bonn s'attend à une croissance économique de l'ordre de 3 à 3,5 % pour l'actuelle RFA en 1991, selon les prévisions fournies jeudi par M. Otto Schlecht, le secrétaire d'Etat à l'économie.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 : Telex 208 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-55-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10 : Telex 281311 F MONDISIR

500 من الجنيه

صحة من لامل

ÉCONOMIE

ENVIRONNEMENT

Pollution près de Rouen

Un mélange de pétrole et d'eau pompé dans la nappe phréatique

ROUEN
de notre correspondant

La nappe phréatique, qui jusqu'en 1985 alimentait la banlieue sud de Rouen, est aujourd'hui fortement polluée par des hydrocarbures. On vient d'y pomper 350 000 litres d'un mélange d'eau, de pétrole et de fioul. Cette situation a été révélée par des sondages effectués à la suite de l'explosion d'un pavillon survenue le 4 août dernier à Petit-Couronne (Seine-Maritime).

Deux suspects sont sur la sellette : la raffinerie Shell voisine et la société Trani qui exploite des pipelines transportant les produits de la Shell. La pollution de la nappe phréatique avait été découverte dès 1985 et avait entraîné l'interdiction des pompes d'eau qui alimentaient jusque-là certains quartiers de la banlieue sud de Rouen.

Sur plainte de la Compagnie générale des eaux, concessionnaire de la distribution, un expert avait été

nommé mais son rapport, déposé seulement en juin 1990, n'a pas été rendu public. La Shell, présumée responsable, avait dès 1986 proposé d'effectuer des sondages, mais l'autorisation ne lui en a été donnée qu'en juillet dernier. La quantité d'hydrocarbures recueillie par les premiers pompages avait été faible : quelques dizaines de litres seulement. C'est pourtant de ce pétrole que provenaient les émanations de gaz constatées depuis février dernier par les habitants de Petit-Couronne. La chaleur et la sécheresse auraient favorisé leur migration et leur accumulation dans les sous-sols. La municipalité demande maintenant à la justice de nommer rapidement un expert. De son côté, la préfecture de la Seine-Maritime a pris des arrêtés imposant à la Shell de contrôler l'étanchéité de ses installations, de mettre en œuvre les moyens de résorber la pollution et de garantir la sécurité des populations.

ÉTIENNE BANZET

M. Lalonde face aux chasseurs pyrénéens

Nouvel échec dans les négociations sur le sauvetage des derniers ours

Malgré quatre heures de discussions à la préfecture de Pau, M. Brice Lalonde, secrétaire d'État à l'environnement, et les chasseurs des Pyrénées-Atlantiques, réunis pour mettre au point un plan de sauvetage des derniers ours, se sont quittés jeudi 9 août sur un nouveau constat d'échec (le Monde du 3 août).

Les chasseurs refusent de placer en réserve totale environ 3 000 hectares de bois et d'alpages qui sont des zones à ours. En revanche, ils proposent de créer des réserves dans des secteurs peu fréquentés par les plantigrades. « Nous avons jusqu'à lundi pour aboutir », a déclaré le secrétaire d'État, sinon le demandeur au préfet de prendre des mesures d'interdiction des battues au sanglier avec des

chiens dans ces zones. Le Comité interdépartemental pour la protection de l'ours, composé d'élus locaux et de chasseurs, a immédiatement réagi : « Ces mesures de réglementation unilatérales risquent de changer l'atmosphère », déclare t-il. A l'adhésion des populations locales peut se substituer un climat de tension difficilement contrôlable. Cette mise en garde avait été précédée d'un coup de colère de M. Jean Saint-Josse, président de la fédération des chasseurs des Pyrénées-Atlantiques. Ce dernier a annoncé qu'il rendait au président de la République sa décoration de l'ordre national du Mérite et a appelé à « une mobilisation de tous les chasseurs et de tous les élus du département », avec création d'une « cellule de crise ».

EN BREF

Les élus des Bouches-du-Rhône en total désaccord avec le tracé du TGV. Les représentants des collectivités locales des Bouches-du-Rhône ont réaffirmé jeudi 9 août, leur « total désaccord » avec les projets en cours, approuvés le 2 août par le ministre des transports et de l'équipement, M. Michel Delebarre. Ils attendent de M. Delebarre qu'il remette « tout le projet à plat », lors de l'audience qu'il leur accordera le 28 août. Selon les élus, la SNCF n'a pas réalisé les études suffisantes et se cantonne dans ses premiers choix. « Nous sommes conscients qu'il est impossible de faire passer un train roulant à 300 km/h dans une ville et qu'il faut construire une ligne à certains endroits. Mais la réalisation d'une nouvelle liaison sur tout le parcours causerait des dommages irréparables, tant à l'économie qu'à l'environnement de la Provence », ont-ils déclaré lors d'une conférence de presse à l'issue d'un entretien avec le préfet de Région à Marseille sur le projet de TGV-Méditerranée.

Légères perturbations dans le métro parisien. Un appel de la CFDT à des débrayages des agents de la RATP, de deux heures en fin de service, jeudi 9 août, a provoqué quelques perturbations dans le métro parisien. Selon la direction, quatre lignes ont fonctionné à 70 % en matinée, et en fin d'après-midi les perturbations se limitaient principalement à la ligne 10 (Boulogne-Saint-Cloud/Gare d'Austerlitz), le trafic était toutefois assuré à 80 %. La CFDT demande que la prime spéciale de 3 500 F soit accordée à l'ensemble des agents confrontés à la montée des agressions, qu'ils soient dans les stations ou conducteurs de rames, et non aux seuls agents du Groupe d'intervention et de protection des réseaux (GIPR) et aux agents chargés de la surveillance générale.

La CGT réclame une table ronde sur les Chantiers de la Ciotat. La CGT a demandé jeudi 9 août que toutes les parties concernées par l'éventuelle reprise du chantier naval de La Ciotat se réunissent pour envisager un « redémarrage

de la construction dans les plus brefs délais ». Le secrétaire confédéral de la CGT, M. Gérard Alazard, a exprimé l'espoir lors d'une conférence de presse dans les locaux du chantier naval, que « le gouvernement, le conseil général, le groupe américain-suédais Lexmar (bénéficiaire d'une autorisation d'exploitation délivrée le mois dernier par le conseil général) et la CGT se rencontrent rapidement pour que l'été 1990 devienne celui du redémarrage du chantier ». 130 personnes sont actuellement salariées de Lexmar-France, mais ils sont menacés de chômage technique à la fin août, car Lexmar-États-Unis, présidée par M. Backstrom, avait décidé au début de l'année de ne soutenir les salariés de La Ciotat que pour six mois.

Manifestation des personnels administratifs des hôpitaux publics de Paris. Entre 250 et 500 employés des personnels administratifs et ouvriers des hôpitaux publics de Paris ont manifesté, jeudi 9 août dans la capitale, pour réclamer une revalorisation de leur statut dans le cadre de la révision de la grille de la fonction publique hospitalière. La Direction de l'Assistance publique, qui a reçu une délégation de manifestants, a donné son accord pour renégocier ses propositions sur la classification des emplois de catégorie B et C du personnel administratif. Elle a également indiqué que les négociations avec le personnel ouvrier devraient reprendre après le 20 août.

Daimler-Benz se diversifie dans le logiciel. Daimler-Benz, premier groupe industriel allemand, a acheté les deux tiers du capital de la société hambourgeoise Curadata System GmbH (CDS), spécialiste dans le matériel logiciel pour les logiciels-comptables et les conseils fiscaux. Son chiffre d'affaires s'est élevé en 1989 à 7,5 millions de deutschemarks (25 millions de francs) et son résultat d'exploitation à 1 million de DM (3,35 millions de francs). L'opération a été menée par une des filiales de Daimler-Benz, la Debis Systemhaus GmbH. (AFP)

INDUSTRIE

Pour près de 1,3 milliard de francs

Poliet vend ses activités de plâtre à un groupe britannique

Le groupe Poliet vient de décider de céder à la firme britannique Bpb Industries Plc ses activités concernant le plâtre, exercées par la Société anonyme de matériel de construction (Samc) et par les Plâtres Lambert. Poliet conserve toutefois l'activité « slice » du groupe Bervillie. C'est dès le début septembre que les activi-

tés plâtre et gypse de Poliet passeront donc sous contrôle britannique. Le montant total de la transaction est estimé à près de 1,3 milliard de francs. Samc et les plâtres Lambert permettront au groupe Bpb (3 milliards de francs de chiffre d'affaires en France) d'offrir un gamme complète de produits de construction.

AGRICULTURE

Premières vendanges

Les premières vendanges du millésime 1990 ont commencé en France, jeudi 9 août, dans la commune de Caux, près de Pézenas (Hérault). Déjà l'an dernier, le propriétaire, M. Henri Collet, avait établi le même record en vendangeant à la même date cette vigne du domaine Daurion, 3 hectares plantés en cépage chardonnay et commercialisés sous l'appellation « vin de pays d'Oc ». L'effet conjoint de la

sécheresse et de la canicule associé à un microclimat ont fait que, dès les premiers jours d'août, les raisins du domaine Daurion avaient atteint leur maturité avec une concentration en sucre équivalente à plus de 12 degrés d'alcool. Dans la plupart des vignobles français on prévoit, pour le millésime 1990, des vendanges aussi précoces que celles de l'an dernier. J.-Y. N.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TRIBUNAL DE COMMERCE DES ETATS-UNIS DISTRICT SUD DE NEW YORK

Objet :
THE DREXEL BURNHAM LAMBERT GROUP INC., ET AL.,
Débiteurs

Chapitre 11 Affaire n°90 B 10421 (HCB)

INJONCTION FIXANT LE DERNIER DELAI DE DEPOT DES TITRES DE CREANCE OU DES TITRES DE PARTICIPATION CONTRE LES DEBITEURS

A TOUTES LES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES AYANT DES CREANCES CONTRE OU DES TITRES DE PARTICIPATION DANS L'UNE QUELCONQUE DES ENTITES DEBITRICES SUIVANTES:

VEUILLEZ NOTER que le Tribunal de commerce des Etats-Unis pour le District Sud de New York (le "Tribunal de commerce") a émis une injonction datée du 23 juillet 1990 ("l'injonction du tribunal") demandant à toutes les personnes physiques et morales, y compris les individus, les sociétés non collectives, les sociétés anonymes, les sociétés de portefeuille et les entités gouvernementales A L'EXCEPTION DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES DECRIES AUX PARAGRAPHS A A C CI-DESSOUS, qui font valoir des titres de créance (tel que définis ci-après) contre ou des titres de participation dans l'une quelconque des Débiteurs suivants (collectivement, les "Entités Drexel" ou "Débiteurs") acquis au plus tard aux dates de dépôt respectives en vertu du chapitre 11:

Entité Drexel	Date de dépôt
THE DREXEL BURNHAM LAMBERT GROUP INC.	13 février 1990
DREXEL BURNHAM LAMBERT TRADING CORPORATION	9 mai 1990
DREXEL BURNHAM LAMBERT TRADE FINANCE INC.	13 mai 1990
DREXEL BURNHAM LAMBERT INCORPORATED	29 mai 1990
BRB INCORPORATED	29 mai 1990
DEALVILLE UNITED CORPORATION	29 mai 1990
DOUBILE OIL & GAS INCORPORATED	29 mai 1990
DREXEL BURNHAM LAMBERT (ASIA) LTD.	29 mai 1990
DREXEL BURNHAM LAMBERT C.P. INC.	29 mai 1990
DREXEL BURNHAM LAMBERT CAPITAL GROUP INC.	29 mai 1990
DREXEL BURNHAM LAMBERT CARBIDE INTERNATIONAL INCORPORATED	29 mai 1990
DREXEL BURNHAM LAMBERT COMMERCIAL PAPER INCORPORATED	29 mai 1990
DREXEL BURNHAM LAMBERT INTERNATIONAL INC.	29 mai 1990
DREXEL BURNHAM LAMBERT INVESTORS CORP.	29 mai 1990
DREXEL BURNHAM LAMBERT MBI CORP.	29 mai 1990
DREXEL BURNHAM LAMBERT PRODUCTS CORP.	29 mai 1990
DREXEL INVESTMENT HOLDINGS INC.	29 mai 1990
FIRST DBL CORPORATION	29 mai 1990
DREXEL BURNHAM LAMBERT GOVERNMENT SECURITIES INC.	20 juin 1990

de produire lesdits titres de créance ou de participation relatifs au Drexel Burnham Lambert Group Inc. en envoyant lesdits titres à P.O. Box 95, Bowling Green Station, New York, New York 10274-0095 ou en faisant livrer lesdits titres au greffier du Tribunal de commerce des Etats-Unis, Salle 614, Old Custom House, One Bowling Green, New York, N.Y. 10004 par porteur ou par messenger (mais pas par la poste des Etats-Unis), de façon à ce qu'il soit reçu effectivement avant le 15 novembre 1990 au plus tard (la "Date de prescription"). Lesdits titres de créance ou de participation ne seront considérés comme déposés qu'au moment de leur réception effective.

Tel qu'il est employé dans les présentes, le terme "créance" signifie (a) le droit d'exiger un paiement, que ce droit soit ou non fixé par jugement, liquidé, non liquidé, fixe, conditionnel, éché, non éché, contesté, non contesté, garanti ou non garanti; ou (b) le droit à un dédommagement équitable pour rupture d'engagement si ladite rupture donne droit à un paiement, que ce droit soit à un dédommagement équitable soit ou non fixé par jugement, fixe, conditionnel, éché, non éché, contesté, non contesté, garanti ou non garanti.

VEUILLEZ NOTER PAR AILLEURS QUE si vous êtes tenu de produire un titre de créance ou de participation et que vous manquez à cette obligation, vous serez considéré comme ayant renoncé à vos droits de vote et de bénéficier d'une distribution en vertu de tel(s) plan(s), et serez définitivement privé de la possibilité de faire valoir lesdits titres de créance ou de participation contre l'une quelconque des Entités Drexel, ses successeurs ou ayants droit, AVEC LES EXCEPTIENS SUIVANTES:

- TOUTE PERSONNE PHYSIQUE OU MORALE QUI A DÉJÀ DÉPOSÉ UN TITRE DE CREANCE OU DE PARTICIPATION CONTRE LES ENTITES DREXEL AUPRES DU GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DES ETATS-UNIS POUR LE DISTRICT SUD DE NEW YORK (OU AUX BOITES SOINS DES ENTITES DREXEL A LA BOITE POSTALE INDIQUEE DANS LES PRESENTES) N'EST PAS TENUE DE PRODUIRE UN DUPLICATA DU TITRE DE CREANCE.
- TOUTE PERSONNE PHYSIQUE OU MORALE QUI DONT LA CREANCE N'EST PAS ENREGISTREE COMME "CONTESTEE", "CONDITIONNELLE" OU "NON LIQUIDEE" DANS LES LISTES DES ENGAGEMENTS DES ENTITES DREXEL DEPOSEES AUPRES DU GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE ET (H) QUI EST D'ACCORD AVEC LA CLASSIFICATION ET LE MONTANT DES DETTES FIXES DANS LESDITES LISTES N'EST PAS TENUE DE PRODUIRE UN TITRE DE CREANCE.
- LA PRESENTE NOTIFICATION NI PAR L'INJONCTION DU TRIBUNAL ET PARTANT, TOUTE PERSONNE PHYSIQUE OU MORALE TITULAIRE D'UNE CREANCE EXCLUE N'EST PAS TENUE DE PRODUIRE UN TITRE DE CREANCE A LA DATE OU AVANT LA DATE DE PRESCRIPTION ENCE QUI CONCERNE LADITE CREANCE EXCLUE. TOUS LES AUTRES TITRES DE CREANCE OU DE PARTICIPATION DOIVENT ETRE PRODUITS AU PLUS TARD LE 15 NOVEMBRE 1990, DATE DE PRESCRIPTION.

- Les participants et les bénéficiaires des plans de retraite de l'un quelconque des Débiteurs (les "Plans de retraite") ne sont tenus de produire un titre de créance pour aucune réclamation concernant des allocations de retraite prévues par lesdits Plans; à ceci près, toutefois, que tout employé actuel ou ancien d'une Entité Drexel, ou ses successeurs, héritiers ou bénéficiaires, qui désire faire valoir un droit contre une quelconque Entité Drexel qui n'est pas exclusivement fondé sur les allocations de retraite prévues dans les Plans de retraite dudit Débituer (tel que revendications d'admission à une caisse de retraite ou appels pour refus d'admission à une caisse de retraite, réclamations pour injustice, réclamations concernant les plans de sécurité sociale de l'emploi, ou l'incapacité à justifier la discrimination contre l'emploi, des dommages à la personne, un accident de travail, un décès accidentel, etc.) doit ou doivent déposer une réclamation à la Date de prescription au plus tard, à moins qu'une autre exception prévue dans les présentes ne soit applicable;
- Toute Entité Drexel en possession d'un droit de revendication de société à société contre une autre Entité Drexel;
- Toute personne physique ou morale (i) dont le nom figure sur la Liste des actionnaires déposée par le Drexel Burnham Lambert Group Inc. (le "Groupe") en vertu du Règlement sur le Chapitre 11 (3) en tant que propriétaire d'actions ordinaires ou privilégiées en circulation du Groupe ("Actionnaires") et (ii) qui est d'accord avec le nombre et la classe des actions figurant dans ladite Liste au nom de ladite personne physique ou morale; à ceci près toutefois que tout Actionnaire qui désire faire valoir un droit contre un quelconque Débituer en tant que créancier dudit Débituer qui n'est pas exclusivement fondé sur les allocations de retraite prévues dans les Plans de retraite dudit Débituer (tel que revendications d'admission à une caisse de retraite ou appels pour refus d'admission à une caisse de retraite, réclamations pour injustice, réclamations concernant les plans de sécurité sociale de l'emploi, ou l'incapacité à justifier la discrimination contre l'emploi, des dommages à la personne, un accident de travail, un décès accidentel, etc.) doit ou doivent déposer une réclamation à la Date de prescription au plus tard, à moins qu'une autre exception prévue dans les présentes ne soit applicable;
- Les individus qui ont droit à des réparations pour cause d'accident du travail fondées sur des incidents, des accidents ou des événements qui ont eu lieu avant la Date de dépôt pour les Débiteurs respectifs;
- Les créances fiscales, les cas échéant, du Fisc américain;
- Tout individu ayant une réclamation liée au refus d'un contrat de location ou d'un contrat certain qui est encore en vigueur doit faire valoir ladite réclamation au plus tard à la date fixe dans l'injonction sur laquelle ladite réclamation ne s'applique pas ladite date; si aucune date n'est spécifiée, toute réclamation de cette nature doit être déposée au plus tard le 15 novembre 1990, Date de prescription.

VEUILLEZ NOTER PAR AILLEURS QUE TOUTES LES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES AUTRES QUE CELLES MENTIONNEES AUX PARAGRAPHS A, B ET C CI-DESSUS DOIVENT PRODUIRE UN TITRE DE CREANCE OU DE PARTICIPATION AU PLUS TARD LE 15 NOVEMBRE 1990, DATE DE PRESCRIPTION, EN ANGLAIS, TOUS LES MONTANTS RECLAMES DEVANT ETRE CONVERTIS EN DOLLARS AU LA DATE DE DEPOT POUR LES DEBITEURS RESPECTIFS, FAUTE DE QUOI LES PROPRIETAIRES DESDITS CREANCES OU TITRES DE PARTICIPATION SERONT DEFINITIVEMENT PRIVES DE LA POSSIBILITE DE VOTER SUR LA DISTRIBUTION NON DE DEBITEURS EN QUESTION, NI D'UN QUELCONQUE SUCCESSION DES DEBITEURS.

VEUILLEZ EGALEMENT NOTER QUE les actes ou omissions des Débiteurs antérieurs à la date de demande de protection en vertu de la Législation sur les faillites, y compris les contrats d'assurance, garanties, options de vente, options d'achat et autres dispositions similaires et services fournis à ou par un Débituer, sont susceptibles de donner lieu à des réclamations contre ledit Débituer nonobstant le fait que lesdites réclamations ou créances (ou les préjudices sur lesquels elles se fondent) risquent d'être conditionnelles ou de n'avoir pas eu lieu, de n'être pas échues, prescrites ou liquidées avant ladite date. Par conséquent, tout créancier ayant une créance réelle ou potentielle contre un Débituer, aussi indirecte ou conditionnelle qu'elle soit, doit produire un titre de créance au plus tard le 15 novembre 1990, Date de prescription.

Les titres de créance doivent essentiellement être présentés sous la forme approuvée par ce Tribunal, dont une copie se trouve au Greffe du Tribunal et peut être obtenue en téléphonant au 19-05-90-1224, ou dans le format des Formulaires officiels N 19, 20 ou 21. Les titres de créance ou de participation doivent être produits en envoyant par la poste chaque justificatif de manière à ce qu'il soit RECU au plus tard à la Date de prescription à:

The Drexel Burnham Lambert Group Inc.
P.O. Box 95
Bowling Green Station
New York, New York 10274-0095
ou (b) en faisant remettre lesdits documents au Greffier du Tribunal de commerce des Etats-Unis par porteur ou par messenger (mais pas par la poste des Etats-Unis) à l'adresse suivante:

Clerk, U.S. Bankruptcy Court
Room 614
Old Custom House
One Bowling Green
New York, N.Y. 10004

de sorte qu'ils soient RECUS au plus tard le 15 novembre 1990, Date de prescription.

VEUILLEZ NOTER PAR AILLEURS QUE des copies de la Liste des engagements des Débiteurs et de la Liste des actionnaires du Groupe peuvent être examinées pendant les heures d'ouverture (i) au Greffe du Tribunal de commerce des Etats-Unis, District Sud de New York, 6ème étage, Old Custom House, One Bowling Green, New York, New York 10004-1408; (ii) à Portman-Douglass Corporation, 1325 Southwest Center Dr., Portland, Oregon 97219; (iii) dans les locaux de Weil, Gotshal & Manges, Avocats des Débiteurs, 767 Fifth Avenue, New York, N.Y. 10153; 1615 L Street, N.W., Suite 700, Washington, D.C. 20036; 701 Brickell Avenue, Miami, Florida 33131; 700 Louisiana, Suite 1600, Houston, Texas 77002; NCNB Plaza, 901 Main Street, Suite 4100, Dallas, Texas 75202; et 30 Stratton Street, London, W1X 5PL, Angleterre. Si vous avez des questions sur la présentation, la déposition ou le traitement de votre titre de créance ou de participation, vous pouvez vous renseigner en téléphonant au 19-05-90-1224 entre 10 h et 18 h (heure de la côte Est des Etats-Unis).

Date: New York, New York
23 juillet 1990

WEIL, GOTSHAL & MANGES
Attorneys for The Drexel Burnham Lambert Group Inc., et al.
Debtors in Possession
767 Fifth Avenue
New York, New York 10153
(212) 310-8000

INJONCTION DU TRIBUNAL
HONORABLE HOWARD C. BUSCHMAN, III,
JUGE DES ETATS-UNIS CHARGE DES LIQUIDATIONS
TRIBUNAL DE COMMERCE DES ETATS-UNIS
District Sud de New York
Old Custom House
One Bowling Green
New York, New York 10004-1408

ÉCONOMIE

SOCIAL

Un million de dossiers d'assurés en souffrance

L'interminable conflit de la « Sécu » de l'Essonne

Les agents des vingt-sept centres de paiement de la Caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de l'Essonne devaient se prononcer, vendredi 10 août à Evry, sur un éventuel durcissement du conflit, qui a débuté le 11 juin dernier. Alors que 67 % des agents techniques de la Caisse sont toujours en grève et que près d'un million de dossiers d'assurés sociaux sont en souffrance, les négociations sont, selon l'intersyndicale FO-CGT-CFDT, « au point mort » à la suite de l'échec de leur nouvelle rencontre, lundi dernier, avec la direction locale. L'intersyndicale a de nouveau rejeté la proposition de la direction de la CPAM portant essentiellement sur la répartition d'une enveloppe de 4 500 points récupérés

sur les économies de gestion déjà réalisées par la Caisse.

La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés et le ministère de la santé se refusent toujours, pour leur part, à régler isolément le conflit de l'Essonne et misent désormais sur une reprise « rapide » des négociations salariales au niveau national. Menées dans le cadre de l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS), ces négociations, qui portent non seulement sur les mesures salariales pour 1990, mais aussi sur la révision de la grille des qualifications des emplois, devraient reprendre « dès le début du mois de septembre », selon un responsable de l'UCANSS.

Attente estivale

Grève ou pas, la torpente estivale s'est installée au centre de paiement n° 31 de la Caisse primaire d'assurance-maladie de l'Essonne. En cette fin d'après-midi à Corbeil, une poignée d'assurés sociaux attendent tranquillement leur tour pour expliquer leur cas à l'unique guichet ouvert. De l'autre côté de la cloison, une petite affiche annonce la couleur : « Tout le monde a le SIDA. Salaire inchangé depuis des années. » Quelques employés s'activent autour d'une banderolette, sous le regard indifférent des deux responsables du centre. « Après huit semaines de grève, on n'a toujours rien et le directeur est reparti en vacances », lâche, écoeuvré, une technicienne gréviste. « Mais, on ne lâchera pas et, en septembre, d'autres caisses prendront la relève », assure-t-elle aussitôt.

Au premier étage, la trentaine de boîtes en plastique contenant les quelque vingt-huit mille feuilles d'assurance-maladie en souffrance au centre, sont réparties sur les bureaux, en fonction des mois de naissance des assurés : « Cela facilite les recherches pour les avances », Car, dès le début du mouvement, « service public oblige », la CPAM de l'Essonne a mis sur pied un système de remboursement par chèques des prestations, sur simple demande des assurés qui se déplacent. Et au centre de Corbeil où tous les agents techniques sont en grève, une cinquantaine d'assurés sociaux bénéficient, chaque jour, d'avances comprises entre

500 francs et 2 000 francs par semaine, voire davantage pour les cas les plus dramatiques. Une façon d'éviter un embrasement du côté des assurés qui, au demeurant, « n'ont pas mal réglé jusqu'à maintenant », selon la responsable du centre de paiement. Un pis-aller aussi, car chacun sait que quelle que soit l'issue du conflit, l'activité du centre restera perturbée « au moins jusqu'à la fin de l'année ».

Les feuilles d'assurance-maladie n'en contiennent pas moins de s'entasser au centre, même si le flux est plus mince qu'en temps normal. Les agents grévistes — qui, jusqu'à présent, ne se considéraient pas en grève mais « en action » — continuent de les traiter en amont de la saisie informatique qui, en revanche, est totalement arrêtée depuis le 11 juin. Mais, quelle que soit la forme d'action suivie, rien ne semble encore avoir réussi à entamer la détermination des techniciens. « Ils ont cédé en Seine-Saint-Denis (1), alors pourquoi pas dans l'Essonne où nous faisons le même travail. » La phrase revient ici tel un leitmotiv dans la bouche de ces agents qui, non sans amertume, se targuent d'avoir, « depuis dix ans, leur bâton de maréchal avec un net de 7 500 francs ».

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) A la suite d'un conflit identique en Seine-Saint-Denis où, par ailleurs, les grévistes avaient obtenu satisfaction au bout de neuf semaines de conflit.

INDUSTRIE

Damart achète le numéro un français de la lingerie-corseterie

Damart avait connu un regain de succès dans les années 70, lors des économies d'énergie consécutives au premier choc pétrolier. Aujourd'hui, il tire les conséquences des trois hivers d'été consécutifs et achète... le numéro un français de la lingerie-corseterie.

Le groupe rouennais a en effet annoncé qu'il allait prendre, à l'occasion d'une augmentation de capital, le contrôle de Valéro et de sa holding Orval, plus connue sous les marques Boléro, Valisère,

Silhouette, Tropic, Saint-Laurent (en lingerie). Damart détenait déjà 25 % du capital d'Orval et apportera 100 millions de francs à l'occasion de cette augmentation.

Créée en 1986, Valéro a réalisé, en 1989, 700 millions de francs de chiffre d'affaires. Damart affichant pour sa part une croissance de 17 % à 2,72 milliards. Mais, quoiqu'il en soit, l'opération, qui avait vu son excédent fondre de 5 % l'an passé.

groupe Promodes, reprenant éventuellement de CODEC, l'assurance du maintien de l'activité sur ce centre qui emploie 150 personnes. La plate-forme approvisionne environ 250 magasins en enseignes CODEC et Lion dans le centre-est et le sud-est de la France. (Corresp.)

Sumitomo Chemical s'installe en France. — Virtuellement absente de la France, la chimie japonaise arrive. Sumitomo Chemical, un des plus grands chimistes du pays du Soleil-Levant, annonce l'implantation dans l'Hexagone au mois d'octobre prochain d'une filiale de production et de commercialisation de produits agrochimiques. La nouvelle société sera dotée d'un capital initial de 7 millions de francs. Elle vendra ses produits, en France, mais aussi en Europe et en Afrique. Leader au Japon en chimie fine et en agrochimie, Sumitomo Chemical a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 68 milliards de yens (2,5 milliards de francs).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Comme précédemment annoncé et ayant obtenu les autorisations requises, IMETAL vient de procéder à l'acquisition de CE Minéral, important producteur américain d'argiles réfractaires et de silice de haute pureté. D'autre part, les actionnaires minoritaires de la société Copperweld ont approuvé la cession de leurs actions à IMETAL qui, en conséquence, détient 100 % de cette société depuis le 1^{er} août 1990.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 9 août ↑

La reprise se poursuit

Pour la deuxième séance consécutive, les cours ont monté jeudi à Wall Street. Le mouvement ne s'est toutefois décliné qu'en fin de journée, après de nombreuses hésitations. Finalement, l'indice Dow Jones des industrielles, un instant tombé à 2 716,58, s'est inscrit à 2 758,91 avec un gain de 24,01 points (+0,9 %). Sur 1990 valeurs traitées, 833 ont monté, 671 ont baissé et 486 n'ont pas varié.

Autour du Big Board, les conversations étaient bien plus sur les événements du Moyen-Orient. Pour les spécialistes, ce sont les informations selon lesquelles les troupes israéliennes renforceraient leur défense au Koweït en prévision d'une attaque américaine, qui a revigoré la Bourse new-yorkaise. Mais celle-ci a également profité du raffermissement du marché obligataire en liaison avec la hausse des taux d'intérêt rendue nécessaire pour faciliter le placement de la troisième et dernière tranche de l'opération de refinancement record lancée par le Trésor américain, qui déclinait les opérateurs n'ont guère apprécié.

L'activité a diminué, et 155,81 millions de titres ont changé de mains contre 190,40 millions la veille.

VALEURS	Cours de 8 août	Cours de 9 août
Alcoa	34	34 1/4
AT&T	39	39 1/8
Bear	62 7/8	64 1/8
Chrysler	62 1/2	64 1/8
De Pont de Nemours	38 7/8	39 1/8
Eastman Kodak	41	42
Exxon	34 3/4	35 1/8
Ford	38 1/8	38 1/8
General Electric	68	68
General Motors	28 1/2	28 3/4
Goodyear	25 1/2	25 3/4
IBM	103 1/8	103 1/4
ITT	62 1/2	64 1/8
McDonald	88 3/8	89 1/8
Modell	71 7/8	72 1/8
Rockwell	62 3/4	63 1/4
Union Carbide	114 5/8	117 3/4
US Steel	54 3/4	56 1/4
Westinghouse	32 3/8	33 1/8
Weyerhaeuser	22 1/8	23 1/4
Yarn Corp.	44 5/8	46 1/4

LONDRES, 9 août ↑

Hausse modérée

Comme toutes les places européennes, le London Stock Exchange a retrouvé jeudi un peu de sa sérénité. Après la hausse insignifiante de la veille, les cours des valeurs ont affiché des gains plus sensibles. L'indice Footsie des cent valeurs vedettes a gagné 7,4 points pour s'inscrire à 2 244,9 points, soit une progression modérée de 0,33 %.

L'absence momentanée de toute nouvelle escalade dans le Golfe et la fermeture de Wall Street la veille ont entraîné une hausse des valeurs à la mi-journée, l'indice Footsie affichant un gain de 14 points, avant de voir son avance réduite de moitié par l'ouverture limitée de la Bourse new-yorkaise.

Les valeurs pétrolières ont été affectées par la déception par rapport au marché du pétrole et par des dégagelements bénéficiaires à l'annonce des médianes réduites de Shell et de British Petroleum. British Airways a, en revanche, bénéficié de la perspective d'un carburant moins cher que prévu.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

VALEURS	Cours de 8 août	Cours de 9 août
Alcoa	34	34 1/4
AT&T	39	39 1/8
Bear	62 7/8	64 1/8
Chrysler	62 1/2	64 1/8
De Pont de Nemours	38 7/8	39 1/8
Eastman Kodak	41	42
Exxon	34 3/4	35 1/8
Ford	38 1/8	38 1/8
General Electric	68	68
General Motors	28 1/2	28 3/4
Goodyear	25 1/2	25 3/4
IBM	103 1/8	103 1/4
ITT	62 1/2	64 1/8
McDonald	88 3/8	89 1/8
Modell	71 7/8	72 1/8
Rockwell	62 3/4	63 1/4
Union Carbide	114 5/8	117 3/4
US Steel	54 3/4	56 1/4
Westinghouse	32 3/8	33 1/8
Weyerhaeuser	22 1/8	23 1/4
Yarn Corp.	44 5/8	46 1/4

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

PARIS, 10 août ↑

Expectative

Après une journée de hausse assez convulsive, l'attente à la Bourse de Paris. L'ouverture matinale avait été pourtant assez prometteuse avec une nouvelle progression de 0,65 % mesurée à l'indice CAC 40. Mais après avoir d'abord forcé le pas jusqu'à monter d'environ 0,8 %, le marché ralentissait son allure et, vers 13 heures, son avance n'était plus que de 0,38 %. Plus tard dans l'après-midi, le mercure du thermomètre boursier parvenait tout juste à se maintenir à 0,16 % au-dessus de son niveau de la veille.

Une fois encore, les événements du Moyen-Orient ont été au centre des préoccupations. Sans se faire trop d'illusions, les opérateurs attendent néanmoins avec une impatience à peine dissimulée le résultat du sommet des pays arabes réuni au Caire ce vendredi à l'instigation du président égyptien pour tenter de trouver une solution à la crise.

Si le pessimisme prévaut dans les milieux financiers sur l'issue de cette réunion, les marchés paraissent tout vouloir plus ou moins privilégier une solution de compromis, même bancale. En attendant, la présence des troupes américaines en Arabie saoudite semble rassurer dans la mesure où elle a les moyens de mettre fin à l'escalade de l'expansionnisme irakien. A cet égard, le Pentagone a insisté sur le fait que les forces américaines ne devaient avoir qu'une position défensive.

La stabilité des prix du pétrole de mer du Nord autour de 25 dollars le baril, après la flambée de ces derniers jours au voisinage de 30 dollars, a d'autre part contribué à entretenir le calme sur les marchés boursiers.

Après la reprise de Wall Street la veille en fin de journée a été également assez bonne impression. Rasse par cette nouvelle crise dans le Golfe excite la spéculation sur l'or. A Londres, l'once de métal jaune a monté vendredi en fin de journée de 1,34 % à 388,75 dollars l'once. A Paris, le prix du lingot de 1 kilo a progressé de 1,5 % à 67 900 F.

TOKYO, 10 août ↓

Au plus bas de l'année

Le Kabuto-Cho a tenté, vendredi, de se redresser. Mais son essai a échoué et l'indice Nikkei, en fin de journée, avait progressé de 10,57 points, à rebours ensuite et même largement au-dessous, toute son avance initiale. Finalement, l'indice est établi à la clôture à 2 722,55, soit une baisse de 286,18 points (-1,04 %) mais aussi à son plus bas niveau de l'année 90.

Les événements du Moyen-Orient continuent de peser sur le marché japonais. Mais, le premier moment d'émotion passé, les investisseurs restent calmes. Pour l'essentiel, la baisse a été largement imputable au manque d'affaires et aux prises de bénéfices sur les positions liées aux indices.

A Tokyo comme ailleurs, les veilles de week-end sont rarement propices aux réajustements, surtout en période de crise comme celle que traverse actuellement le monde pétrolier. Notons que depuis vendredi dernier, le marché japonais a baissé de 7,4 %, un recul jugé ici comme tout raisonnable.

VALEURS	Cours de 9 août	Cours de 10 août
Alcoa	34	34 1/4
AT&T	39	39 1/8
Bear	62 7/8	64 1/8
Chrysler	62 1/2	64 1/8
De Pont de Nemours	38 7/8	39 1/8
Eastman Kodak	41	42
Exxon	34 3/4	35 1/8
Ford	38 1/8	38 1/8
General Electric	68	68
General Motors	28 1/2	28 3/4
Goodyear	25 1/2	25 3/4
IBM	103 1/8	103 1/4
ITT	62 1/2	64 1/8
McDonald	88 3/8	89 1/8
Modell	71 7/8	72 1/8
Rockwell	62 3/4	63 1/4
Union Carbide	114 5/8	117 3/4
US Steel	54 3/4	56 1/4
Westinghouse	32 3/8	33 1/8
Weyerhaeuser	22 1/8	23 1/4
Yarn Corp.	44 5/8	46 1/4

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

Le volume des échanges s'est élevé à 327 millions de titres contre 429 millions la veille.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amalg. Assoc.	418	415	MC	285	280
Ayrol	105	105	IPBM	133	130
BAC	188	188 20	Lara invest.	335	330 20
Ban. Par.	188 80	188	Licence	131	130
B.C.M.	845	840	Mars Comm.	183 20	182 80
Borcia (L)	385	370	Midi-Minor	216	207 20
Borcia (V)	238 70	231 60	Midi	202	202
Châles de Lyon	3100	3120	Midi-Danone	3050	3020
CAI de P. (C.C.L.)	1085	1125	Orino-Leghien	590	588
Calsonic	480	442	Orin. Gen. Fin.	599	600
Cedil	565	580	Préfinanc.	31	30
CEE	388	380	Préfinanc. Assur.	550	494
C.E.G.P.	285	288	Publ. Pénance	548	561
C.F.P.	212	211	Rea	615	615
Couvent d'Org.	637	634	Rhône-Alp. Soc. G.	320	320
C.N.I.M.	1037	1058	S.H. Mangon	280	244
Codacor	275 80	276 50	S.C.E.P.M.	601	598
Comarq.	323	328	Sage (S)	307	306
Confiance	1025	1030	Saint-Louis Exp.	100	100
Coulet	340	349	Selma	480	484
Dela	210 50	210	S.M.T. Scap	195	195
Dauphin	830	825	Sopre	200	205
Demachy Worms	576	576	Sopre	180	180
Demachy et Gr.	283 20	288	TPI	287 80	285
Demachy	300	300	Thomson H. B.	270	260
Devila	425	445	Unib.	188	189 40
Dofaco	170	170	Union Fin. de P.	488	481
Edisons Belford	260	242 10	Viel et Co	175	175
Eysse Invest.	14 20	14 35	Viel et Co	175	175
Euro. Propriété	305	300	V. St-Laurent Group	558	567
France	197	197			
Ganor	865	865			
G.P. (G.P. fon.)	455	400			
Grand Lève	436	440			
Grand Lève	215 10	226			
Grand Lève	1105	1028			
Grand Lève	251 50	252			
Grand Lève	330	330			
Grand Lève	153	150			
Grand Lève	1154	1157			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

BOURSE DU 10 AOUT

Règlement mensuel

COMPTANT (sélection)**SICAV** (sélection) **9/8**

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - * : prix antérieur - ■ : marché couvert

YUGOSLAVIE

Plus de journaux en langue albanaise au Kosovo

La parution du quotidien albanaise *Rindja* du Kosovo a été suspendue, mercredi 8 août, par le Parlement de Serbie. Après la dissolution du Parlement et du gouvernement de la région autonome du Kosovo le 5 juillet dernier, suite de la mise sous tutelle de l'ensemble des médias de langue albanaise, cette mesure de suspension a été annoncée, jeudi 9 août, par la presse fédérale.

La nomination de nouveaux directeurs et rédacteurs en chef à la tête des médias de langue albanaise de cette province autonome sous contrôle serbe peuplée à 90 % d'Albanais avait provoqué une grève générale des employés et journalistes de la radio-télévision.

Le vice-président du gouvernement serbe chargé du Kosovo, M. Momilo Trajkovic, a justifié cette mesure en soulignant que la Serbie « ne [pouvait] continuer à financer sa propre opposition ». Cette décision n'a toutefois pas fait l'unanimité au sein même du Parlement serbe. — (AFP)

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

La crise du Golfe et les déclarations de M. Mitterrand
pages 3 à 6

Effervescence en Bulgarie
La rue a pris le relais des urnes 7

SOCIÉTÉ

Espace
Echec pour le télescope Hubble, succès pour la sonde Magellan 8

SANS VISA

• Zanzibar à l'horizon • La table • Les jeux
pages 9 à 11

CULTURE

Méto, dodo, boulot
A Tokyo, un photographe français saisis les voyageurs japonais dans leur sommeil 12

Les joies de la télévision en Algérie
A l'occasion de la sortie du film de Mehmed Zaimovic, *De Hollywood à Tamerlana*, portrait d'un pays envahi par les antennes paraboliques 12

SPORTS

Athlétisme
Ben Johnson « gracié » par le gouvernement canadien 14

ÉCONOMIE

Privatisations en URSS
Un décret signé de M. Gorbatchev donne naissance à un fonds chargé de gérer et de privatiser les entreprises d'Etat soviétiques 16

Unification allemande
La RFA présentera au Parlement du 22-23 septembre un budget unique pour l'Allemagne unifiée 16

Chasse
M. Lalonde tente de sauver les derniers ours des Pyrénées 17

Pollution
La nappe phréatique atteinte par des hydrocarbures près de Rouen 17

Grève à la CPAM de l'Essonne
Plus d'un million de dossiers en attente. Durcissement du conflit 18

Services

Abonnements	12
Annonces classées	7
Carnet	14
Loto	14
Marchés financiers	18-19
Météorologie	14
Jeux	10
Philatélie	14
Radio-Télévision	15
Spectacles	13

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 10 août 1990 a été tiré à 523 019 exemplaires.

PAKISTAN

Les Etats-Unis auraient été avertis du limogeage de M^{me} Bhutto

Au Pakistan, « les politiciens ne veulent pas partager le pouvoir », contrairement par exemple à la France où la « cohabitation » n'a pas si mal marché. Tel est le point de vue de M. « Bob » Oakley, ambassadeur des Etats-Unis à Islamabad, qui aurait été informé du limogeage de M^{me} Bhutto bien avant celle-ci.

ISLAMABAD

de notre correspondant en Asie du Sud

L'influent ambassadeur des Etats-Unis au Pakistan, qui avait remplacé M. Arnold Raphael, disparu en même temps que le général Zia dans un mystérieux accident d'avion il y a deux ans, a rencontré le président Ghulam Ishaq Khan cinq heures avant l'annonce formelle des changements du 6 août.

M^{me} Bhutto, elle, a dû téléphoner au président pour s'entendre dire : « Nouvelles élections ». Il n'y a pas eu « violation de la Constitution », déclarent des diplomates occidentaux en poste à Islamabad. Ils confirment en revanche « une certaine implication de l'armée » dans le coup de force présidentiel ayant abouti à la dissolution des assem-

blées et à l'état d'urgence qui, jusqu'à présent, n'a été accompagné d'aucun incident.

M^{me} Bhutto a accusé les « renseignements militaires » d'avoir forcé la main du président, sans mettre cependant en cause le général Aslam Beg, chef de l'armée, qui apparaît avant le 6 août comme un élément-clé du triumvirat au pouvoir à Islamabad. « Benazir » a donné l'impression d'être abattue, jeudi, à la veille de la réunion de la direction de son parti à Karachi, qui lui permettrait de compter ses lieutenants (dont certains l'ont abandonné) et de discuter d'un éventuel appel à la Cour suprême.

« Attitude partisane »

La question qui se pose aujourd'hui concerne les élections promises par le président. Auront-elles lieu comme prévu le 24 octobre, alors que M. Ghulam Mustafa Jatoi, chef du gouvernement « par intérim », venu de l'opposition, parle d'entamer des procédures judiciaires sur les pratiques « inimaginables » de corruption de l'équipe Bhutto ? Un « nettoyage » a déjà commencé dans la province agitée du Sind, principale base électorale du clan Bhutto.

Les Etats-Unis, qui fournissent

un milliard de dollars par an et des équipements militaires sophistiqués au Pakistan, « s'attendent que les élections se déroulent comme prévu », a déclaré la Maison Blanche, en rappelant que M. Ishaq Khan avait supervisé la période précédant les élections de 1988. Mais leurs représentants dans la région s'interrogent sur l'apparition d'une « attitude partisane » dans les enquêtes sur les cas de corruption, qui devraient aussi prendre en compte, selon eux, la période ayant précédé l'arrivée au pouvoir de « Benazir ». M. Jatoi a certainement des choses à se reprocher, note à ce propos un diplomate.

M^{me} Bhutto sera-t-elle acceptée « par les mêmes éléments » qui l'ont écartée du pouvoir si finalement elle est autorisée à participer aux élections et qu'elle les gagne ? Cette dernière en doute, surtout lorsqu'elle ressasse tout ce qu'elle a enduré en onze ans d'opposition et pendant vingt mois de gouvernement. On dit aujourd'hui qu'elle commencerait à « briser » les Américains dans ses méthodes de pouvoir et que les « louches » activités des Zardari, époux et beau-père, devenaient trop visibles. — (Interim)

CARTES POSTALES

La chaise du curé

C'est un gros bloc de rochers granitiques, tout en haut d'une pointe découpée qui surplombe la mer. Pas une roche sauvage, déchaquetée et hostile, qu'il faudrait conquérir avec ruse et souplesse. Non. Un bon gros rocher confortable, bienveillant, charnu et abrupt sur le versant mer, mais doux, rond, coussin du côté de la terre.

C'est bien simple, on se retrouve dessus sans presque le savoir. On monte deux, trois mètres, au sortir du chemin des Douaniers. On allonge le pes et hop ! à nous le promontoire, la vue sur les flèches de Saint-Pol-de-Léon, la pointe de Roscoff, où un gros car-ferry attend de partir pour l'Irlande, la silhouette fragile d'une chapelle sur la petite Ile Calot. Et puis, la baie de Morlaix et les côtes du Trégor.

Reste à trouver la chaise. Et là est le débat. Car l'histoire veut qu'un curé, autrefois, en des temps plus dévots, venait là tous les soirs méditer sur la vie, prier son Karantec et lire son bréviaire. Le lieu est un si bel endroit pour toucher l'Au-delà ; les oiseaux de mer le pressentent, qui se posent parfois comme pour prendre quelque distance avec les éléments qui, l'hiver, se déchaînent tout en bas.

Mais où est donc la chaise qui donna son nom à l'endroit ? Etait-ce ce petit creux au sommet de la roche, qu'une onde transformait en moins de dix secondes en baignoire ? Ou bien cette cavité en forme de selle à cheval, légèrement plus basse ? « Allons donc, trop étroit ! »,

s'offusque un vieil homme, en haussant les épaules. Un vieillard ne s'y logerait pas ! Alors un curé, pensez-vous... »

Un curé de campagne, comme il en existait autrefois, c'était imposant et bien fait, pour ne pas dire gros et gras ; ça cachait, derrière les innombrables replis d'une soutane noire de jais, une bedaine de gourmand qui appréciait les orpèges, le far de sarrazin, les tripes d'un repas de noces, le lard et le ragout, les galettes de blé noir. Un curé, ça devait aimer la vie et inspirer confiance par une carrure solide, une poigne de bûcheron, une descente de marin, un appétit de paysan. « Un curé, cela méritait un trône... »

Et le trône est bien là, un peu en contrebas. La granit du dossier y est devenu lisse et une pierre de côté offre un accoudoir complaisant. Car le vieil homme est sûr : c'est là « qu'il » s'asseyait, à l'abri des grands vents, pour voir, à l'heure bleue, le soleil glisser derrière Roscoff. La bon père était sage et l'endroit inspirant.

Les gens de Karantec le savent, que les soirs d'été, viennent, par deux ou trois, assister au spectacle et quitter près de la chaise un doigt d'éternité. Quand le disque est tombé, dans un silence total, sur une mer embrassée, il en est qui applaudissent. Et tout le monde disparaît avec l'air entendu d'un cercle d'initié. Le curé, sans nul doute, aurait, lui, récité un ave.

De Karantec (Finistère) ANNICK COJEAN

La fête du Front national à Bagatelle

Protestations de M. Sarre (PS) et du MRAP

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste du Conseil de Paris, a demandé à M. Jacques Chirac de convoquer « une session extraordinaire » de l'assemblée municipale, afin de débattre de l'utilisation de la pelouse de Bagatelle par le Front national pour sa fête annuelle, fin septembre (le Monde du 9 août). Dans une lettre adressée à M. Chirac et rendue publique jeudi 9 août, M. Sarre « s'indigne » qu'une telle décision, « pourtant très importante en termes de signification politique », ait été prise par le maire de Paris « sans discussion au sein du Conseil et sans que les élus parisiens aient fait l'objet d'une quelconque information ».

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), à tenu, de son côté, à « exprimer sa plus totale réprobation » face à l'autorisation accordée par la mairie de Paris. Le MRAP estime que la municipalité « fait la courte échelle » au Front national et lui apporte sa « caution » et sa « complicité ».

M. Tiberi (RPR) : l'aménagement de la Défense se fait « au mépris des élus »

M. Jean Tiberi, premier adjoint (RPR) au maire et député de Paris, a déclaré, mercredi 8 août, que la présentation par le ministre de l'Équipement, M. Michel Delebarre, du « programme tout ficelé » d'aménagement ouest du quartier de la Défense (le Monde du 3 août) « lève le voile sur les intentions réelles de ceux qui nous gouvernent ». « On tranche et on décide », estime M. Tiberi. Pour le premier adjoint, ce projet, qui prévoit un « quasi-doublement » du centre d'affaires, est conçu par le gouvernement « au mépris des élus ».

« La période estivale que nous traversons n'en finit pas d'être celle des manœuvres insidieuses et des mauvais coups du gouvernement contre les libertés locales », souligne M. Tiberi.

□ Havas s'intéresse à la production audiovisuelle. — Dans un entretien à la Tribune de l'Expansion du 9 août, le PDG de Havas M. Pierre Dauterive indique que son groupe veut intervenir de façon « plus substantielle » dans la production et la diffusion de droits audiovisuels. Havas s'appuierait notamment sur les entreprises dont il détient des parts, comme Canal Plus et la CLT, Télé-Images et Pandora, et vise une structure de capital « conforme à des objectifs de marchés » européens.

URSS

Compromis entre Moscou et Erevan sur le désarmement des milices

Moscou a accepté de laisser les autorités arméniennes appliquer elles-mêmes sur leur territoire le décret promulgué fin juillet par le président Gorbatchev, qui enjoignait à toutes les milices illégales de remettre leurs armes aux autorités sous quinze jours, faute de quoi l'armée soviétique se chargerait de les saisir, a indiqué le nouveau président arménien Levon Ter-Petrosian.

« Il est entendu que l'application du décret sera confiée aux seules autorités de la République, sans intervention de troupes spéciales du ministère de l'Intérieur », a affirmé le dirigeant nationaliste, lors d'une conférence de presse à Moscou jeudi 9 août. « Je suis sûr qu'on me laissera le temps nécessaire pour l'application du décret présidentiel », a-t-il expliqué, après s'être entretenu mercredi au Kremlin avec le premier ministre Nikolai Ryjkov, le chef du KGB Vladimir Krjoutchkov et le ministre de l'Intérieur Vadim Bakatine.

M. Ter-Petrosian, élu président samedi par le nouveau parlement où les communistes sont en minorité, avait indiqué s'être aussi entretenu par téléphone avec M. Gorbatchev, en vacances en Crimée, être convenu d'une « coopération » avec l'homme qui l'avait fait emprisonner quelques mois en 1989. De source arménienne, on avait déjà parlé d'un

report au 1^{er} septembre de l'application du décret en Arménie.

M. Ter-Petrosian a estimé à cinq mille le nombre des hommes en armes en Arménie, qualifiant de « mythe » celui de cent soixante mille hommes, qui circule dans les médias soviétiques. La formation la plus nombreuse, l'Armée nationale arménienne, a fait savoir il y a trois jours qu'elle était « prête à se soumettre au parlement », a-t-il dit.

L'une des solutions contenues dans le projet de déclaration de souveraineté à l'étude actuellement au parlement arménien, est la création d'une armée républicaine en Arménie, « une évolution en cours dans toutes les Républiques ». Evoquant les futures relations entre l'Arménie et Moscou, il a estimé que le futur traité de l'Union ne doit être qu'un cadre de coordination entre les Républiques et qu'il ne devait pas y avoir de constitution fédérale.

Quant au problème du Haut-Karabakh, région autonome d'Azerbaïdjan peuplée de majorité d'Arméniens, M. Ter-Petrosian a estimé que le premier pas vers un compromis serait « le rétablissement d'une autorité soviétique légitime au Karabakh (...) alors que c'est l'armée qui y assure actuellement, comme en terre occupée, les tâches politiques, administratives et économiques ». — (AFP, AP)

Nouvelle inculpation pour un ancien député de la Guadeloupe

POINTE-A-PITRE

Déjà inculpé d'abus de biens sociaux et de faux en écritures privées, placé sous contrôle judiciaire moyennant une caution de 1 million de francs, M. Henri Beaupère, député (apparenté RPR) de la Guadeloupe de 1986 à 1988, a été inculpé, jeudi 9 août, cette fois d'abus de blanc-seing et de faux en écritures privées.

La première inculpation (le Monde du 22-23 juillet), d'abus de biens sociaux et de faux en écritures privées, se rapportait à des irrégularités constatées dans les comptes d'une société d'économie mixte communale.

Tout en reconnaissant le caractère « discutable » de certaines factures et pièces comptables, l'ancien député nie les avoir signés, sans manquer de souligner, pour sa défense, qu'il est « riche à ne savoir que faire de son argent ».

M. Patrice Lemonnier, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Pointe-à-Pitre, reproche à présent à M. Beaupère d'avoir convaincu une dizaine de ses concitoyens d'apposer leurs signatures sur un document qu'il avait établi et qui était censé leur

permettre d'obtenir gratuitement des tôles ondulées, destinées à réparer des cases sinistrées lors du passage du cyclone Hugo, en septembre dernier. Ce document, où ne figurait pas la signature de M. Beaupère, et qui avait été présenté aux signataires par le verso, était, en fait, une plainte adressée le 15 mai dernier au procureur de la République de Pointe-à-Pitre, pour lui signaler le détournement des aides aux sinistrés qui aurait été commis par M^{me} Gabrielle Louis-Carabin, nouveau maire (divers droite) du Moule, et quatre de ses adjoints.

EDDY NEDELJKOVIC

CAPÉLOU

Les belles literies
cappées-fils
petites dimensions
Rangement par éléments.

EST OUVERT

du mardi au samedi 9 h
à 12 h et 14 h à 17 h 30
37, av. de la République (11^e),
Ne Pommerehne 43-57-46-35

EN BREF

□ Prochaine réunion ministérielle de l'UEO sur le Golfe. — Une réunion ministérielle de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) sur la crise du Golfe se tiendra le 20 ou le 21 août, a annoncé vendredi 10 août le ministre belge des Affaires étrangères Mark Eyskens. Proposée par les Pays-Bas et la Belgique à l'occasion d'une réunion de concertation à Bruxelles des douze ministres des affaires étrangères de la CEE, cette réunion a été immédiatement acceptée par la France, qui occupe la présidence de l'UEO depuis le 1^{er} juillet. — (AFP)

□ Territoires occupés : un Palestinien accusé de collaboration tué et décapité. — Un Palestinien accusé de collaboration avec Israël a été tué et décapité vendredi 10 août à l'aube par des inconnus masqués dans la localité de Dura, proche de Hébron (sud de la Cisjordanie occupée). Dris Akil, quarante-cinq ans, a été tué à coups de poignard par des inconnus masqués qui l'ont ensuite décapité puis ont exposé sa tête en l'acrobant aux fils du réseau électrique au centre de Dura. — (AFP)

□ Décès d'un Palestinien à Jérusalem. — Un Palestinien blessé mardi au cours de manifestations anti-arabes à Jérusalem est décédé jeudi 9 août. Ezzat Halahla, quarante ans, originaire du quartier de Silwan à Jérusalem-Est, avait été grièvement blessé après avoir perdu le contrôle de sa voiture lapidée par des manifestants israéliens. Son épouse et ses deux enfants qui se trouvaient à bord du véhicule avaient été légèrement blessés. — (AFP)

□ LIBAN : la libération de l'otage suisse liée à la grâce d'Anis Naccache. — La France a « des raisons de penser » que la libération jeudi de l'otage suisse Emmanuel Christen, délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), enlevé il y a dix mois dans le Liban-sud, est en rapport avec la grâce accordée le 27 juillet par le président François Mitterrand à Anis Naccache, a indiqué, jeudi 9 août, le porte-parole du ministère des affaires étrangères à Paris.

□ LIBÉRIA : évacuation du personnel français de l'ambassade de France à Monrovia. — La France a suspendu jeudi 9 août les activités de son ambassade à Monrovia et tout son personnel français a été évacué, ainsi que les Français résidant au Libéria ayant pu être joints par l'ambassade, a annoncé jeudi soir le ministère des affaires

étrangères. Il ne restait plus à l'ambassade de France à Monrovia que l'ambassadeur, M. Louis Giustetti, et trois gardes de sécurité, a-t-on précisé au Quai d'Orsay. Le ministre n'a pas indiqué le nombre de ressortissants français évacués en même temps que les membres de l'ambassade, mais ils seraient en petit nombre, selon une source informée. Les Français ont été évacués sur un bâtiment américain, a-t-on indiqué de bonne source. — (AFP)

□ AUSTRALIE : élection d'une femme à la tête de l'Etat de Victoria. — Vice-premier ministre travailliste de l'Etat australien de Victoria, M^{me} Joan Kirner a été élue, jeudi 9 août, premier ministre. Elle succède à M. John Cain, démocrate libéral, dont le gouvernement avait été scaboté par une série de scandales financiers. M^{me} Kirner, cinquante-deux ans, est la seconde femme à accéder à la tête d'un Etat australien en six mois. — (AFP)

□ NOUVELLE-ZÉLANDE : les élections générales auront lieu le 27 octobre. — Le premier ministre travailliste néo-zélandais, M. Geoffrey Palmer, a annoncé, jeudi 9 août, que les élections générales auront lieu le 27 octobre. Les derniers sondages, accordant une avance de 30 à 35 points au parti travailliste (opposition), placent les travaillistes en mauvaise position. — (AFP)

□ PÉROU : trois morts dans les émeutes qui ont suivi l'annonce du plan d'austérité. — Les soldats péruviens ont tué trois personnes, jeudi 9 août, dans un bidonville de Lima, au cours de violences provoquées par l'annonce, la veille, d'un plan d'austérité draconien destiné à sortir le pays de la faillite. Dans la confusion générale, l'armée a ouvert le feu sur la foule qui brûlait des pneus et dressait des barricades. — (Reuters)

□ M. Dray (PS) critique la direction d'Air Inter. — M. Julien Dray, député (PS) de l'Essonne, a déclaré, jeudi 9 août, que la direction d'Air Inter avait « préféré l'aventurisme et la victoire à courte vue » dans le conflit avec le personnel de la compagnie, dont la grève « visait à obtenir (...) le juste prix des efforts consentis (...) au moment où l'on assiste à un accroissement impressionnant du trafic aérien ». M. Dray demande à M. Michel Delebarre, ministre des transports, d'user « de ses prérogatives pour qu'Air Inter soit en mesure de lui présenter un véritable plan social de l'entreprise dans les plus brefs délais ».